CAHIERS LÉON BLUM

NUMÉRO 33 . 70 F JUIN 2001

LE RENOUVEAU MANQUÉ ?
La SFIO en 1945

DOCUMENTS

Le parti socialiste
et l'Église catholique

archives socialistes.fr

LE RENOUVEAU MANQUÉ ?
LA SFIO EN 1945

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr

Société des Amis de Léon Blum
Président : Robert Verdier
Vice-Président : Alain Bergounioux
Secrétaire : Liliane Perrein
Trésorier : André Chabin
Siège social : chez Robert Verdier, 15, rue Gazan, 75014 Paris

Cotisation : 100 F par an
Adresser la demande d'adhésion et un chèque au nom du trésorier
C.C.P. 392 71 S Paris

ISSN : 0152-6251

LE RENOUVEAU MANQUÉ ?
LA SFIO EN 1945

CAHIERS LÉON BLUM

N° 33

PRINTEMPS 2001

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr

Présentation
par Robert Verdier 7

Socialismes de crise. La SFIO à la Libération
par Marc Sadoun 11

Léon Blum et la rénovation du socialisme
par Alain Bergounioux 25

Le parti socialiste et la laïcité
de la Libération au début de la IVe République
par Jean-Marie Mayeur 37

Pour un Congrès de 1946 revisité
par François Lafon 49

DOCUMENTS

Deux mises au point de Daniel Mayer :
- « La S.F.I.O. et le "travaillisme" à la Libération », *Le Monde*, 5 août 1965 87
- « La mémoire leur a manqué », *Témoignage chrétien*, 19 août 1965 91

Le parti socialiste et l'Église catholique :
- Léon Blum : « Le règlement de la question romaine », *Le Populaire*, 15 février 1929 95
- François Mauriac : « Socialistes et Chrétiens », *Le Figaro*, 16 novembre 1944 97
- Robert Verdier : « La confrontation entre chrétiens et socialistes », *Le Populaire*, 25 novembre 1944 100

Actualité de Léon Blum 103
In memoriam 107
L'œuvre de Léon Blum 111
Les Cahiers Léon Blum 113

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr

Présentation

À peine arrivé à Paris après sa libération, Léon Blum redevient militant ; le 20 mai 1945, il assiste à la conférence des secrétaires des fédérations socialistes qui se tient à Montrouge. Dans son intervention, il s'amuse d'une constatation qu'il a faite dès son retour en France :

« Qui est-ce qui ne se dit pas socialiste ? qui est-ce qui ne se réclame pas du socialisme ? Le mot socialisme est entré dans le vocabulaire de tous les partis. Il y a des moments où l'on pourrait s'imaginer que tout le monde en France était devenu socialiste… sauf nous peut-être. »

Le trait d'ironie signifie qu'il n'est pas dupe de ces ralliements : il y a beaucoup de confusion et sans doute aussi quelques manœuvres tactiques derrière la généralité de cette référence au socialisme.

Quoi qu'il en soit, le parti socialiste se trouve, *volens, nolens*, au cœur de ce débat. Sa reconstitution clandestine et sa participation à la Résistance ont sans doute surpris bon nombre de nos concitoyens. Mais il a fallu en prendre acte, même du côté communiste. Il arrivera aussi, à la veille des premières élections législatives du 21 octobre 1945, que les sondages d'opinion, les premières organisées en France, pronostiquent un succès de la SFIO. On sait ce qu'il est advenu, les socialistes sont dépassés par le MRP, tout récemment créé, et par les communistes. La technique des sondages n'était pas encore au point. Mais cette erreur de pronostic est révélatrice, le socialisme était à la mode.

Cet échec révèle des malentendus. On veut bien être socialiste, proclame-t-on ici et là, mais cette affirmation n'aboutit pas automatiquement à une adhésion à la SFIO. Socialiste assurément, mais…

Mais quoi ? Il n'est pas facile de repérer les raisons plus ou moins explicites formulées par ces ralliés de fraîche date.

archives.socialistes.fr

Deux expressions sont couramment employées : socialisme humaniste, travaillisme. Qu'est-ce à dire ?

Socialisme humaniste, je suis tenté de m'approprier l'interprétation que donne, dans le numéro d'avril 1945 de la revue *Esprit*, Pierre Hervé, alors jeune espoir du parti communiste, rédacteur à *L'Humanité :* « Toutes les fois qu'on parle de socialisme humaniste, français, libéral..., on a l'impression qu'il s'agit d'une polémique inavouée. En réalité, on en veut au communisme. »

Je crois en effet que les communistes étaient les premiers visés. Par leur participation très active à la Résistance depuis juin 1941, ils étaient parvenus à ne pas s'entendre trop souvent rappeler leur approbation du pacte germano-soviétique de 1939. Mais l'affaire n'était pas oubliée et beaucoup de Français savaient à quoi s'en tenir sur les réalités du « socialisme soviétique ».

Mais en visant le parti communiste, on veut atteindre aussi le parti socialiste. On sait qu'il vient de signer un pacte d'unité d'action avec le parti communiste et qu'il ne se laissera pas englober dans une coalition anti-communiste. Les socialistes ont beau se référer à Jean Jaurès, à Léon Blum et rappeler l'action de la SFIO entre les deux guerres mondiales, ils n'ont pas désarmé toutes les méfiances à l'égard de leur parti, qui invoque parfois, lui aussi, Karl Marx.

Dans son intervention du 20 mai, Léon Blum essaie une fois de plus de faire tomber ces préventions :

« Tout le monde sent la nécessité d'une organisation collective de la production et de la répartition des richesses. Il a bien fallu créer des organismes collectifs pendant la guerre. Il faudra bien les maintenir et les renforcer encore dans chaque nation. Et, en même temps, plus que jamais, on sent – ce que le socialisme n'a jamais perdu de vue – que, dans cette organisation collective de la vie économique, les droits de la personne humaine doivent être maintenus, respectés, développés. Maintenir et développer les droits de la personne humaine, au sein d'une société tout entière conçue et organisée pour le bien collectif, c'est la formule même du socialisme. C'est ce qui est contenu dans ces deux mots de social-démocratie qui n'ont pas été rapprochés par le hasard. »

On notera que l'expression « socialisme humaniste » ne se rencontre jamais sous la plume de Léon Blum. Je puis attester qu'il s'amusait à reprendre à son compte les propos de son vieux compagnon Bracke : « Je voudrais bien savoir en quoi consisterait un socialisme qui ne serait pas humaniste. »

Quant à la vogue dont a joui pendant quelques temps le terme de « travaillisme », j'avoue n'en avoir nulle part trouvé une explication claire. Je suis d'ailleurs tenté de penser que la plupart de ceux qui faisaient usage de ce mot ne connaissaient pas très bien la vie politique de la Grande-Bretagne et en particulier l'influence exercée sur le *Labour Party* par la très puissante organisation syndicale ouvrière.

Je crois que ceux qui utilisaient ce terme voulaient suggérer aux socialistes français, très majoritairement athées et surtout défenseurs de l'école laïque, de se montrer moins indifférents au fait religieux. Les socialistes français avaient toujours proclamé qu'ils ne confondaient pas anti-cléricalisme et hostilité aux pratiques religieuses. Mais c'est un fait que les luttes dès débuts de la Troisième République et les premières années du siècle avaient élevé une barrière entre militants socialistes et pratiquants de la religion catholique, même appartenant à la classe prolétarienne. Le socialisme britannique n'avait pas été façonné par la même histoire.

Léon Blum, tout en souhaitant un renouvellement du personnel militant de son parti, a toujours nettement marqué les limites de ce changement souhaité. Il faut encore citer le discours du 20 mai 1945 :

« Il faut que nous donnions l'impression de la continuité et l'impression du renouvellement. Il faut que nous montrions tout à la fois que nous sommes toujours le parti socialiste, le même parti socialiste et que nous sommes en même temps un parti socialiste renouvelé, rajeuni, transformé. »

Il ajoute aussitôt cette exclamation : « Oh ! pas dans la doctrine ! » Un peu plus tard, en août 1945, il rappellera qu'une note datée du 1er mars 1943, adressée de Riom aux militants clandestins, commençait par ces mots : « Je ne suis pas d'avis de modifier le titre du Parti. »

Ce débat sur le renouvellement de notre vie politique au lendemain de la seconde guerre mondiale et en particulier sur la rénovation du parti socialiste sera très vite interrompu.

Sans doute un certain nombre des membres des organisations de Résistance n'avaient-ils pas abandonné l'espoir qui les animait dans les premières années de l'Occupation : se substituer aux anciens partis. Très vite les clivages traditionnels ont reparu, quelques étiquettes ont seulement été modifiées. C'était inévitable. La seule novation apparente a été la création du MRP. Mais il a été très vite victime de ses premiers succès; le poids des électeurs très conservateurs qui se sont précipités vers lui aux premières consultations l'a empêché de devenir, comme certains de ses créateurs l'avaient souhaité, un parti populaire analogue à ce qu'avait été en Italie, avant le coup d'état de Mussolini, le parti de Don Sturzo.

Quant à la SFIO, elle a été très vite déconcertée par la soudaine puissance du parti communiste. Elle a adopté une attitude de crispation, croyant qu'un retour à certaines formes d'intransigeance doctrinale était la recette de son redressement.

Il reste que ce débat, si bref et si décevant qu'il ait été, a occupé une bonne place dans notre vie politique au lendemain de la deuxième guerre mondiale. En lui consacrant ce numéro de nos Cahiers, nous nous sommes proposés d'apporter quelques éléments d'information, sans prétendre être parvenus à dissiper toutes les confusions, ni à démêler les parts d'aspiration sincère à un renouvellement de notre vie publique et de manœuvres pour la conquête du pouvoir.

ROBERT VERDIER

P.S. Dans l'article consacré à Georges Izard par le très sérieux *Dictionnaire des intellectuels français* (Seuil), on peut lire : « Il tenta de créer, avec l'appui de Léon Blum, un parti travailliste. » La bonne foi de l'auteur a sans doute été surprise. Peut-être en effet Georges Izard a-t-il fait une telle tentative quand il constata qu'il ne pouvait occuper le seul siège de député que pouvait conquérir la SFIO en Meurthe-et-Moselle, déjà assuré à Pierre-Olivier Lapie. Mais il me paraît tout à fait invraisemblable que Léon Blum ait encouragé Georges Izard, ou tout autre personnage, à créer un parti travailliste. On le voit, la légende a la vie dure!

Socialismes de crise
La SFIO à la Libération [1]

Les socialistes ont peuplé les mouvements de résistance non communiste. Hégémoniques à Libération-Nord, majoritaires à Libération-Sud et souvent même aux MUR, influents à CDLR (Ceux de la Résistance), à Combat et à l'OCM, ils n'ont pourtant pas bénéficié d'une juste représentation à la direction des mouvements. Méfiants envers les partis et plus largement à l'égard de la politique, les résistants n'ont pas favorisé sous l'Occupation la promotion des socialistes. Dans un milieu qui, par définition, laisse peu de place aux procédures démocratiques, le pouvoir irradie plus qu'il ne remonte. Détenant la direction centrale à Libération-Nord, le PS a pu contrôler sans partage le mouvement ; au contraire, les socialistes se sont heurtés dans leur ascension de la hiérarchie en zone Sud à une opposition qui tient, d'une part à un phénomène classique d'oligarchie renforcé ici par l'absence de procédures réglées et, d'autre part, à la difficulté de vaincre les préventions du milieu résistant à l'égard des militants politiques.

Une logique de l'intérieur

Cette méfiance, alimentée par les souvenirs de la Troisième République et par la démission de la grande majorité des élites politiques lors du vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, le 10 juillet 1940, se manifeste pourtant de manière sélective. Les résistants qui reconnaissent l'apport des militants socialistes – d'Astier de la Vigerie se flatte ainsi en 1941 d'avoir une clientèle composée à 90 %

1. Pour une analyse plus détaillée de la question, on pourra se reporter à mon livre, *Les Socialistes sous l'Occupation. Résistance et collaboration,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982.

archives.socialistes.fr

de socialistes et de syndicalistes et estime en 1943 que les socialistes représentent 40 à 50 % des effectifs engagés dans la lutte contre l'occupant – déplorent dans leur ensemble la priorité donnée par le PS à l'action politique. Mais, dans le même temps, ils perçoivent mal les stratégies d'infiltration des militants communistes : pour beaucoup, ceux-ci offrent un modèle pour la pensée et l'action ; leur engagement contre l'occupant, la résistance des troupes soviétiques à l'envahisseur allemand les protègent du discrédit attaché aux formes d'action privilégiées par le Parti socialiste clandestin.

Le jugement ne manque pas de fondement. Confronté à une situation inédite, le petit groupe de militants socialistes sans mandat ni légitimité qui avaient entrepris très tôt de reconstruire l'organisation n'avait pas voulu constituer des groupes autonomes de résistance. Alors que les communistes avaient eu, malgré leur engagement tardif, une conception active de la lutte et avaient répudié tout attentisme, les dirigeants du Parti socialiste clandestin avaient simplement adapté à la clandestinité les modes traditionnels d'action politique. Sans doute faute de ressources financières et humaines mais aussi parce qu'il s'enfermaient dans une interprétation exclusivement politique de son rôle, ils avaient abandonné aux autres, communistes et résistants de toutes tendances, le bénéfice de l'action clandestine. Il en était résulté un retard décisif dans la formation des cadres : quand, surtout à partir de 1942, la Résistance était entrée dans sa phase active, les militants socialistes n'étaient pas toujours prêts à occuper des postes de direction militaire ; les responsabilités liées à l'action immédiate leur échappaient le plus souvent. Lourde de conséquences, la décision, informelle et mal formulée, de séparer la lutte armée et l'engagement politique avait constitué une hypothèque que le Parti socialiste n'avait jamais pu lever sous l'occupation. S'il menaçait de retirer ses troupes des mouvements de résistance, il était taxé d'ambition politique ; s'il s'enfermait dans sa logique première, il était exclu des lieux du pouvoir.

À la fin de l'Occupation, il ne reste plus grand chose de la solution originale. Le maintien des militants socialistes dans les mouvements répond alors moins à

un souci de préserver l'unité du combat – c'est l'argument que le parti avait toujours avancé pour justifier sa position – qu'à l'incapacité de mener à bien une opération de retrait. Les MUR constituent alors le mouvement le plus puissant de la sone Sud, le seul à bénéficier de moyens matériels et financiers importants. Les quitter, c'est se condamner à l'impuissance, c'est aussi abandonner les positions conquises à la base, à un moment où prévaut la lutte pour le pouvoir politique.

Incapable de tirer tous les bénéfices de l'engagement de ses militants, le Parti socialiste doit, par ailleurs, affronter les conséquences de l'épuration très rigoureuse menée en son sein par l'équipe dirigeante issue de la Résistance. La collaboration ne l'a pas épargné. Sous toutes ses formes : l'engagement dans les cercles de Vichy, parfois motivé par le souci de protéger tel ou tel militant menacé, la soumission de nombreux élus locaux au régime, la défense étroite et dérisoire des positions acquises, en particulier dans les milieux syndicaux, le collaborationnisme militant avec l'occupant. Surtout, l'attentisme, la prudence, l'atonie ont été largement partagés, au moins au début de l'occupation, par les élites et les militants du Parti : « Il fallait vivre, comme l'a écrit René Naegelen[2], J'ai vécu, le front baissé, voguant discrètement de Pétain à de Gaulle, tout comme 99 % des Français ».

Confronté à ces multiples défections, le Parti clandestin avait très tôt réagi avec une grande rigueur. Il avait posé, en mai 1941, le principe de l'exclusion des élus qui n'avaient pas refusé les pleins pouvoirs au maréchal Pétain et il s'était pour l'essentiel tenu à cette position : seuls quatre parlementaires qui avaient aussitôt « racheté » leur défaillance avaient été réintégrés sous l'occupation ; un élu comme Max Hymans, premier agent du SOE en France, organisateur des parachutages en Indre-et-Loire, n'avait pas pu faire valoir ses actes de résistance et avait été exclu de la délégation parlementaire socialiste à l'Assemblée consultative d'Alger. À peine tempérée à la Libération, l'application de ce principe conduit à l'exclusion de la moitié du corps parlementaire de la dernière législature et à douze des dix-

2. René Naegelen, *Cette vie que j'aime*, tome III, *Les lourdes nuées*, Paris, Hachette, 1968, p. 100.

sept anciens ministres SFIO alors encore en vie. Il justifie aussi l'exclusion de la grande majorité des membres de l'ancien appareil dirigeant du parti, les uns pour leur compromission avec le régime, les autres simplement pour leur silence et leur absence d'engagement contre l'occupant et contre le régime de Vichy.

Cette extrême rigueur, que l'on ne retrouve dans aucun autre parti, pour les titulaires des postes de responsabilité, fait certes place à une grande indulgence lorsqu'il faut apprécier l'action des militants de la base ou même des cadres subalternes : s'agissant des cadres, la sanction doit être proportionnée aux espoirs que le parti a mis en eux, mais, pour la base, c'est la faute qui constitue le critère de référence ; là, on exige une action positive de résistance, ici, l'abstention bienveillante, la sympathie passive. Mais, sous ces réserves, cette politique d'épuration prive la SFIO d'une expérience, d'un savoir-faire que le parti ne peut pas à compenser à la Libération. Il renouvelle sans doute largement ses cadres, mais il ne parvient pas à puiser, à l'extérieur, dans les milieux de la Résistance, les ressources dont l'épuration interne le prive.

Un troisième trait, en effet, renforce cet aspect de la culture socialiste que la stratégie adoptée sous l'occupation et la rigueur de l'épuration laissaient entrevoir : le repli sur l'intérieur, sur l'en-groupe. Occupé par la reconstitution des structures et la préparation du lendemain, le parti peut, avec quelque crédit, affirmer son souci de l'unité de la Résistance. Mais, à l'heure des bilans, il doit bien constater l'échec de sa stratégie. Le combat politique n'avait pas manqué de grandeur et avait provoqué de lourds sacrifices : deux des sept membres du premier comité exécutif du Comité d'action socialiste (CAS) de zone Sud avaient été déportés – Eugène Thomas et Suzanne Buisson – de même que trois des treize responsables du parti de la zone Nord – Amédée Dunois, Jean Biondi et Augustin Malroux ; dans la France de Vichy, Léon Blum avait réhabilité par un discours traditionnel, presque parlementaire, des valeurs discréditées par la défaite et par la démission de l'appareil partisan. Mais en séparant artificiellement le politique et le résistant, le parti avait privilégié inévitablement une seule dimension de son intervention et s'était interdit de souder les diverses composantes de sa population : attaché à

l'unité de la Résistance, il s'en était en partie exclu ou du moins s'était trouvé rejeté à ses marges. Il lui faut donc affirmer sa légitimité, faire plus que les autres, se montrer sans pitié pour les collaborateurs ou, simplement, pour ceux qui ont manqué de courage sous l'occupation. Du moins, peut-il, à l'approche de la Libération, saisir l'occasion du renouvellement qui s'offre à lui. Au moment où les résistants réalisent enfin – les socialistes les avaient en vain alerté sur ce point – la part prédominante que les communistes ont prise au sein même de leurs mouvements, il peut négocier avec eux une alliance préparant les fondements d'une nouvelle formation politique.

Les socialistes s'accordent dans leur ensemble sur le principe d'un tel regroupement politique mais ils considèrent aussi que l'effort de discipline et de cohésion incombe d'abord aux autres formations. Celles-ci peuvent rivaliser sur le terrain de la jeunesse, du désintéressement, de la soumission au bien collectif, elles n'ont pourtant pas un corps de doctrine comparable à celui du Parti socialiste. Pour cette raison, celui-ci envisage une ouverture par un ralliement à ses propres positions. Le socialisme doit être à la fois républicain, révolutionnaire, internationaliste et sans hostilité de principe à l'égard du Parti communiste. Autant de conditions difficiles à accepter par des militants de la Résistance acquis à un socialisme humaniste et moral, inspiré du personnalisme d'Emmanuel Mounier, plus qu'à une doctrine de lutte des classes. Lorsque les MUR et le PS engagent, à la fin de l'année 1943, des pourparlers dans le but d'aboutir à une fusion organique, ce sont bien les problèmes doctrinaux qui, au-delà des modalités de l'opération, constituent la source essentielle des divergences. Commencées en novembre 1943, les négociations traînent en longueur, échouent définitivement en mai 1945. Il ne s'agit plus alors d'envisager les concessions nécessaires à la signature d'un accord, mais plus modestement de réfléchir à l'opportunité d'un élargissement du recrutement du Parti. Les résistants des mouvements sont invités à rejoindre individuellement la SFIO. L'échec du Parti travailliste est consommé ; la reproduction à l'identique du parti est posée.

Le socialisme maître de l'heure

Tout ce que l'on vient de dire permet de mieux comprendre et apprécier le sens et la portée de la formule : « Le socialisme maître de l'heure ». Prononcé par Léon Blum en 1945[3], ce jugement exprime alors un sentiment largement répandu dans le parti. La conviction que l'avènement du socialisme doit procéder, par une quasi-nécessité dialectique, de la chute du nazisme conduit alors les dirigeants et les militants à rompre avec la posture d'opposition doctrinale aux gouvernements « bourgeois » qu'ils avaient pour l'essentiel maintenue sous la Troisième République. Le parti refusait jusqu'alors d'être absorbé par le système ; il accepte maintenant d'y prendre sa place avec la certitude qu'il saura, mieux que les autres, en définir les contours. Signe des temps, Georges Boris renonce alors à demander la reparution de *La Lumière* qui avait maintenu avant-guerre la ligne directrice du Parti et avait pris une part essentielle à la lutte contre le fascisme : avec la victoire des démocraties, le journal a perdu, selon lui, l'objet de son combat.

De fait, la SFIO bénéficie à la Libération de tous les attributs du gouvernement. Par son programme et ses idées, elle attire les résistants qui voient dans le socialisme le prolongement moral, la justification théorique de leur combat clandestin. Au pouvoir, elle parvient à concurrencer le Parti communiste, y compris dans les instances locales issues de la Résistance. Dans les différents circuits de l'État, les militants socialistes témoignent d'une vitalité qui leur assure, pour une part, la maîtrise de la société politique.

Intégrée à l'État, la SFIO apparaît à toute une couche de la population comme une nouvelle représentation de l'idéologie dominante, comme l'élément modérateur, la garantie de l'ordre et de la légalité contre les abus que personnifie dans l'esprit public le Parti communiste. Elle-même, confrontée à la puissance du PCF, répond par un enracinement encore plus profond dans les institutions

3. C'est le titre donné au discours qu'il prononce le 13 août 1945 au XXXVIIe congrès national de la SFIO.

politiques. L'occupation des places et le retour des procédures réglées de la République deviennent les plus sûres garanties contre une concurrence que les militants ne parviennent plus à soutenir.

Pendant que la SFIO irradie le pouvoir de ses forces, elle paraît en effet négliger la propagande et l'éducation socialiste. Daniel Mayer s'en inquiète au congrès national d'août 1945 et demande que l'on s'occupe « un peu moins du nombre de sièges à gagner que du nombre de voix à acquérir partout sous les couleurs du Parti socialiste [4] ». À la Libération, les rapports des commissaires de la République s'accordent à souligner l'atonie de la SFIO, du moins jusqu'aux élections municipales de mai 1945. Celui de Marseille note que « Le PS a donné très peu de grandes réunions, il s'est attaché surtout à réorganiser les sections de quartier », celui de Nancy que « l'activité du PS, le plus solide, sinon le plus actif, s'est manifestée par quelques réunions dans les trois départements. Elle se limite, en fait, à des campagnes de recrutement dont l'intensité n'est pas considérable. »

C'est à ce passage d'un parti de militants à un parti de gouvernement, mutation de nature décisive pour une formation longtemps protégée de l'exercice du pouvoir, que l'on doit rattacher la querelle doctrinale qui aboutit, en 1946, à l'exclusion de l'équipe fondatrice du socialisme clandestin. On sait que ce renversement de majorité, exceptionnel dans un congrès socialiste, repose sur un refus avoué de sacrifier aux principes humanistes développés par Léon Blum dans *À l'échelle humaine*. Mais cette querelle doctrinale sous-tend, en fait, une approche différente de la question gouvernementale à la Libération. C'est dans la perspective d'une redéfinition des rapports du socialisme au pouvoir que Blum inscrit directement sa réflexion sur la doctrine. Comme toujours chez lui, il n'y a pas de coupure artificielle entre la théorie et la pratique : la doctrine se moule étroitement sur la pratique, soit qu'elle la soutienne et la justifie, par exemple lorsqu'il avance sa notion de « Rassemblement d'unité nationale autour du Front

4. Intervention au XXXVIIe congrès national, dactylographié, p. 854.

populaire », soit au contraire qu'elle ait pour fonction de la prévenir, ainsi lorsqu'il distingue exercice et conquête du pouvoir. Après une période marquée par la négation des valeurs humaines et par le triomphe de la force, la mission spirituelle du Parti s'impose : « Le but est de perfectionner l'un par l'autre l'homme et la société, de susciter et d'animer dans l'homme ce qu'il a virtuellement de meilleur pour qu'il fasse de son apport personnel l'élément de la meilleure solution possible. L'occasion est opportune pour ces grandes tâches, le terrain est propice. Les crises politiques qui ont secoué l'Europe avant la guerre, la guerre elle-même, la défaite auront servi à le préparer[5] ».

Le recours aux notions d'humanité, de morale, de vertu, de sagesse, d'honneur, rappelle la réflexion d'Eduard Bernstein qui, en 1899, voyait dans l'équité et la justice une exigence du socialisme aussi forte que la revendication du pouvoir économique. Mais l'entreprise de Blum se présente comme une simple réhabilitation d'un mission fondamentale du socialisme, non comme une révision générale des postulats du marxisme à l'épreuve de l'évolution économique et sociale. Aussi bien la réflexion du directeur du *Populaire* est-elle loin d'être alors isolée. Pour Vincent Auriol, « le socialisme sera désormais, et tout à la fois, une doctrine toujours fondée, certes, sur la conception matérialiste de l'histoire confirmée avec éclat par les événements, mais en même temps une vraie religion humaine de la libération, de la justice et du bonheur fraternel[6] ». Et Jean Rous, qui apportera pourtant à Guy Mollet, en 1946, l'appui de l'extrême gauche socialiste, rejette l'opposition entre idéalisme et matérialisme au profit « d'un humanisme ou d'un réalisme dialectique[7] ».

C'est aussi le sentiment de Blum pour qui l'humanisme n'est pas exclusif du marxisme, mais en est plutôt l'accomplissement parfait, l'indispensable

5. Léon Blum, « À l'échelle humaine » in *L'Œuvre* 1940-1945, tome V, Paris, Albin Michel, 1955, pp. 492-493.

6. *Fraternité*, 19 mars 1944.

7. Jean Rous, « Le socialisme et les nouvelles perspectives », *Esprit* 113, 1er août 1945, pp. 385-397.

prolongement. Par la transformation révolutionnaire de la structure sociale, le socialisme aboutira à la libération de l'homme. Le but ne pourra être atteint que par la réalisation même de l'objet du parti qui demeure inchangé. D'où l'actualité du programme de nationalisations et la nécessité de frapper au cœur même de la propriété capitaliste, en contestant le principe de sa transmission héréditaire indéfinie.

Il reste que, tout en gardant leur actualité, les principes essentiels du marxisme doivent se marier avec les nouvelles exigences de la pratique. Puisque la liberté et la justice constituent une dimension fondamentale du combat socialiste, il n'est pas possible de lier l'adhésion au parti à une reconnaissance du matérialisme philosophique. Ce serait, déclare Blum, fermer la porte à « un cartésien, un spinoziste, un kantien, un hégélien comme Marx, ou même un positiviste[8] », ce serait proclamer l'incompatibilité du socialisme et de la foi. Surtout, le déplacement du rapport des forces et la révolution idéologique dont bénéficie le parti à la Libération lui imposent une réflexion sur ses rapports au pouvoir.

Dans l'entre-deux-guerres, Léon Blum s'était attaché à préserver la SFIO d'une expérience gouvernementale qui, en régime capitaliste, ne pouvait que dégrader l'image du socialisme et entraîner dans la classe ouvrière mécontentements et déceptions. À la Libération, l'exercice du pouvoir recèle les mêmes dangers, mais le parti ne peut plus en repousser l'échéance. Il y a en effet entre le développement du mouvement ouvrier et l'évolution de la société globale une solidarité étroite qui contredit la thèse de l'indépendance que Bebel avait fait triompher, en 1904, au congrès d'Amsterdam de l'Internationale socialiste. C'est ce lien dialectique qui s'impose à la Libération, à un moment où le parti ne peut plus se dérober au débat entre socialisme et démocratie, où le parti aussi parvient au pouvoir par le seul développement de ses forces militantes et électorales. Dans cette perspective, Blum tente d'affiner la notion de lutte des classes en avançant le

8. Léon Blum, discours prononcé au XXXVIIIe congrès national de Paris in *L'Œuvre* 1945-1947, tome VI, Paris, Albin Michel, 1958, p. 281.

concept d'action de classe qui seul rend compte de l'aspect politique du combat socialiste. La conquête du pouvoir n'est pas un problème spéculatif qui se résout avec la révolution, elle est pour le parti une question permanente qui se pose dans le cadre même de la société capitaliste et doit être appréciée en fonction du rapport des forces du moment.

C'est toute la pensée de Blum qui s'organise ainsi autour de l'exercice du pouvoir politique à la Libération. Puisque l'heure du socialisme est arrivée et qu'elle intervient dans un contexte singulier, il importe de recentrer la théorie qui, guide de la pratique, doit aussi en refléter les contradictions et les contraintes. Pour Blum, il s'agit d'échapper à l'impérialisme de la pratique, non de la justifier ; d'une expérimentation, on ne peut inférer que des adaptations, le noyau central du marxisme étant posé à titre de postulat : « Nous acceptons dans son intégrité sa théorie de la valeur et sa théorie du profit. Nous l'acceptons sans la moindre réserve[9]. »

Si la communauté socialiste se partage en 1946 sur la question doctrinale, ce n'est pas parce que les références humanistes de Blum sapent l'assise idéologique de la SFIO – sur les points essentiels, le directeur du *Populaire* reste fidèle aux enseignements de Marx enrichis par Jaurès –, mais bien parce que le problème est soulevé dans une conjoncture défavorable. La question doctrinale ne peut pas être séparée, à la Libération, de l'environnement politique. Or au lieu que Blum souhaite harmoniser la théorie et la pratique, le parti paraît concevoir l'un comme le négatif de l'autre. Une phase révolutionnaire peut autoriser une adaptation des principes, une pratique réformiste exige, au contraire, une idéologie révolutionnaire, une doctrine sûre, immuable, qui garantisse le caractère transitoire des accommodements imposés par le rapport des forces.

Certes, la querelle doctrinale n'est, à la Libération, qu'un pâle reflet de celle qui avait opposé, à la fin du XIXe siècle, les deux courants du SPD et, en 1920,

9. Léon Blum, « Le socialisme maître de l'heure », discours prononcé au XXXVIIe congrès national de Paris, *ibid.*, p. 68.

partisans et adversaires de l'adhésion à la Troisième Internationale, mais elle pose dans les mêmes termes le problème des relations entre la théorie et la pratique. Il faut, reconnaît la gauche du parti, des étapes, des compromis avec la société capitaliste dans la marche au socialisme, mais la confrontation entre théorie et pratique est repoussée, le présent masqué, de peur qu'il ne grève le lendemain.

Aucun aspect démoniaque dans cet attachement à la doctrine. Celle-ci est d'abord garante de la pureté de l'avenir, et si elle remplit une fonction d'occultation, de dissimulation, ce n'est qu'objectivement, non dans une relation pensée à la pratique. De ce fait, toute réflexion sur la doctrine est frappée d'interdit et prend un caractère nécessairement dramatique. En posant le problème de la réactualisation du marxisme, Blum transgresse cet interdit et, circonstance aggravante pour un militant qui attend le changement social de la seule collectivisation des moyens de production, transfère sur l'individu le sacré de la doctrine.

On comprend ainsi le meurtre expiatoire auquel se livre la SFIO, en 1946, en désavouant l'équipe fondatrice du socialisme clandestin ainsi que Léon Blum, pourtant entouré d'une grande dévotion à son retour de déportation. Au modèle que celui-ci propose : continuité dans la doctrine, mais renouvellement des formules, des méthodes, des moyens de la propagande, des instruments de travail[10], les militants répondent dans leur majorité par la reconduction du modèle traditionnel. L'accent est mis sur la continuité de la démarche et sur la permanence des principes. Dans cette perspective, la période de la guerre devient une simple parenthèse, un temps neutre sans influence déterminante sur la trajectoire socialiste. Il est ainsi remarquable que la Résistance ne paraisse à aucun moment nourrir l'imagerie socialiste au même titre que le Front populaire. C'est que celui-ci s'inscrit idéalement dans le système de références du parti, tandis que celle-là apparaît comme un événement atypique, imposé par des circonstances exceptionnelles et qui disparaît avec elles.

10. Léon Blum, *Les Devoirs et les tâches du socialisme*, Paris, Éditions de la Liberté, 1945, pp. 5-6.

Les choix doctrinaux sont ainsi étroitement déterminés par les positions occupées pendant la guerre. Ce sont souvent les militants restés en marge de la Résistance qui gomment l'intermède de l'occupation, tandis que les socialistes clandestins considèrent, à l'image de Léon Blum, qu'une telle crise ne permet pas de refaire un parti identique à lui-même. Comme s'il existait deux modèles, l'un qui s'organise selon une logique : attentisme/Résistance-période blanche/enracinement dans les traditions/doctrine immuable, l'autre selon une gradation : combat clandestin/Résistance-rupture/indifférence aux traditions/plasticité de la doctrine.

Mais les deux chaînes se rejoignent par leur dernier maillon. Au-delà des querelles doctrinales et des références historiques, les deux courants n'attribuent pas au parti une place différente dans les institutions. Si le problème de la participation gouvernementale continue de nourrir le débat interne, il perd de son intensité et surtout ne se pose plus en termes de principe mais d'opportunité. Tout pousse en effet, en 1945, à l'intégration de la SFIO dans le système politique : consacrées par le programme du CNR, les solutions socialistes apparaissent comme la seule réponse au capitalisme libéral que la guerre paraît avoir définitivement discrédité ; la bourgeoisie elle-même souhaite un consensus social qu'elle repoussait avant guerre ; enfin, le développement du Parti communiste oblige la SFIO à trouver dans l'occupation du pouvoir politique une réponse et une résistance à une concurrence militante et électorale qu'elle ne parvient pas à soutenir.

Pourtant, la rupture n'apparaît pas dans toute sa profondeur à la Libération. Comme les partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale, le PS se définit encore par l'originalité et par la hardiesse de ses propositions. Sur le plan international, particulièrement, il prolonge sa tradition pacifiste par une volonté d'indépendance et un refus des deux blocs. Peine perdue : avec la guerre froide et la pression atlantiste, la SFIO est enfermée dans le camp occidental auquel elle finit par s'assimiler totalement. L'anticommunisme au plan intérieur et l'antisoviétisme au plan international s'alimentent l'un à l'autre et scellent définitivement

l'identification du parti au système. De parti hors système, le PS devient le parti du système, l'incarnation la plus fidèle de la société française d'après-guerre. Rupture décisive qui gomme l'apport créatif de la Résistance, finalement réduite à l'état de séquence blanche, de simple parenthèse. Il faudra longtemps, il faudra attendre les années soixante-dix, pour que le parti se remette d'une perte que l'équipe issue de la Résistance avait voulu éviter mais n'avait pas su prévenir.

MARC SADOUN

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr

Léon Blum
et la rénovation du socialisme

Les années de la Libération ont été placées sous le signe du paradoxe pour Léon Blum. Son prestige n'a jamais été plus grand. Son attitude, faite de courage et d'intelligence, au procès de Riom, au printemps 1942, qu'il transforma en acte d'accusation du régime de Vichy, avait marqué les esprits. Il avait incarné au plus haut point les valeurs de la République à un moment où elles étaient obscurcies. Il a été ainsi reconnu comme une des personnalités majeures de la République recommencée – même par ses adversaires. Le général de Gaulle aurait souhaité qu'il entrât dans son gouvernement. Le contexte politique était en apparence on ne peut plus favorable. Les idées socialistes imprégnaient largement les programmes politiques issus de la Résistance. Les mesures prises par les gouvernements provisoires ont sonné comme une revanche du Front Populaire en amplifiant ses réformes. La SFIO espérait être le parti clef du nouveau système politique qui se mettait en place.

Et, pourtant, ce fut dans ces mêmes années que Léon Blum connut un échec politique majeur. Tous ses talents et tout son prestige ne purent convaincre son parti d'entrer dans les voies d'une rénovation que les leçons de l'avant guerre et les bouleversements amenées par l'occupation et la Résistance rendaient pour lui nécessaire. Malgré son âge et son nouveau statut de « sage » de la République, il ne voulait pas se contenter d'un retour au passé. Les conditions de la victoire et les tâches de la reconstruction en France et en Europe devaient au contraire offrir une opportunité pour faire vivre le socialisme tel que Jaurès l'avait défini, un socialisme pour l'homme, qui ne sépare pas l'individu de la collectivité.

Comment comprendre dès lors l'échec de Léon Blum et de la direction du parti derrière Daniel Mayer qu'il soutenait? Ce moment de l'histoire du parti socialiste a souvent été mentionné comme un tournant important. Mais, les années

qui ont suivi, avec particulièrement l'entrée dans la guerre froide et qui ont révélé les faiblesses de la majorité nouvelle, constituée au nom de la fidélité au marxisme, ont donné corps à des simplifications quelque peu rétrospectives, « humanisme » contre « marxisme », « réformistes » contre « révolutionnaires » etc. Le débat, en fait, a été plus complexe, le congrès de Paris de 1946 n'a pas été un nouveau Congrès de Tours... Pour éclairer son sens et déterminer exactement ce qui était en jeu et a été par conséquent refusé, il importe de voir quelle était la nature de la rénovation que portait Léon Blum et comment il a voulu la mettre en œuvre.

Il faut avoir tout d'abord présente à l'esprit la gravité des épreuves que Léon Blum a connues et traversées en peu d'années. Le pacifisme avait déchiré la SFIO dès la fin de l'année 1938 et l'avait conduit à la paralysie. Léon Blum n'a plus été que le chef d'un courant du socialisme. Il a vu de vieilles amitiés se défaire. Il a subi des attaques personnelles, venant cette fois des rangs socialistes, qui n'ont pas été toujours exemptes d'antisémitisme. Le parti socialiste avait perdu toute force d'appel dans les mois décisifs du printemps 1940. Les divisions étaient telles que le 10 juillet 1940, Léon Blum a préféré ne pas prendre la parole pour ne pas être désavoué par la majorité des parlementaires socialistes qui allaient voter « oui » aux pleins pouvoirs demandés par Pétain. Emprisonné à l'automne, isolé relativement, il a rapidement pris la mesure de ce que représentait la Résistance naissante pour l'avenir et de la nécessité de repenser les problèmes du socialisme.

Ce fut l'objet des réflexions écrites au long de l'année 1941, publiées en 1945 sous le titre de « À l'échelle humaine ». Elles ont constitué le creuset de la pensée de Léon Blum dans la période nouvelle[1]. Elles éclairent ce qu'il a dit et fait à la Libération. Ce qui frappe à la relecture de ces pages c'est bien sûr la confiance qu'elles exprimaient dans le progrès de l'humanité malgré le poids terrible du nazisme en ce début de la guerre où rien n'était sûr. Toute la culture humaniste de Léon Blum et du socialisme jaurésien sous-tendent ces convictions. Mais, la plus grande partie de l'ouvrage est consacrée à une analyse clinique de

1. *À l'échelle humaine*, Paris, Gallimard, 1971 (1re édition 1945).

l'effondrement du pays. Les élites – la bourgeoisie pour Léon Blum – ont porté la plus grande part de la responsabilité. Elles n'ont vu le plus souvent que la défense de leurs privilèges, prêtes pour cela à s'allier au fascisme ou du moins à l'accepter. La République a par trop pris les couleurs de ses élites. Elle a manqué de bases solides. Le peuple et la classe ouvrière n'ont pas pu ni su prendre la relève. Il leur a manqué « une évidence de désintéressement et de sacrifice à l'intérêt collectif ». Mais, la faute a tenu principalement aux faiblesses de leurs représentants ; le parti communiste, « parti nationaliste étranger » selon les termes mêmes de Léon Blum – condamné par sa dépendance même aux ambiguïtés et aux trahisons, mais aussi le parti socialiste, qui a laissé se dissocier l'idéal et le réel. La critique menée sur son propre parti mettait en évidence les confusions qui s'étaient opérées entre la paix et la servitude, les compromis, passés au nom de l'unité qui avait obscurci le message socialiste, les habitudes parlementaires qui avaient tendu à séparer les représentants de leurs électeurs. Le point essentiel tenait bien à la qualité des hommes : « Nous nous étions peu à peu coulés dans le moule de la vie ordinaire. »

L'avenir passait donc par un redressement moral. Retrouver l'inspiration première du socialisme était la première tâche, c'est-à-dire la part de volonté et de spiritualité qui guident dans les doutes et les troubles. « Marx, écrivait Léon Blum, avait fourni à la volonté de la classe ouvrière le plus tonique, le plus puissant des réconforts ; je veux dire la conviction qu'une fatalité de l'histoire travaillait pour elle. Mais ce qui est fatal n'est pas nécessairement juste, n'est pas nécessairement satisfaisant pour la raison critique et pour la conscience morale. Jaurès alors avait montré que la Révolution sociale n'est pas seulement la conséquence inéluctable de l'évolution économique mais qu'elle serait en même temps le terme d'une exigence éternelle de la raison et de la conscience humaine. » Léon Blum avait dit cela très tôt – dès 1919 avec des mots presque semblables dans sa brochure « Pour être socialiste ». Mais c'est l'équilibre qui avait été rompu, le marxisme était devenu une facilité de pensée, l'exigence jaurésienne s'était affaiblie. La tragédie des temps demandait de retrouver cette synthèse et d'en marquer le cœur.

Or, l'Occupation et la mise en cause de la République montraient que la démocratie était fragile. Elle était non seulement un principe pour le socialisme – c'est ce qui avait justifié le choix de Tours – mais elle ne devait pas désormais pouvoir être séparée – même en pensée – du socialisme. Pour affronter les responsabilités que Léon Blum prévoyait avec justesse dans l'après-guerre pour les partis socialistes européens – il ne devait plus y avoir d'ambiguïtés.

Le parti lui-même dès lors pouvait il ne pas être pénétré du même esprit démocratique ? Léon Blum réaffirmait sa conception d'un parti d'éducation et de formation pour les citoyens mais aussi pour ses militants. Dans un sens tout cela était dans la pensée du Léon Blum de l'avant-guerre. Mais il lui paraissait que désormais tout cela devait être affirmé sans concession pour l'avenir même du socialisme.

Son action, jusqu'à sa déportation à Buchenwald, en avril 1943, a correspondu à ses préoccupations. Il a soutenu l'effort de ses amis, autour de Daniel Mayer, pour reconstituer un parti clandestin avec le Comité d'Action Socialiste. La nécessité des partis politiques, et de partis représentatifs, forts, capables de structurer la vie politique, lui paraissait évidente. Il en a fermement défendu l'idée auprès du Général de Gaulle : « Il n'y a pas d'État démocratique sans partis », lui écrivait-il en mars 1943[2]. Mais, en même temps, il a voulu le rassemblement de la Résistance derrière de Gaulle. Il a approuvé le fait qu'à quelques exceptions près les socialistes n'aient pas constitué un mouvement de résistance propre comme le Parti communiste – ce qui a peut-être été un facteur politique d'affaiblissement des socialistes, les gaullistes et les communistes apparaissant comme les deux grandes forces qui pouvaient revendiquer la Résistance, alors que pour Léon Blum, elle devait avant tout être le « creuset » d'une démocratie française renouvelée[3].

2. *L'Œuvre* de Léon Blum, volume V, 1940-1945, Paris, Albin Michel, 1955, p. 398.

3. Pour ce débat, voir Marc Sadoun, *Les Socialistes sous l'Occupation*, Paris, FNSP, 1982.

Au moment où il revint de déportation le 14 mai 1945, la nouvelle direction du parti, avec Daniel Mayer, avait déjà entamé un processus de rénovation. Elle avait mené une épuration sévère des dirigeants qui avaient voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Plusieurs réformes de structure avaient été décidées, la suppression des « tendances » et du principe de représentation proportionnelle, le remplacement de l'ancienne commission administrative permanente par un comité directeur, des liens renforcés avec les fédérations. Mais, le congrès reconstitutif de novembre 1944 et les mois qui suivirent ont montré une hésitation stratégique notable, la proposition d'unité du Parti communiste jetait le trouble, mais n'avait pas été rejetée explicitement, la tentative de regroupement avec des mouvements issus de la Résistance avait vu également la SFIO refuser une fédération avec le Mouvement de Libération Nationale et accepter finalement des listes d'union pour les élections municipales avec l'Union démocratique et socialiste de la Résistance. Les rapports avec le général de Gaulle étaient également problématiques, la méfiance institutionnelle devenait visible.

Léon Blum n'attendit pas pour donner son analyse et fixer les priorités telles qu'il les voyait. Six jours après son retour à Paris, il prononça un discours devant les secrétaires des Fédérations socialistes qui livre tout à fait ce que fut le sens de son combat dans ces deux années[4]. Le constat une fois fait de l'œuvre remarquable de redressement du parti socialiste opéré depuis 1940, il définissait clairement la tâche : « Il faut à la fois que nous donnions l'impression de la continuité et l'impression du renouvellement. Il faut que nous montrions tout à la fois que nous sommes toujours le Parti socialiste, le même Parti socialiste, et que nous sommes en même temps un parti socialiste renouvelé, rajeuni, transformé[5]. » Le fond n'était pas en cause, mais les formules, les méthodes, les moyens de

4. Les devoirs et les tâches du socialisme in *L'Œuvre* de Léon Blum, VI, 1945-1947, Paris, Albin Michel, 1948, pp. 5-11.

5. *Op. cit.*, p. 6.

propagande, les instruments de travail, et même « à bien des égards les hommes » étaient en cause. Cette insistance sur les hommes s'expliquait par la conviction de Léon Blum que la guerre avait pour enjeu profond « la personne humaine ». Les courants dominants désormais portaient une volonté d'organisation collective de la production et de la répartition des richesses. Mais la justice sociale demandait que chaque individu « trouve sa place juste, sa place équitable, celle qui répond à sa vocation individuelle celle où il peut rendre à la collectivité le plus de services, et par là même, s'assurer à lui-même le plus de bien-être et de bonheur[6] ». Cette synthèse pour lui avait été celle de la Résistance, elle amenait un renouvellement de la vie politique, de la vie spirituelle, de la vie morale dont le socialisme devait prolonger les effets. Car, l'altération des mœurs politiques avait été la principale cause de l'échec de la IIIe République. Or, Léon Blum, six jours à peine après son retour, ne cachait pas son inquiétude : « J'ai le sentiment d'une espèce de convalescence fatiguée, nonchalante paresseuse, qui est un milieu propre au développement de toutes les infections[7]. ». Aux socialistes donc de conserver leur « finalité spirituelle et morale » en essayant de conserver l'esprit d'unité nationale créé par la Résistance.

Ce programme, Léon Blum tenta de le mettre en œuvre pour sa part en utilisant essentiellement sa capacité d'influence. Car, la seule position de pouvoir qu'il accepta de reprendre fut la direction du *Populaire*. Mettant en avant son âge et sa fatigue, il refusa d'entrer à nouveau au Parlement et de siéger dans les organes de direction de la SFIO. Mais son rôle ne doit pas être sous-estimé pour autant. Son expérience, son aura personnelle, son autorité ont donné un grand poids à ses jugements. Il eut l'occasion de le démontrer dès l'été 1945 dans une série d'articles du *Populaire* pour clarifier les rapports que les socialistes devaient avoir avec les communistes. L'unité organique ne pouvait avoir de sens tant que le Parti

6. *Op. cit.*, p. 9.

7. *Op. cit.*, p. 10.

communiste n'aurait pas renoncé à sa dépendance vis-à-vis de l'URSS, elle ne pourrait aller qu'à l'échec et compromettre même l'unité d'action nécessaire[8]. Les socialistes, déjà en retrait depuis le début de l'année, furent ainsi conduits à trancher plus clairement. L'autre grand thème d'intervention de Léon Blum concerna les institutions. Tout en défendant le principe d'une Assemblée Constituante, il mit l'accent sur l'importance dans cette période, où il était possible de faire du neuf, d'établir dans le pays un « cadre véritable » redéfinissant un gouvernement authentiquement représentatif appuyé sur un système de partis simplifié et clair pour l'électorat[9].

Le point sur lequel cependant se cristallisa la volonté de rénovation porta sur la doctrine socialiste. Le congrès de novembre 1944 avait décidé de réviser les statuts de la SFIO adoptés en 1905. Léon Blum avait été chargé de rédiger un projet de Déclaration de principes. Il a voulu rééquilibrer un texte qui, reflétant les conditions de 1905, affirmait que le parti socialiste « n'est pas un parti de réforme mais un parti de lutte de classe et de révolution[10] ». Il entendait mettre en évidence, d'abord, le but premier du socialisme, qui n'était plus la révolution, mais la libération de la personne humaine, la socialisation des moyens de production et d'échange n'étant qu'un moyen, l'importance, ensuite, de la démocratie, qui justifiait que le parti se définisse par une « action de classe » et non par la seule « lutte de classe », contradictoire avec l'acceptation du pluralisme demandé par la démocratie, l'utilisation, enfin, du terme de « transformation » plutôt que celui de « révolution », maintenant que l'État pouvait se « détacher » du capitalisme. Ce projet contenait une vraie révision doctrinale qui aujourd'hui peut paraître modeste mais qui alors tranchait avec le dogmatisme de l'entre-deux-guerres. Elle reposait sur une conviction humaniste présente dès l'origine dans le

8. Articles du 6 juillet au 7 août 1945, *Le Populaire*.

9. Voir notamment *Le Populaire*, 10 août 1945.

10. Parti socialiste (SFIO), Premier Congrès National, Paris (23-25 avril 1905), compte rendu sténographique, p. 14.

socialisme français, mais obscurcie par la rivalité avec le communisme, et tirait les conséquences de la nouvelle position du socialisme dans l'après-guerre où il devait mettre fin à une attitude d'altérité par rapport à l'État démocratique.

Ces propositions se heurtèrent à de fortes réticences. Et ce, donc, avant même les élections de l'automne 1945 et de l'année 1946 qui ont été décevantes pour la SFIO et ont nourri un malaise militant. Léon Blum fut obligé d'expliquer les attendus de son projet au congrès d'août 1945 puisque « quelque chose avait heurté, froissé, choqué la sensibilité de beaucoup de nos camarades », comme il le reconnaissait d'emblée [11]. Il rappela ce en quoi devait consister la fidélité au marxisme, l'acceptation de l'analyse de la société capitaliste et de la théorie de la valeur, de la lutte des classes, même s'il continuait d'en souligner le caractère univoque, de l'action internationale. Il maintenait cependant avec force « la connexion indissoluble entre socialisme et démocratie », le primat de « la transformation de la condition humaine », la nécessaire synthèse entre « la dialectique marxiste », qu'il ne se résignait pas à appeler « matérialisme historique », et l'« idéalisme jaurésien », qu'il appelait en ce cas « idéalisme sans aucun scrupule de pensée [12] ». À cette discussion doctrinale, il a donné son enracinement politique, en insistant sur les enseignements de la guerre et de la Résistance qui exigeaient un renouvellement réel du socialisme et du parti. Léon Blum avait bien entendu les critiques internes qui craignaient un « embourgeoisement » du socialisme. Il a résumé avec force sa problématique : « Dans une nation comme la nôtre, disais-je, nous nous sommes rendu compte qu'il y avait une sorte d'unité, de contexture plus étroite, plus profonde que nous le pensions peut être [13] ». Il ne fallait donc pas opposer l'attraction du socialisme dans la classe ouvrière et dans la bourgeoisie, les forces comme les faiblesses s'additionnant dans la vie politique. Il fut amené à reprendre ses arguments tout au long des mois suivants. Il en donna un exposé

11. *L'Œuvre* de Léon Blum, VI, *op. cit.*, p. 65.

12. *Op. cit.*, p. 70.

13. *Op. cit.*, p. 74.

systématique dans un article de la *Revue Socialiste* en juillet 1946, où il avançait fermement qu'un parti ne pouvait se fonder sur une loi de l'histoire, qu'il n'existait pas une croissance continue de l'antagonisme de classes et qu'il fallait prendre aussi en compte « les efforts de solidarité entre classes que créent de façon plus ou moins durable les crises internes des États[14] ». La nouvelle déclaration de principes fut finalement adoptée en février 1946[15]. Elle résulta d'un compromis. Léon Blum a réussi à donner comme but la libération de la personne humaine, mais ensuite le Parti socialiste se définissait, d'abord, comme un parti « essentiellement révolutionnaire », toujours comme « un parti de lutte de classes », ensuite seulement comme un parti « essentiellement démocratique ».

Mais, à cette date les critiques de 1945 s'étaient approfondies. Les causes sont connues. Les déceptions électorales d'abord, en octobre 1945, où le Parti Communiste devança la SFIO, surtout en juin 1946, où la SFIO arrivait en troisième position derrière le PC et le MRP et perdait le dixième de ses voix. La gauche n'était plus majoritaire dans le pays. Le tripartisme dépendait du MRP qui pouvait dessiner une majorité alternative, alors que la plupart des militants maintenaient leurs préventions vis-à-vis des démocrates chrétiens malgré les efforts de Léon Blum. Tout d'ailleurs a commencé à devenir plus difficile dans cet été 1946. Les mêmes élections ont vu le rétablissement de la droite et, surtout, le retour sur la scène politique du général de Gaulle, qui par son discours de Bayeux, entamait son offensive politique, les conflits sociaux et les tensions syndicales traduisaient également les insatisfactions et les impatiences dans une société qui était encore loin d'avoir retrouvé une vie normale. Les militants socialistes, dont le parti, pivot du tripartisme, occupait de nombreuses responsabilités gouvernementales, assumaient mal les revendications et l'affaiblissement qui en résultait.

14. *La Revue socialiste*, n° 3, juillet 1946.

15. Brochure éditée par la SFIO : *Déclaration de principes et programme fondamental*, Paris, 1946. Citée in Christiane Hurtig, *De la SFIO au nouveau Parti socialiste*, Paris, Armand Colin, pp. 20-22.

Ce climat rend compte de la montée d'un courant composite au sein de la SFIO qui mit en cause de plus en plus nettement la direction du parti. Malgré l'accroissement des effectifs dans les mois qui suivirent la Libération, la plupart des secrétaires de Fédérations et de sections étaient des militants anciens qui n'avaient pas toujours approuvé la sévérité de l'épuration vis-à-vis de leurs élus. La critique se mena cependant au nom de la fidélité à la doctrine, au marxisme, pour la satisfaction des revendications de la classe ouvrière, pour un redressement tactique, révélant le caractère réactionnaire du MRP, défendant la laïcité, pour un renforcement de l'unité d'action avec le parti communiste. La motion, dont le député-maire d'Arras était le premier signataire, affirmait : « Nous estimons que doivent être condamnés toutes les tentatives de révisionnisme, notamment celles qui sont inspirées par un faux humanisme dont le vrai sens est de masquer cette réalité fondamentale, qu'est la lutte des classes[16]. » Léon Blum a peu participé aux débats préparatoires du congrès qui devait se tenir à Paris du 29 août au 1er septembre. Il a d'ailleurs été absent de France pendant deux mois pour mener une mission importante aux États-Unis. La direction paraît n'avoir pas pris la mesure de la vague critique. Le rapport moral fut rejeté par 2975 mandats contre 1365 pour et 145 abstentions. La majorité était nette. Les ambiguïtés n'étaient cependant pas absentes, les opposants n'avaient pas présenté formellement le nom d'un nouveau secrétaire général avant le Congrès, la désignation de Guy Mollet se fit après au comité directeur du 4 septembre et elle ne fut acquise qu'à une voix de majorité.

Mais, un point était néanmoins parfaitement clair. Le renouvellement proposé par Léon Blum était rejeté. Les socialistes n'avaient pas été convaincus par sa pédagogie. Ils acceptaient mal en majorité les contradictions du pouvoir. Ils ont compensé leur malaise et leurs hésitations vis-à-vis des communistes par une affirmation intransigeante de leur identité. Léon Blum l'a compris. Et, c'est ce

16. Résolution sur le rapport moral et sur la politique générale, citée in *L'Œuvre* de Léon Blum, VI, *op. cit.*, p. 289.

qui a fait le ton de son dernier discours devant un congrès socialiste [17]. Les arguments rationnels n'étaient pas suffisants. Il les a néanmoins repris, livrant même une analyse précise des différences devant être faites entre le « matérialisme historique » et le « matérialisme dialectique » ! Il a cependant mis en évidence que tout résultait de l'incapacité à assumer les difficultés de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste. Or, c'était bien là l'essentiel de son effort politique depuis les années 1920, faire comprendre la réalité de cette épreuve nécessaire. Et Léon Blum de dire avec fermeté : « Tout ce que nous pouvons et devons faire, c'est de procurer à la masse des travailleurs des contreparties et des compensations suffisantes en balance de ces inconvénients inévitables. Tout le problème de l'exercice du pouvoir se réduit à cela [...] nous n'échapperons pas au problème. Nous n'y échapperions qu'en renonçant totalement à l'action politique, ce qui est hors de question [18]. » Ne pas comprendre cela était « sans remède ». Léon Blum avouait son impuissance à mettre un terme au trouble du parti. Cela explique les passages finaux les plus connus de son discours : « Je crois que dans son ensemble le Parti a peur. Il a peur des communistes. Il a peur du qu'en-dira-t-on communiste [...]. La polémique communiste, le dénigrement communiste agissent sur vous, vous gagnent à votre insu et vous désagrègent. Vous avez peur des électeurs, peur des camarades qui vous désigneront ou ne vous désigneront pas comme candidats, peur de l'opinion, peur de l'échec [...] plus que tout le reste, vous avez peur de la nouveauté, vous avez la nostalgie de tout ce qui peut vous rapprocher de ce parti tel que vous l'avez autrefois connu et pratiqué [19]. »

Le paradoxe de cette période tient donc à ce que Léon Blum qui fut pendant tant d'années avant la guerre le gardien de la doctrine ne put la faire évoluer quand le temps en était pourtant venu. Évidemment, les faits, particulièrement le rôle

17. *L'Œuvre* de Léon Blum, VI, *op. cit.*, pp. 276-293.

18. *Op. cit.*, p. 284.

19. *Op. cit.*, pp. 285-287.

nouveau que jouait le parti socialiste dans le système politique, et qui faisaient différer grandement sa situation de l'avant-guerre, emportèrent vite la barrière doctrinale que la nouvelle majorité avait dressée. Mais l'échec de Léon Blum pesa lourd dans les difficultés ultérieures que connut la SFIO pour déterminer ce que devait être son rôle et son identité.

ALAIN BERGOUNIOUX

archives-socialistes.fr

Le parti socialiste et la laïcité
de la Libération au début de la IVe République

Nos contemporains ne mesurent plus toujours aujourd'hui à quel point les débats sur la laïcité sont présents dans la France des lendemains de la deuxième guerre mondiale [1]. Après plus d'un demi-siècle, ces controverses paraissent lointaines, au risque d'oublier leur intensité, quarante ans après la séparation des Églises et de l'État, vingt ans après le Cartel des gauches, au lendemain des mesures favorables à l'Église prises par le régime de Vichy. Les quelques réflexions qui suivent voudraient, non certes étudier de manière approfondie l'attitude du parti socialiste, mais situer les enjeux du débat et les problèmes posés.

La question la plus brûlante était d'évidence celle des subventions à l'enseignement privé. En revanche l'abrogation par Vichy de la législation anticongréganiste ne suscita guère de passion et ne fut pas mise véritablement en cause [2]. Tout se passe comme si un consensus entre les forces politiques associées au

1. Pour une vue d'ensemble, on se reportera à René Rémond : « Laïcité et question scolaire dans la vie politique française sous la IVe République », in *La Laïcité*, PUF, 1960. Cette synthèse est le fruit d'un séminaire de recherche à la FNSP. On verra aussi William Gueraiche : « La laïcité : enjeux et affrontements politiques », *Historiens et Géographes*, n° 358, juillet-août 1997, pp. 153-161.

2. La loi du 3 septembre 1940 abroge la loi du 7 juillet 1904 portant suppression de l'enseignement congréganiste et l'article 14 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association prohibant l'enseignement congréganiste pour toute personne appartenant à une congrégation non autorisée ; la loi du 8 avril 1942 modifie le titre III de la loi du 1er juillet 1901, supprime l'autorisation préalable obligatoire, et la remplace par une « reconnaissance légale », facultative, par décret rendu sur avis conforme du Conseil d'État. L'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine ne mentionne pas ces lois parmi les actes de Vichy dont la nullité est « expressément constatée ».

gouvernement avait admis de ne pas revenir sur des mesures qui étaient envisagées du reste dans les dernières années de la IIIe République. Il en alla tout différemment de l'aide à l'école libre. Le gouvernement d'« unanimité nationale » présidé par le général de Gaulle prit à l'automne 1944 une double décision, reconduire pour un an les subventions, rechercher une solution à la « question scolaire » qui dépasse les habituels antagonismes. À cette fin, le ministre de l'Éducation nationale, René Capitant, forma une commission présidée par André Philip socialiste, résistant, protestant engagé. Elle se réunit à partir du 6 novembre 1944. Elle comprend des représentants des familles politiques[3] désignés par le Conseil national de la Résistance, des représentants du ministère, de l'enseignement public et de l'enseignement privé. En son sein figurent cinq clercs[4]. Léo Hamon, proche de René Capitant, « attaché à l'idée d'un rapprochement durable entre démocrates laïques et chrétiens[5] », fut le rapporteur de la commission qui poursuivit ses travaux jusqu'au 12 mars. L'historien André Latreille, alors sous-directeur des cultes au ministère de l'Intérieur, qui siégea à la commission Philip à partir de fin janvier, a gardé le souvenir de « l'autorité morale » d'André Philip au sein de celle-ci et de l'« effort de compréhension mutuelle [...] entre des hommes aussi éloignés que le chanoine Hamayon, directeur diocésain de l'Enseignement libre, et M. Senèze, représentant du Syndicat national des instituteurs[6] ». On se bornera à résumer les propositions du rapport : unification de l'école au profit de l'école publique dans les communes de moins de 1 500 habitants, subventions, assorties de contrôle, aux établissements privés là où l'État ne peut assumer leurs fonctions, subventions aux mouvements de jeunesse et externats éducatifs. En effet, les membres de la

3. Robert Verdier représente le parti socialiste.

4. Dont Mgr Chevrot, curé de Saint-François-Xavier, du Front national, le chanoine Hamayon, de la Fédération des syndicats diocésains de l'enseignement libre, le Père Chaillet, de *Témoignage chrétien*, le P. Duprey, oratorien.

5. Brèves notations dans ses mémoires : *Vivre ses choix*, Laffont, 1991, pp. 238-239.

6. *De Gaulle, la Libération et l'Église catholique*, Éditions du Cerf, 1978.

commission, qui du reste n'engageaient qu'eux-mêmes, furent désavoués par les organisations dont ils étaient membres. La commission se termina par un échec cependant que les clivages habituels s'affirmaient à nouveau.

S'il n'est pas de notre propos ici de suivre les prises de position des organisations laïques, il est indispensable d'évoquer les prises de position de la SFIO. Dés le congrès des 9-12 novembre 1944, la motion présentée par François Moch au nom de la commission de la laïcité est jugée insuffisante. Cette motion, affirme le rapporteur, rappelle la pensée socialiste sur le sujet, « le parti a toujours revendiqué la liberté de conscience, la neutralité de l'enseignement », « si dans la clandestinité de nombreux chrétiens ont été nos camarades de combat, si nous sommes profondément respectueux de la liberté de la personnalité humaine, nous ne confondons pas foi et cléricalisme ». Vient le propos important qui va susciter contestation : « Nous ne voulons pas que des minorités soient brimées. Il faut des lois acceptables pour tous. » Un congressiste s'était déjà étonné que la commission ne parle ni de l'abrogation des subventions, ni de la nationalisation de l'enseignement, une congressiste ajoutait : « Le curé est toujours au lycée[7]. » L'adjonction proposée par M. Lavoquer, « au nom des Fédérations de Bretagne, de Tarn-et-Garonne, et la Lozère, et d'autres encore [...], où la lutte cléricale contre la laïcité est particulièrement vive », affirme : « Quelles que soient les alliances envisagées, il est bien entendu que le Parti socialiste pose comme condition essentielle le respect intégral de la laïcité. » Sont visées d'éventuelles alliances avec des démocrates chrétiens[8] ou socialistes chrétiens évoquées d'autre part au congrès. L'adjonction marque l'exigence de la nationalisation de l'enseignement et de la suppression des subventions. Le président de séance André Le Troquer estime que la « quasi unanimité des congressistes » par ses applaudissements a adopté l'adjonction à la motion, alors que François Moch eut préféré

7. Les mesures de Vichy avaient en effet étendu l'aumônerie aux lycées de jeunes filles.

8. Le premier congrès du Mouvement républicain populaire se tient les 25 et 26 novembre 1944.

un texte séparé sur la question des subventions[9]. L'incident est significatif : les congressistes se font l'écho des militants de base, souvent issus du monde enseignant, ils ne souhaitent pas que la question de la laïcité soit abordée d'une manière générale, sans doute se défient-ils d'un compromis qui serait issu de la commission Philip qui vient d'être créée. Lorsque le général de Gaulle, le 17 novembre, reçoit une délégation du parti, il observe : « Peut-être feriez vous bien de ne pas tant insister dans vos congrès sur la laïcité [...], vous pourriez peut-être nuire à vos bons rapports avec les chrétiens démocrates », à quoi Jules Moch répond qu'une motion « très prudente » a été présentée à la Commission des résolutions pour « maintenir l'accord cimenté dans la Résistance avec les démocrates chrétiens », mais, ajoute-t-il, « la grande majorité du Congrès a voulu que nous y ajoutions le passage relatif au maintien de la laïcité qui vous a tant frappé[10]. » Le « raidissement » de la SFIO, selon le mot de Marc Sadoun, tient moins au souci de ne pas être en retrait par rapport au parti communiste qu'à la pression des militants, enseignants ou non, particulièrement dans les régions où l'enseignement privé a une position forte.

Il n'est pas surprenant dès lors que le comité directeur de la SFIO ait pris ses distances vis-à-vis des propositions issues de la commission Philip[11] et que lors du débat du 28 mars 1945 à l'Assemblée consultative la SFIO ait fait partie de la majorité favorable à l'abrogation des subventions. La commission des finances le 9 mars avait décidé la suppression des subventions pour le budget de

9. « Nous n'avons pas, par sagesse, choisi celui que vous choisiriez si vous votiez la proposition qu'on vous apporte. »

10. Édouard Depreux, *Souvenirs d'un militant*, Fayard, 1972, pp. 202-205, plus explicite que le procès verbal du Comité directeur, in « La SFIO face aux défis de l'après-guerre », *Cahiers Léon Blum*, décembre 1979-juillet 1980, p. 18.

11. André Latreille assure qu'André Philip souhaitait les présenter aux commissions de l'Assemblée consultative lors du débat sur la suppression des subventions, *op. cit.*, p. 118.

1945. Le 24 mars, le ministre de l'Éducation nationale, René Capitant, exposait devant la commission de l'Éducation nationale un avant-projet d'ordonnance annulant les mesures de Vichy et reprenant certaines des propositions de la commission Philip. Mais cette tentative d'apporter une solution d'ensemble à la question scolaire échoua : deux jours plus tard le ministre retirait l'avant-projet « sur avis du gouvernement [12] ». Cependant le 26 mars, la commission de l'Éducation nationale, présidée par Francis Perrin, tout en souhaitant le retour à la légalité républicaine proposait le maintien des subventions jusqu'au 1er octobre. Elle demandait d'autre part un débat de l'Assemblée consultative sur les rapports entre l'État et l'enseignement privé, et invitait à différer la discussion sur les mesures provisoires pour éviter un « débat hâtif et tronqué ». La commission restait donc ouverte à un règlement d'ensemble.

Le jeu des forces politiques en décida autrement, le parti communiste se montrant particulièrement attaché à la défense laïque, contraignant le parti socialiste à une égale fermeté. Le débat du 28 mars fut ouvert par un discours de deux heures du communiste Georges Cogniot qui conclut à « en finir dans trois jours avec les lois scolaires de Vichy ». Sans suivre les dix-neuf interventions qui se succédèrent, il importe d'évoquer le discours, à titre personnel, d'André Philip, exposé de son projet de statut du service public de l'école et des conclusions de la commission qu'il présidait [13]. C'est Robert Verdier qui intervient en revanche au

12. Le projet permettait l'intégration des membres de l'enseignement privé dans l'enseignement public, veillait à « la liberté d'éducation religieuse » en étendant l'aumônerie en vigueur dans le second degré au premier degré, créait des comités familiaux dans les établissements scolaires pour « veiller au respect de la neutralité scolaire et de la liberté religieuse », admettait les subventions aux œuvres et mouvements d'éducation (cf. *L'Année politique 1944-1945*, pp. 156-157, et la *Documentation catholique* du 27 mai qui cite intégralement l'avant-projet publié dans *L'École laïque* du 12 avril).

13. Ce projet est publié dans la revue *Esprit* du 1er mars 1945 ; A. Philip en autorise la reproduction dans la *Documentation catholique* du 24 juin 1945.

nom du groupe socialiste. Rappelant que la laïcité est le fondement du régime républicain et de l'unité nationale, il demande que le gouvernement sorte des « atermoiements » et s'engage par des actes précis à rétablir la légalité républicaine. Cette prise de position est conforme aux orientations affirmées lors du congrès de novembre. Lors du scrutin public, 48 voix se prononcèrent pour le maintien des subventions, 128 contre, les abstentionnistes furent une cinquantaine. L'ordonnance du 17 avril 1945 portant rétablissement de la légalité républicaine en matière scolaire constatait « la nullité » des actes dits lois du 2 novembre 1941 relatifs à l'enseignement privé. L'article 2 fixe la suppression des subventions « au plus tard » au 15 juillet 1945, à la fin de l'année scolaire. En maintenant les subventions jusqu'à cette date, le gouvernement n'avait pas tenu compte du vote « consultatif » de l'Assemblée, mais il n'était plus question désormais des projets de règlement d'ensemble de la question scolaire qui avaient pu être envisagés pendant la Résistance et à la Libération.

Les clivages traditionnels reparaissaient, encore faut-il observer que dans le débat la SFIO n'avait pas repris le thème de la nationalisation et que le MRP n'avait pas défendu le régime des subventions de Vichy [14]. Au sein du parti socialiste, les partisans de la nationalisation s'inquiétèrent, jugeant insuffisant le simple retour à la situation de 1939. À la conférence des secrétaires fédéraux en mai 1945, le délégué de la Loire-Inférieure, Bercegeais, demanda à Robert Verdier des explications sur un entretien publié le 20 avril dans l'hebdomadaire *Temps présent*, dirigé par Stanislas Fumet, proche alors du MRP. « Il me semble que, dans cet article, Verdier se déclare partisan du maintien de l'enseignement libre, à côté de l'enseignement laïque, ce qui me paraît en contradiction avec la motion adoptée en novembre dernier, dans laquelle le Parti réclame la nationalisation de l'enseignement et par conséquent la suppression pratique de

14. André Colin, au nom du mouvement, affirme qu'il ne s'agit pas de défendre la législation de Vichy mais de prévoir une période de liquidation pendant laquelle les subventions seraient maintenues.

l'enseignement libre[15]. » Bercegeais rapporta la résolution sur la laïcité au congrès d'août 1945. Il insista d'emblée sur le fait que le parti se déclarait « non seulement pour la défense de l'école laïque, mais aussi pour la réalisation de la nationalisation de l'enseignement. » La motion faisait référence aux principes affirmés lors du Congrès de Nancy de 1929, marquait l'opposition au rétablissement des subventions « sous une forme déguisée quelconque », réclamait « en accord avec les organisations syndicales, la nationalisation de l'enseignement, c'est-à-dire la création d'un service public de l'enseignement préparant, par l'éducation de la jeunesse française dans une seule école, une unité nationale profonde, accoutumant les jeunes à la pratique de la tolérance et garantissant le respect absolu de la conscience de l'enfant et de l'adolescent ». Le secrétaire fédéral de la Loire-Inférieure Staub, ne se satisfaisant pas « cette fois-ci d'un coup de chapeau à la laïcité », demanda que la motion soit appuyée d'une adjonction jugée « inutile » par certains, mais qu'il estimait « nécessaire ». Affirmant que la libération de l'individu demandait qu'il ne soit plus « soumis à une domination morale ou intellectuelle », l'adjonction invitait à « mener conjointement la lutte contre le capitalisme et le cléricalisme qui ne peut être confondu, de bonne foi, avec l'idée religieuse sincère ». L'orateur, s'adressant à ceux qui verraient en lui « le représentant de cette Loire vraiment inférieure, en retard de cent cinquante ans », s'écriait : « Nous vous demandons de ne pas oublier que nous vivons au pays de la Chouannerie et que la situation dont nous souffrons risque fort de se généraliser. » Vivement applaudi, et s'en prenant sans le nommer au MRP, il dénonce un « mouvement politico-confessionnel qui prend une apparence plus ou moins sociale qui tend en même temps à dédouaner l'Église qui, chacun le sait, a joué sur les deux tableaux ». La motion fut adoptée unanimement pas le Congrès, en revanche quatre voix s'opposèrent à l'adjonction[16].

15. Archives de l'OURS. Je tiens à remercier Noëline Castagnez-Ruggiu de m'avoir communiqué ces documents.

16. Congrès de 1945.

La SFIO s'identifiait à la défense laïque, ce qui tenait à la volonté de répondre à la surenchère du parti communiste sur ce terrain, à la sociologie du parti [17], au souci de ne pas perdre le corps enseignant [18], à la philosophie et à la doctrine du parti. Cette défense laïque était lourde de conflits avec le Mouvement républicain populaire, auquel la SFIO était d'autre part associée au sein de la majorité gouvernementale, sauf à avoir pour seul allié le parti communiste. Au congrès de novembre 1944, antérieur à la création du MRP, si certains participants n'excluaient pas une collaboration avec les chrétiens démocrates dans l'esprit de la résistance, le plus grand nombre marquait une certaine méfiance. Elle allait croissant avec l'affirmation du nouveau parti, et ses premiers succès, aux municipales du printemps. Face aux réactions qui se faisaient jour à la conférence des secrétaires fédéraux du 20 mai 1945 [19], Daniel Mayer, tout en convenant que dans certaines régions, la Bretagne, le Nord, le MRP était le « parti de réaction », estimait qu'il ne fallait pas « le rejeter vers la droite ». Il faut, ajoutait-t-il, que « nous ne nous efforcions de faire venir à nous les éléments progressistes, et s'ils ne viennent pas directement jusqu'à nous, de les aider à lutter à l'intérieur même de leur parti contre les éléments de droite. Nous n'avons pas lieu de rejeter délibérément vers la réaction, qui s'en réjouirait, un certain nombre d'éléments, sous prétexte qu'ils n'ont pas les mêmes conceptions philosophiques que nous. » Propos très important qui revient à ne pas faire de la conception de la laïcité des socialistes une ligne de clivage infranchissable vis à vis du MRP. Ces propos suscitèrent de vives réactions. Le délégué de la Loire-Inférieure souhaita des explications sur l'attitude des socialistes de la Seine vis-à-vis du MRP. Le secrétaire fédéral du Finistère dit l'inquiétude et l'émotion de sa Fédération devant les

17. Au sein du parti, on ne trouve guère de catholiques, et les protestants qui affirment leurs sentiments comme André Philip sont rares, comme sont rares les agnostiques qui marquent comme Léon Blum une attention aux réalités religieuses.

18. Comme l'observe Salomon Grumbach à la conférence des Secrétaires fédéraux en octobre 1945.

19. Archives de l'OURS.

orientations de Daniel Mayer. « Dans notre département, le MRP est un parti de droite, et nous ne pouvons pas faire alliance avec les partis de droite. Je sais bien qu'il peut y avoir quelques bons éléments dans le MRP. Mais, camarades, méfiez-vous, il y a là un danger. » Il mit en garde contre le risque de perdre « les bons républicains qui ne viendront pas à vous parce qu'ils ne voudront pas être dans le même parti que le clergé et la réaction. »

Les résultats du MRP aux élections à la première Constituante constituèrent une surprise et un sujet d'inquiétude accru, que Léon Blum s'efforça de dissiper[20]. Il reconnut les causes du succès des chrétiens démocrates : « Le MRP a bénéficié plus que tout autre parti du besoin de renouvellement [...]. Il était un parti neuf, présentant presque uniquement des hommes neufs. Il a bénéficié de "l'esprit de résistance" qu'il ne représentait pas seul, qu'il ne représentait pas plus authentiquement que d'autres, mais dont il était issu par une filiation plus directe et plus apparente. » D'autre part, le MRP a eu les voix de « fractions considérables du corps électoral, traditionnellement groupées dans notre pays derrière les vieux partis conservateurs du centre ou de la droite ». Mais Léon Blum récusa l'argumentation d'« une partie de la presse d'extrême-gauche » qui voyait là l'« effet d'une manœuvre subtile et suspecte ». Il récusa les deux postulats de la mauvaise foi des dirigeants du MRP et de l'« immutabilité des masses électorales ». Bien plus, il croyait « que lorsque les dirigeants du MRP ont constitué leur parti sur un programme de profonde transformation économique et sociale, ils étaient parfaitement sincères ». La clientèle électorale des « vieux partis » a été modifiée « par les grands courants collectifs de la guerre, de l'Occupation, de la Résistance, de la Libération ». Le MRP « a éclairé et rallié à lui la plus grande partie des troupes de la vieille droite » et Léon Blum convenait d'« un certain décalage » entre les cadres et l'« armée électorale » du MRP. Mais, conclut-il, les anciens partis « ont été remplacés par un parti nouveau, lequel n'est pas seulement un parti de consentement ou d'acquiescement amiable aux grandes transformations économiques et

20. *Le Populaire*, 24 octobre 1945, repris in *L'Œuvre* de Léon Blum, 1945-1947, Albin Michel, 1958.

sociales – et ce serait déjà une grande nouveauté – mais un parti proclamant publiquement sa volonté de coopération franche et résolue à ces transformations. » L'accord avec le MRP sur un programme était « virtuellement réalisé ». Léon Blum n'hésitait pas à conclure : « De quel droit le récuserions-nous, l'exclurions-nous de l'œuvre commune où nous devrons, au contraire, recueillir tous les partis et tous les hommes de bonne volonté? », ajoutant : « Comment cette exclusion pourrait-elle être l'œuvre de ceux de nos camarades qui, depuis un an prêchent avec le plus d'enthousiasme l'unité de la Résistance et l'union entre tous les Français ».

L'importance de ces propos imposait ces citations. Analyse des succès du MRP, prise au sérieux de ses aspirations réformistes et refus de l'identifier à la droite, nécessité d'un accord avec le nouveau parti, l'argumentation de Léon Blum tranchait avec celle d'une partie de ses amis politiques. Elle le conduisait le lendemain[21] à rejeter une « combinaison du type Bloc des Gauches, excluant le MRP de la majorité ou même le rejetant volontairement dans l'opposition ». Léon Blum s'en prit avec la plus grande énergie aux attaques contre le MRP : « Sur quels indices dénonce-t-on ces hommes comme les agents secrets de la réaction et des trusts? » En revanche, il convenait qu'« un seul argument » méritait discussion, celui de la laïcité. Le parti « demeurera fidèle à deux principes : tolérance absolue en matière religieuse » et, ajouta-t-il, « cette tolérance tend à devenir de plus en plus intelligente », « intransigeance sur la laïcité de l'État et par conséquent sur la laïcité de l'école publique ». Mais affirmait Léon Blum : « Je ne sache pas que du côté MRP on veuille enfreindre le principe de laïcité. » Une telle tentative serait, compte tenu de l'opposition socialiste et communiste, « vouée à une impuissance totale ». Il refusait qu'« une divergence purement théorique en ces matières » entrave l'« action commune dans l'ordre économique, social, international ».

L'analyse de Léon Blum pesa sans conteste sur les orientations du parti socialiste. Après la démission du général de Gaulle, la SFIO choisit la

21. *Le Populaire*, 25 octobre 1945.

reconduction du tripartisme. La déclaration des trois partis associés MRP socialiste, communiste affirme l'accord des trois partis « pour maintenir pendant la durée de ce gouvernement le statut de 1939 relatif au statut scolaire ». Satisfaction était donnée au MRP puisque les projets de nationalisation de l'enseignement comme d'abrogation du statut religieux et scolaire de l'Alsace et de la Moselle étaient mis en sommeil. Cette attitude ne pouvait convenir à tous les socialistes. On ne peut donc s'étonner que la résolution sur le rapport moral et la politique générale d'août 1946, la motion Guy Mollet, dénonça l'« attitude insuffisamment nette et trop conciliante à l'égard du MRP » invita à « révéler le fond paternaliste et réactionnaire de la doctrine MRP », à « mobiliser l'opinion républicaine pour la défense de l'école laïque ». Le succès de la motion majoritaire tint aussi à la critique de l'attitude vis-à-vis du MRP et de la laïcité de Léon Blum et de ses amis. Dans son important discours au XXXVIIIe congrès, le 1er septembre 1946, après le rejet à une majorité des deux tiers du rapport moral, l'auteur d'*À l'échelle humaine* revint nettement sur ce point. Il stigmatisa la « peur de la nouveauté jusque dans les alliances politiques », la « nostalgie » des « combinaisons du type Cartel ou Front populaire » et mit en garde contre « cet incroyable paradoxe : une campagne entreprise au nom du redressement de la doctrine dans le sens marxiste », menant « à une coalition du type bloc des gauches sur le plan de la laïcité et, le cas échéant, de l'anticléricalisme, ce qui ferait la joie d'un radical franc-maçon, mais qui semblerait assez étrange, je vous assure, aux marxistes que nous avons connus, à nos maîtres marxistes du temps du Congrès d'Amsterdam [22]. » L'analyse n'était pas nouvelle : vingt ans plus tôt, dans un important discours [23], Léon Blum avait défini la laïcité comme « la reconnaissance et la proclamation par l'État de la liberté de conscience ». Il avait affirmé que rien n'entraînerait son parti

22. *L'Œuvre* de Léon Blum, 1945-1947, p. 287.

23. À la Chambre, à la première séance du 3 février 1925, lors de la discussion du projet de suppression de l'ambassade au Saint Siège.

« à être un parti irreligieux ». Il estimait qu'on pouvait « être à la fois socialiste et catholique ». Il rejetait « un certain nombre de thèmes qui ont nourri les propagandes anticléricales du vieux radicalisme ». L'analyse de Léon Blum et de ses amis suscita des oppositions au sein du parti socialiste. Des études approfondies, au niveau des fédérations, des organisations proches de la SFIO permettraient de mieux apprécier l'ampleur de ces oppositions, et d'éclairer la conception de la laïcité des uns et des autres.

JEAN-MARIE MAYEUR

archives-socialistes.fr

Pour un Congrès de 1946 revisité

Le XXXVIIIe congrès national de la SFIO, qui eut pour résultat principal de remplacer Daniel Mayer par Guy Mollet en tant que secrétaire général du parti a souvent été analysé, comme l'archétype de la manœuvre qui voudrait que l'on gagne un congrès socialiste sur la gauche. Dans ces conditions, n'était-il pas logique d'opposer dans un face à face réducteur la figure du vainqueur, un Guy Mollet à la fois doctrinaire et opportuniste, adepte du double langage, dont l'ambition se serait réduite à un contrôle d'appareil, à celle du vaincu, un Léon Blum visionnaire qui avait le mérite de penser « à l'échelle humaine[1] »? C'est pourquoi il fallut attendre le début des années soixante-dix pour que Jérome Jaffré[2] souligne le premier que le congrès de 1946 avait surtout marqué l'échec de Daniel Mayer, le parti socialiste refusant en fait les réformes organisationnelles que le secrétaire général issu de la Résistance entendait mettre en place : Jaffré fut le premier à démontrer notamment que les cadres socialistes s'opposèrent à la transformation du rôle des fédéraux en simples préfets du parti.

À la suite de ce travail pionnier, la thèse de Marc Sadoun[3] constitua le grand tournant historiographique en proposant un autre regard sur l'attitude des socialistes sous l'occupation. Depuis lors, d'autres aspects, et notamment la place

1. Nous renvoyons à Marc Sadoun, « Guy Mollet et Léon Blum, le camarade et le citoyen », in *Guy Mollet, un camarade en république*, PUL, 1987, pp. 1-16.

2. Jérôme Jaffré, *La Crise du Parti socialiste et l'avènement de Guy Mollet (1944-1946)*, mémoire soutenu à l'IEP de Paris, sous la direction de Jean Touchard, 1971. Se reporter également à sa communication, « Guy Mollet et la conquête de la SFIO en 1946 », in *Guy Mollet, un camarade en République*, p. 17 et sq., PUL, 1987.

3. Marc Sadoun, *Les Socialistes sous l'Occupation*, FNSP, 1982.

et le rôle tenus par le débat de doctrine, ont été aux centres de nombreuses réflexions [4]. Le présent développement, sans prétendre à une présentation exhaustive de ce congrès, vise simplement à en préciser, à la lumière des travaux des deux dernières décennies et aussi des nouvelles sources disponibles [5] les enjeux. Aussi, après avoir rappelé la conjoncture mentale qui a présidé à la préparation même du congrès, puis présenté l'offensive des opposants, nous analyserons le déroulement de ce congrès.

La conjoncture mentale de 1946

La chose est bien connue, mais il convient de la rappeler d'emblée : le parti a abandonné la représentation proportionnelle à la Libération. La nouvelle rédaction de l'article 19 des statuts, confirmée par l'Assemblée générale extraordinaire du 24 février 1946, n'interdisait pas formellement le pluralisme interne; néanmoins elle en limitait l'expression en posant comme principe : « La liberté de discussion est entière au sein du Parti. Mais, nul groupement permanent d'affinités ne saurait y être toléré. » De cette réforme, adoptée dès novembre 1944 dans le prolongement de la pensée de Léon Blum, dans la perspective d'éviter un retour à la situation de quasi implosion que la SFIO avait vécu avant guerre, découla un nouveau mode de clivage non plus fondée sur des tendances organisées mais sur des rassemblements d'intérêts occasionnels. Or, c'est une conjonction de mécontentements divers qui expliqua pour l'essentiel le résultat du congrès.

4. Nous renvoyons à notre article « Structures idéologiques et nécessités pratiques au congrès socialiste de 1946 », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1988.

5. Il s'agit notamment des archives de la SFIO d'avant la seconde guerre mondiale, rapatriée de Moscou et déposée à l'OURS depuis l'été 2000. À leur lecture rapide, se dégage en effet plus qu'auparavant l'idée d'une très forte continuité entre les débats des années 1938-1939 d'une part, et ceux des années 1945-1946 – 1946 marquant, nous le verrons, une forme de revanche sur la politique de Léon Blum d'avant-guerre.

D'abord, un nombre croissant de militants étaient irrités de la position médiane tenue par les socialistes dans le tripartisme – d'autant qu'ils assumèrent la Présidence du conseil après le départ du général de Gaulle – ce qui permit aux communistes d'engranger encore plus qu'auparavant les bénéfices des désillusions. La persistance des difficultés matérielles, dont témoigna de manière hautement significative, la réintroduction des tickets de rationnement pour la viande et le pain, contribua à agacer une population qui avait eu tendance à croire que, sitôt les Allemands défaits, les choses iraient mieux. Les militants socialistes n'échappaient d'autant moins au climat ambiant qu'ils assumaient entre communistes et démocrates-chrétiens les responsabilités décisives après la démission-chantage du général de Gaulle. Cette irritation leur faisait considérer, presque par définition, avec défiance tout responsable. L'ancien secrétaire fédéral du Rhône définissait ainsi ce processus de « méfiance armée » : « Une section choisit son secrétaire : la veille encore, il était pour tous un bon camarade, un ami. Une fois désigné, le voici subitement chargé d'un double fardeau : la bonne marche de la section et la critique automatique de beaucoup de ses camarades... Le parti délègue des camarades au pouvoir : ils étaient hier considérés par les militants comme les meilleurs et les plus capables ; aujourd'hui les voici pour beaucoup transformés en boucs émissaires et chargés de tous les pêchés d'Israël[6]. »

Les déceptions électorales réitérées accrurent le mécontentement. Lors des élections à la Constituante le 21 octobre 1945, et contrairement aux prévisions des premiers sondages[7] la SFIO n'était arrivée qu'en troisième position : avec 23,4 % des suffrages exprimés, elle était doublement devancée, nettement par les communistes et de peu par les démocrates-chrétiens du MRP, (26,2 % et 23,9 %). D'où le tripartisme. Le 5 mai 1946, le projet de constitution soutenu par les seuls socialistes et communistes était largement rejeté par 52,7 % des

6. Correspondance fédérale du Rhône, OURS.

7. Robert Verdier insiste sur les sondages en ce qu'ils accrurent très fortement les déceptions.

votants. Enfin, le 2 juin les nouvelles élections constituantes accentuaient le recul socialiste puisque, malgré une nette augmentation de la participation, la SFIO ne recueillait plus que 21,1 % des suffrages exprimés, tandis que le PC se maintenait (25,9 %) et que le MRP progressait fortement pour atteindre son maximum historique (28,2 %).

Une analyse en profondeur de ces résultats s'avère nécessaire pour comprendre dans quel climat se tint le congrès.

D'abord, Daniel Mayer avait très vivement attaqué les communistes dans une série d'articles du *Populaire* du 17 au 21 mai en dénonçant la nature antidémocratique de l'organisation même du PC, sa dépendance structurelle vis-à-vis de l'Union Soviétique, et plus encore l'opportunisme politique dont il avait fait montre, notamment en direction du général de Gaulle. Mais dans le même temps, peut-être inspiré en cela par Léon Blum, tout en critiquant le corporatisme inhérent aux positions sociales défendues par le MRP et sa dépendance vis-à-vis du Vatican, il affirmait que le rôle des socialistes était de soutenir la fraction progressiste des démocrates-chrétiens. Enfin, la mission remplie par Léon Blum aux États-Unis aboutissait le 28 mai à une nette réduction de la dette contractée par la France et à l'obtention de crédits. On comprend dans ces conditions que la déception ressentie par les militants ait été encore plus forte.

Le 2 juin, dans 65 départements, le parti socialiste perdait des voix. Dans 9 d'entre eux ce déclin dépassait 5 % des suffrages – la palme revenant à la Sarthe (-10,13 %). Particulièrement affirmé dans le bastion du Nord, il n'était nullement compensé par le maintien des positions dans une trentaine de départements – puisque seule la Drôme connaissait une poussée significative d'environ 5 %.

Vers qui s'était reporté le déficit électoral de la SFIO ? Les analyses officielles[8] estimèrent que la plupart des voix s'était reportée vers le MRP, témoignant par là même d'une volonté de constituer une grande force « travailliste ». Mais ces explications ne sont guère satisfaisantes. Ainsi, dans l'Aube, l'Oise, la Seine, la

8. Jacques Fauvet dans *Le Monde* dès le 4 juin, puis André Siegfried dans *Le Figaro* du 12 juin.

Seine-et-Marne et la Somme, c'était le Parti communiste qui avait bénéficié de la défaite des socialistes. La base de la SFIO, à tort ou à raison, n'admettait que difficilement les nécessités d'une politique de rigueur se prolongeant, et dans laquelle les socialistes prenaient toutes leurs responsabilités contrairement à leurs partenaires. Elle appelait de ses vœux un « désengagement » relatif des socialistes, qui ne fut consommé qu'avec la nomination de Georges Bidault à la Présidence du conseil le 23 juin.

Dans ces circonstances se tint le 9 juin 1946 à la Mutualité un conseil national de la SFIO. Si cette réunion constitue un indicateur de qualité pour appréhender la conjoncture mentale de la SFIO, il importe de souligner qu'à cette date la motion de l'opposition à Daniel Mayer n'était pas encore rédigée. Tout naturellement fut alors posée très clairement la question de la participation au gouvernement. Si la résolution finale affirmait le soutien au tripartisme tout en recommandant que la SFIO quittât la Présidence du conseil et les portefeuilles les plus importants, des positions différentes s'étaient exprimées. La gauche du parti émettait le souhait de parvenir à la constitution d'un gouvernement d'union Parti communiste-Parti socialiste, mais elle était dépassée par la fédération des Alpes-Maritimes qui préconisait le refus de participer à toute coalition gouvernementale quelle qu'elle soit. Certes, cette motion n'obtenait que 939 mandats contre 3375 – 171 abstentions –, mais le résultat non négligeable en lui même (21 % des mandats) était hautement significatif du désarroi ressenti par les militants. Aussi l'expression utilisée par Roger Quilliot pour qualifier le déroulement du XXXVIIIe Congrès nous paraît-elle tout à fait pertinente : dans une large mesure il s'est bien agi en effet d'une « révolte des fantassins[9] ». À la nuance près que s'y est surimposée une révolte des cadres intermédiaires, qui résulta à la fois de la volonté exprimée par Daniel Mayer de réduire le rôle des cadres fédéraux à celui de simples administrateurs du parti et de l'épuration sans faille que poursuivait alors la direction du parti.

9. Roger Quilliot, *La SFIO et l'exercice du pouvoir*, Fayard, 1972.

Ce dernier aspect s'avéra souvent à la fois inavoué et déterminant. C'est ce qui transparaît en tout cas à la lecture des très nombreuses « correspondances fédérales » où l'épuration impitoyable menée par Daniel Mayer, bien qu'elle fût fortement contestée – notamment par de nombreux secrétaires de sections – n'était que rarement mise en avant. Plus précisément, pour ne pas avoir à avouer les véritables raisons du mécontentement – et notamment le caractère impitoyable de l'assainissement mené par Daniel Mayer, même si personne ne contestait ouvertement l'exclusion depuis novembre 1944 des parlementaires ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940 –, la mise en avant d'autres symptômes, et notamment la réforme du rôle du secrétaire fédéral, alimenta le discours de l'opposition. Par exemple, dès le 6 février 1946 le secrétaire de la section de Châtellerault avait exprimé des préoccupations voisines, encore que sur le plan de l'épuration, il critiquait la rigueur « excessive » de Daniel Mayer, non pas au nom du « vichysme » mais par « lucidité politique ». Faisant allusion à l'attitude de Paul Faure, il notait : « Je crois que le PC a été infiniment plus politique que nous en maintenant Marcel Cachin dans ses rangs[10]. »

Dès lors, tout était bon pour affaiblir les positions de la direction sortante, dans la mesure où à maintes reprises, les questions de la réintégration des parlementaires déterminèrent un affrontement pour le pouvoir dans les fédérations. En outre, dès que l'on quitte les hautes sphères de la SFIO pour s'intéresser au plan local, on ne retrouve pas la même intensité dans « la Saint Barthélémy socialiste » dont certains commençaient à affirmer – ce qui pouvait avoir des conséquences non négligeables dans la perspective du congrès – qu'elle n'avait pas reçu l'accord de Léon Blum[11]. Si certaines fédérations – telles les

10. Correspondance fédérale Vienne, archives de l'OURS.

11. Sur ce point, Marc Sadoun démontre qu'il n'en est rien, même si dans le cas de Rivière, député de la Creuse et ancien ministre de Paul Reynaud, Léon Blum tenta de tempérer l'action de Daniel Mayer.

Pyrénées-Orientales sous la conduite de Louis Noguères – firent preuve d'intransigeance, la plupart n'édictèrent qu'une série de conditions négatives : ne pas avoir collaboré, ne pas avoir profité de l'occupation pour s'enrichir, ne pas avoir soutenu le régime de Vichy. S'agissant des secrétaires fédéraux en place en 1939, 21 demeurèrent en place à la Libération. Dans 22 départements, le renouvellement qui s'opéra sous l'occupation ne résultait pas d'une défaillance des secrétaires sortants, soit qu'ils aient quitté leurs départements d'origine – tel fut le cas de Louis Noguères qui, assigné à résidence en Corrèze par les autorité de Vichy, dut quitter les Pyrénées-Orientales –, soit qu'ils aient quitté leurs responsabilités partisanes pour privilégier leur participation à la résistance – Jean Allemane dans la Seine à Libé-Nord –, soit – tel Marx Dormoy assassiné en 1941 – qu'ils aient été rapidement victimes de l'occupant ou des collaborateurs. Ainsi, plus de la moitié des fédéraux de 1939 (50,5 %) avaient manifesté pendant le conflit une fidélité sans faille au socialisme démocratique. Inversement le cas de 9 autres fédéraux (10,3 %) ne posaient non plus pas de problème, soit qu'ils aient nationalement accepté des responsabilités dans la collaboration – Vaillandet, fédéral du Vaucluse, devenu responsable national du RNP de Déat ; Roucayrol de l'Hérault ; Arnol de l'Isère –, soit qu'ils aient participé en 1945 à l'éphémère tentative de Paul Faure de création du parti socialiste démocratique – Haute-Garonne, Gironde, Saône-et-Loire, Charente, Morbilhan et Rhône. Mais, il demeurait que 35 fédéraux ne s'étaient pas manifestés pendant la guerre dont certains étaient restés membres du parti à la Libération.

Les responsables promus n'étaient que rarement inexpérimentés. Si quelques nouveaux n'exerçaient avant guerre aucune responsabilité et ne devaient leurs nouvelles fonctions qu'au combat mené sous l'Occupation – c'était le cas de Robert Verdier, et de Rougeron –, il s'agissait le plus souvent de cadres intermédiaires détenant un mandat électif municipal ou départemental – Georges Guille – ou de parlementaires qui avaient suppléé la défaillance des structures fédérales – François Tanguy-Prigent dans le Finistère, Jean Biondi dans l'Oise.

Le bilan ainsi proposé indique avec suffisamment de clarté combien l'épuration menée par Daniel Mayer pouvait être mal ressentie par des militants qui estimaient dans leur majorité avoir rempli leur devoir. Mais il convient désormais d'aller plus loin et de se demander si l'hostilité à la gestion de Daniel Mayer ne fut pas aussi le résultat de pensées officiellement inavouables.

Très tôt, Léon Blum devait confier à Robert Verdier que, selon lui, la franc maçonnerie avait joué un rôle. L'antisémitisme semble aussi avoir constitué l'un de ces paramètres. Jusqu'à une période toute récente, nous en possédions surtout des témoignages indirects, telle l'intervention de Daniel Mayer où prenant vainement la défense de Charles Lussy, le secrétaire général était contraint de préciser d'entrée devant le congrès de novembre 1944 : « Ce n'est pas pour des raisons raciales… » Désormais, les correspondances de retour de Moscou permettent d'aller plus loin. Loin d'être le fait d'itinéraires isolés, comme ceux d'un Ludovic Zoretti – qui se prévalut en décembre 1939 de l'appui de Paul Faure, ce que le secrétaire général d'alors dut démentir par une correspondance adressée à l'ensemble des parlementaires le 8 janvier 1940 –, ou même d'un Paul Rassinier, dont témoigne l'inédite correspondance au « Citoyen Paul Faure », en date du 1er octobre 1939 [12], il est aujourd'hui clair que l'antisémitisme s'est cristallisé par l'hostilité au « belliciste » Blum, et qu'il trouva droit de cité en profondeur dans une SFIO traumatisée par l'entrée en guerre contre Hitler, sous couvert ou alibi de fidélité au message pacifiste. Tel est le cas, parmi bien d'autres, du député du Rhône Armand Chouffet qui avait informé Paul Faure le 26

12. Avant de se livrer à une critique de Léon Blum, accusé d'être le responsable de tous les malheurs de la France (« Il y a un sentiment qui est à peu près unanime, l'antisémitisme. Il y a un homme qui est rendu responsable de ce qui nous arrive, un homme, un seul : Léon Blum »), le futur député du Territoire de Belfort avait exposé au secrétaire général de la SFIO : « J'ai également trouvé dans le Pays des articles… d'un certain L.L. dont je suppose pour l'honneur du journal qu'il est Lucien Laurat et non Louis Lévy. Prenez garde, par ces articles, vous installez la pensée socialiste dans la guerre », Archives SFIO, Moscou, OURS.

septembre 1939 de son désir de ne plus être rattaché au groupe parlementaire socialiste au motif qu'il ne pouvait « plus admettre que Blum et ses fidèles soient dorénavant autorisés à parler en mon nom. Cet homme a entraîné le Parti si loin, il a commis de telles manœuvres que je ne puis plus le considérer comme un camarade. » D'autres correspondances adressées à Paul Faure entre la conférence de Munich et la déclaration de guerre indiquent la même direction.

Dans ces conditions, l'épuration conduite par la direction socialiste entre le congrès de reconstitution de novembre 1944 et le congrès de la Mutualité s'inscrivait dans la continuité des affrontements internes d'avant guerre. N'était-il pas logique que ceux qui en avaient été victimes tentent en 1946 de prendre leur revanche ?

C'est là qu'intervint l'équation personnelle de Guy Mollet. Depuis le Congrès de 1945, où il avait présenté une motion surprise prônant la démission des ministres socialistes, il ne critiquait pas tant l'action des ministres socialistes que le fait même que les socialistes participent au gouvernement. Dans l'intervention politique qu'il prononça le 30 mars 1946 il estimait, fort classiquement du reste, qu'un socialiste ministre n'avait pas à être un bon administrateur mais un bon militant socialiste. Ce faisant, il se contentait de réaffirmer, implicitement du moins, la nécessaire autorité du Parti sur ses représentants délégués au gouvernement. En flattant le patriotisme de parti – ne s'écriait-il pas le même jour : « Devant la carence des autres partis, il doit nous être facile de prouver au peuple qu'il ne reste plus en France qu'un seul parti révolutionnaire : le nôtre » ? – et en affirmant le respect de la volonté de la base militante, il réussissait à donner un sens positif à ce sentiment de défiance. Il est donc patent que l'opposition qu'il témoigna à la direction du Parti et notamment face aux diverses réformes que Daniel Mayer tentait de mettre en place – statut du parti comme statut des fédéraux – lui permit de se situer dans une conjoncture favorable de porte-parole de mécontentements. Jacques Fauvet dans *Le Monde*[13] ne s'y trompa pas, qui

13. *Le Monde*, 31 mars 1946.

affirma que s'il en avait eu le pouvoir, le congrès extraordinaire eut fait du député arrageois immédiatement un membre du Comité directeur et peut-être un secrétaire général. Pour autant, il n'a en aucune manière participé à l'organisation d'une tendance contre la direction avant juin 1946. Ce fut la tâche d'autres militants – et notamment celle d'Yves Dechezelles – qui voyaient en Guy Mollet un allié d'autant plus intéressant qu'au delà de son poids politique – c'est-à-dire pour parler vrai les mandats qu'il contrôlait – il semblait facile de par sa relative « inexpérience » à contrôler, voire à manipuler. L'enjeu est d'importance et mérite que l'on s'y attarde quelque peu.

Personnage peu connu du grand public, l'action d'Yves Dechezelles s'avéra déterminante dans l'ascension de Guy Mollet au point que Robert Verdier, pourtant mesuré dans ses témoignages, n'hésite pas à affirmer : « Sans Yves Dechezelles, Guy Mollet n'aurait jamais accédé au secrétariat général de la SFIO. » En effet, cet ancien militant communiste, qui quitta le PCF lors de la guerre d'Espagne, occupait une position stratégique au groupe parlementaire puisque, non parlementaire lui même, il en était le secrétaire administratif. Cette position stratégique lui permettait de prendre aisément contact avec les diverses fédérations, voire de constituer un « réseau de camarades ressemblant fort à une tendance ». D'après son témoignage [14], il rencontra Guy Mollet et d'autres parlementaires, dont François Tanguy-Prigent. Avec ce dernier il constitua une tendance dont la mouvance se situait sur un « terrain marxiste », même si, précise-t-il, il ne faut pas prendre cette expression dans un sens trop rigoureux :

« Il s'agissait de continuer la sensibilité Gauche Révolutionnaire de type pivertiste, fortement influencée par les textes de Rosa Luxembourg... Politiquement nous nous situions sur la gauche du Parti communiste et nous connaissions très bien la nature du stalinisme... Nous ne nous confondions pas avec des "zyromskistes" comme Gilles Martinet, Pierre Bloch et Léon Boutbien... »

14. Interview d'Yves Dechezelles du 17 décembre 1984.

Pour Yves Dechezelles, ces deux tendances de gauche s'opposaient à une tendance « moins marxiste » personnifiée par Léon Blum. Compte tenu de l'autorité morale de Léon Blum et de l'action de Daniel Mayer : « notre crainte était grande que le Parti Socialiste ne se dilue dans une formation "social-démocrate travailliste" qui l'entraîne vers des alliances centristes pour ne pas dire droitières. Outre la question des alliances, fondamentale à nos yeux, le combat anticolonialiste occupait une place de choix dans notre réflexion. »

Il s'agit là d'un témoignage capital d'abord en ce qu'il pose la question des alliances du parti et donc la question des rapports avec le Parti communiste, en second lieu en ce qu'il éclaire le choix de Guy Mollet.

Pour canaliser le vaste courant de mécontentement qui traversait le Parti socialiste et que caractérisaient pêle-mêle l'inquiétude résultant des reculs électoraux successifs, le malaise non avoué face à la manière énergique dont Daniel Mayer menait l'épuration dans le parti et enfin l'accusation de dérive idéologique contre les thèses que Léon Blum avaient développées depuis la publication en 1943 de *À l'échelle humaine*, la thématique de l'ancrage à gauche de la SFIO permettait d'unifier des militants dont les analyses et les conceptions étaient par ailleurs fort hétérogènes.

Tout naturellement, les organisateurs de cette opposition, certes regroupée depuis février autour de la revue *La Pensée Socialiste*, mais structurellement hétéroclite – puisqu'on y trouvait notamment, outre Jean Rous revenu du trotskisme et Yves Dechezelles, André Ferrat – ancien représentant du PCF à la section Agitprop de l'Internationale Communiste de 1929 à 1933 –, Pierre Rimbert, ouvrier du livre et théoricien marxiste autodidacte, Léon Boutbien, de retour de déportation, sans oublier François Tanguy-Prigent, résistant prestigieux et pour l'heure ministre de l'Agriculture, ces organisateurs donc furent intéressés par Guy Mollet, jeune député, imprégné de la tradition marxiste, attaché fortement à l'unité d'action avec les communistes et qui, ce qui ne gâtait rien, contrôlait, depuis son succès au congrès de Béthune en mars 1946, pour une large part les mandats de l'importante fédération du Pas-de-Calais.

Autrement dit, il fut pour les conjurés un témoin de moralité qui leur offrait à la fois une caution de respectabilité – un militant issu d'une prestigieuse fédération ouvrière qui n'avait rien à voir avec les traditionnels agités de la fédération de la Seine – et une alternative politique d'autant plus crédible qu'il semblait facile à contrôler tout en venant d'ailleurs de faire ses preuves lorsqu'en février 1946 il avait assuré la présidence de l'importante Commission de la Constitution. On sait que le texte élaboré n'avait été voté que par une majorité socialiste et communiste, tandis que le MRP s'y était opposé de toute ses forces révélant une première ligne de fracture dans le tripartisme et confirmant par là même pour Guy Mollet que seule l'union des socialistes et des communistes était susceptible de mener à bien la reconstruction du pays.

Particulièrement éclairant pour ce qui caractérisait alors l'état d'esprit de Guy Mollet est la tribune libre « Démocratie et Révolution » qu'il publia en février 1946 dans le premier numéro de la revue *La Pensée socialiste*. Avec une ironie cinglante, il stigmatisait les commentaires de tous ceux qui éprouvaient « une condescendante pitié pour "ce parti divisé et menacé de l'intérieur même" ». S'il ne saurait être, selon le député du Pas-de-Calais, question de scission, pas davantage de tendances regroupées autour de tel ou tel, le débat interne impliquait l'expression politique des divers courants de pensée. Et c'est ainsi qu'il définissait les enjeux du prochain congrès : « Le prochain congrès national verra s'affronter des thèses différentes – sinon opposées – et une fraction des militants de la base affirmera avec force sa volonté de voir donner à notre parti une allure, une tactique, une structure même plus hardie et plus révolutionnaires. » On le constate aisément, en mettant l'accent sur la question des alliances, Guy Mollet exprimait l'état d'esprit de nombreux militants. Faute de la poser clairement, les socialistes contribueraient, selon lui, à accroître le mécontentement et le désintéressement que de nombreux éléments ouvriers manifestaient pour la vie politique au point que « si nous n'y prenons pas garde, le pays risque d'être livré aux propos soit disant révolutionnaires de nouveaux gauchistes, voire même à l'adresse d'un apprenti dictateur capable d'utiliser à ses fins le mécontentement général ». Une fois cette double critique à la

fois du verbalisme et du césarisme – qui de fait poursuivait l'opposition des socialistes à la pratique gaulliste –, il en venait à ce qui lui semblait l'essentiel du fait des reculs électoraux du parti, à savoir la nécessaire recherche de l'unité d'action avec les communistes, mais pas à n'importe quel prix. Voilà pourquoi il précisait : « ...Il nous apparaît nécessaire de faire reprendre à notre Parti ses positions de toujours... Nous pensons que certains de nos camarades n'ont eu tendance à s'en éloigner qu'à cause de la position qu'ils ont prise en face du problème de l'unité ouvrière et par là même de la lutte des classes. » Et d'affirmer que, sans être dupe des méthodes utilisées par les communistes, « l'existence de divergences, même profondes, entre les deux partis de la classe ouvrière ne saurait justifier la révision des postulats fondamentaux du socialisme ». Il formulait ainsi la conclusion politique qui s'imposait : « Nous répudions toute tactique qui aboutira à accentuer artificiellement la division des partis ouvriers et à rapprocher l'un d'entre eux des hommes et des partis de la bourgeoisie. » Or tout bien pesé il ne s'agissait là, on le constate, que de la continuité à la fois de la réflexion mais aussi de la pratique de Guy Mollet depuis l'élection municipale de mai 1945.

Qu'après les déceptions cruellement ressenties par les militants et plus encore par les parlementaires – qui au lendemain des élections générales se demandaient jusqu'où se poursuivrait le déclin électoral –, le discours de Guy Mollet ait été largement partagé dans le Parti, certes. Mais penser qu'il s'est agi là du résultat d'un processus prévu et rationalisé, s'inscrivant dans une stratégie de Guy Mollet visant à conquérir la SFIO, c'est faire montre d'une vision particulièrement anachronique des choses.

C'est d'ailleurs ce qu'exprimait Yves Dechezelles lorsqu'il nous déclarait : « Incontestablement, les questions de doctrine étaient fondamentales pour nous. Lorsque je dis nous, je pense bien évidemment à Jean Rous, à Pierre Rimbert... Mais nous n'étions pas les seuls... Je pense notamment aux pivertistes qui avaient une longue tradition d'opposants. Sans compter des camarades de province comme Zaksas dans la Haute-Garonne ou Victor Fay dans le Rhône. Il est clair que par rapport à ces problèmes, le personnage de Guy Mollet est assez complexe. Les

problèmes de doctrine ne sont pas à la base de son engagement... Alors pourquoi l'avons nous choisi ? Il est dommage que l'on ne dispose pas des comptes rendus des débats du groupe à la Constituante car on se rendrait compte à la lecture que Guy Mollet se dégageait de lui-même. Il pensait sincèrement qu'il fallait donner une impulsion doctrinale et militante... Qu'il ait été plus intéressé par la tactique que par les problèmes de fond, c'est certain. Mais il n'est pas possible de dissocier la tactique – notamment la question des alliances du Parti – et la doctrine[15]... »

L'offensive des opposants

Ainsi donc, pour les opposants à Daniel Mayer, les motifs d'affrontement étaient nombreux. Leur habileté consista à habiller leur critique de la gestion de Daniel Mayer d'un enduit idéologique. Dit autrement, si toute la bataille idéologique fut alors engagée contre Léon Blum, la bataille politique visa plus prosaïquement la gestion de Daniel Mayer.

Faire de l'affrontement « doctrinal » la clef d'interprétation principale du Congrès – et qui plus est intégrer cet affrontement dans une stratégie consciente et volontariste de la part de Guy Mollet – réduit par trop l'impact de l'échec du référendum constitutionnel et le résultat des élections qui s'ensuivirent.

Que, dans semblable conjoncture, Daniel Mayer ait envisagé le déroulement du congrès très sereinement jusqu'au milieu du mois de juillet peut paraître pour le moins surprenant. C'est ainsi qu'au cours du comité directeur du 27 juin 1946 il insistait pour que les membres du CD défendent le rapport moral dans leurs fédérations « puisqu'il est présenté par le comité directeur ». Cette précision posée, il demandait aux responsables socialistes de susciter localement des candidatures afin, précisait-t-il, « que la province soit largement représentée parmi les vingt et un membres non parlementaires ». Quelle était donc la logique de Daniel Mayer ?

15. *Op. cit.*

En premier lieu l'échec du premier projet constitutionnel avait été davantage interprété par le secrétaire général [16] comme l'expression d'un mécontentement général face à « un ravitaillement défectueux » et d'une crainte contre l'éventualité d'un gouvernement communiste. Et de nombreux autres responsables socialistes avaient tenu à souligner le rôle de l'anticommunisme dans la campagne électorale. Second facteur mis en avant, le virage politique du MRP, assimilé à une véritable « trahison » et qualifié de « campagne de mensonges et de calomnies », entraînait une modification profonde de la donne politique interne au tripartisme. Les 23 et 24 mai, dans *Le Populaire*, Daniel Mayer analysait la nouvelle ligne du MRP : sa conclusion était que les démocrates-chrétiens, dont il aurait fallu soutenir davantage les éléments progressistes, avaient désormais choisi une politique de droite -notamment par crainte d'une poussée du Parti républicain de la Liberté constitué à l'initiative de Joseph Laniel et d'Édouard Frédéric-Dupont contre « le Front populaire numéro deux » que constituait le tripartisme. L'attitude des communistes était également mise en avant, en sorte que durant la campagne pour l'élection à la deuxième constituante les incidents se multiplièrent entre les deux partis [17]. L'échec électoral du 2 juin entraîna une remise en question de la ligne politique de la direction du parti. Reprenant l'analyse développée le 4 juin par Léon Blum dans *Le Populaire* – selon laquelle « le corps électoral a fait peser *sur nous, et sur nous seuls* [18], la responsabilité du système tripartite de gouvernement qui lui même était tenu pour responsable des difficultés » –, Daniel Mayer estimait que, « puisque le suffrage universel nous a donné la troisième place, il ne nous appartient pas de prendre l'initiative ».

16. Intervention de Daniel Mayer au Comité directeur de la SFIO, 7 mai 1946, OURS.

17. Citons le plus révélateur : dans un meeting à Moulins le 23 mai, André Le Trocquer, ministre de l'Intérieur, traita Maurice Thorez de « déserteur », et assimila la constitution d'un gouvernement présidé par un communiste à une mainmise de la Russie soviétique. Et Daniel Mayer précisa quelques jours après que le groupe parlementaire socialiste ne voterait pas la confiance à un gouvernement présidé par Maurice Thorez.

18. C'est nous qui soulignons.

Dès lors, et ce fut la tâche du Conseil national du 9 juin que de le confirmer, la direction du Parti socialiste estimait que les socialistes n'avaient plus à assumer que des responsabilités réduites dans le nouveau gouvernement. Et Daniel Mayer, après avoir retiré le « brevet de civisme républicain » attribué jusque là au MRP, estimait devant les cadres de son parti que la SFIO avait perdu des électeurs « qui ne veulent pas nous voir exclusivement coller aux communistes ». S'il écartait la participation à un gouvernement sans les communistes, il s'écriait : « Nous ne voulons plus de la Présidence du conseil. »

Ces propos ressemblaient fort à une autocritique. Sans doute, en obtenant par plus des trois-quarts des mandats, l'approbation de cette nouvelle ligne politique, Daniel Mayer estimait-il avoir conjuré tous les dangers. D'ailleurs la réaction de Guy Mollet fut des plus modérées, se cantonnant dans une analyse tactique des rapports de forces nationaux. La SFIO, estimait-il, était victime de son louvoiement entre « les deux grands courants de pensée que représentent le PC et le MRP ». En conséquence, il convenait de mettre fin à une « démarche hésitante », en cherchant à ne pas couper les ponts avec les masses communistes « trompées par leurs dirigeants », mais qui « pourraient venir à nous », alors qu'il n'y a décidément rien à attendre des démocrates-chrétiens. Il proposait tout simplement de « combattre le communisme par sa gauche », ce qui ne suppose pas le moindre rapprochement idéologique. Et il concluait en stigmatisant l'« effet catastrophique » qu'entraînerait un ralliement aux revendications salariales – hausse générale de 25 % – exprimées par la CGT soutenue par les communistes. D'ailleurs, il participa à la Commission des résolutions – en compagnie notamment de Léon Blum, Vincent Auriol, Daniel Mayer, Jean Le Bail, Victor Provo, Jules Moch, Robert Verdier et Salomon Grumbach –, qui interdit au Parti de prétendre à la Présidence du conseil, pas plus qu'à l'Économie, aux Finances, au Ravitaillement et au Travail, et qui inversement exigeait le ministère de l'Éducation nationale. La modération dont Guy Mollet fit preuve à cette occasion résultait également des peu glorieux résultats du 2 juin dans le Pas-de-Calais. La répartition en sièges ne changeaient pas – 3 élus communistes, 3 socialistes, 2 MRP –, mais en termes de suffrages, si les communistes se mainte-

naient avec 32,88 % (contre 33,25 % en octobre 1945) et le MRP reculait avec 25,14 % (contre 28,60 %) – ce qui résultait du bon résultat obtenu par une liste modérée (6,91 %) –, la SFIO s'effondrait ne sauvant que de justesse son troisième siège avec 32,46 % (contre 38,04 %). À Arras, le MRP arrivait largement en tête 33,41 %, la SFIO n'obtenant que 30,56 % des suffrages et la liste conduite par Auguste Lecoeur 21,34 %. Ces résultats ne suggéraient-ils pas à Guy Mollet qu'il n'était qu'un moyen pour battre la droite, à savoir la réalisation d'un front unique communiste socialiste ?

Mais il n'y avait là rien qui fut de nature à inquiéter la direction de la SFIO qui ne poursuivait plus la voie du « travaillisme à la française » – ce dont témoignait s'il en était encore besoin la rupture de l'alliance avec l'UDSR.

Dans ces conditions, on comprend quelle fut la surprise de Daniel Mayer lors la publication à la mi-juillet de la motion des conjurés en vue du congrès que Guy Mollet venait de signer. Peu importait la cohérence profonde du texte pourvu que les militants sentent bien qu'il s'agissait d'un texte d'opposition. C'est pourquoi le texte, hétéroclite au possible, dénonçait pêle-mêle « une série d'erreurs politiques et tactiques ». Attachement et soumission au général de Gaulle, complaisance vis-à-vis des partis et représentants de la bourgeoisie, attitude insuffisamment nette et trop conciliante à l'égard du MRP auquel il a servi de caution, et maladroite vis à vis du PC qui lui a fait endosser la responsabilité du tripartisme, croyance dans la possibilité de transformer la structure de la société capitaliste par de simples lois et règlements appliqués dans les bureaux, manque d'énergie et d'audace dans la réalisation des réformes telles que les nationalisations, qui ne peuvent passer dans les faits que si l'on fait appel au concours direct des travailleurs pour le contrôle de la production et la préparation à la gestion, absence de positions précises sur le problème des salaires et des prix, tels étaient les articulations principales de cette « cohorte de flagellants ». Mais surtout ce texte dénonçait l'affaiblissement de la pensée marxiste du Parti, au point d'en faire le principal facteur d'explication du déclin du Parti : « Les causes profondes du malaise actuel du Parti socialiste sont en premier d'ordre doctrinal… Nous estimons que doivent être condamnées toutes les

tentatives révisionnistes, notamment celles qui, se fondant sur une conception erronée de l'humanisme, ont pu laisser croire à nos adversaires que le parti oubliait cette réalité fondamentale qu'est la lutte des classes. » Et pour concrétiser l'opération, les opposants à Daniel Mayer n'hésitaient pas à prôner le rejet pur et simple du rapport moral proposé par la direction sortante : « En présence d'une telle situation, qui risquerait de devenir rapidement catastrophique, nous estimons que le Congrès doit condamner catégoriquement la ligne politique qui a été suivie jusqu'ici et rompre définitivement avec elle en refusant d'adopter le rapport moral. » Comme devait l'expliciter bien des années plus tard Yves Dechezelles, cet objectif avait semblé particulièrement accessible à une coalition hétéroclites d'opposants : « Nous avons pensé que la diversité des courants de gauche était telle, *avec une pensée très peu élaborée*[19] que pour assurer la victoire au congrès le rapport moral était un objectif relativement accessible. »

Face à cette motion, présentée notamment par Guy Mollet, Jean Rous et Yves Dechezelles, le secrétaire général réagit lors de la réunion du Comité directeur du 31 juillet 1946 en s'en prenant à Tanguy-Prigent. Le ministre de l'agriculture des gouvernements Gouin et Bidault avait cru en effet pouvoir signer le texte « Mollet » ce que Daniel Mayer n'admettait pas dans la mesure où les opposants à la direction demandaient le rejet du rapport moral de l'équipe sortante, alors même que ledit rapport moral avait été adopté à l'unanimité par le Comité directeur. Refusant ce désaveu, il proposait sa démission et précisait : « La signature de Tanguy-Prigent a entraîné la signature des parlementaires… » Les explications du ministre[20] initièrent

19. *Op. cit.*, c'est nous qui soulignons.

20. Compte rendu des débats du Comité directeur, 31 juillet 1946 : « J'ai assisté aux conversations qui ont précédé la rédaction de ce texte. Ce texte crée un choc psychologique. Je suis moi même hostile à la politique menée par le parti vis-à-vis du MRP et des communistes. J'ai adopté cette motion parce que le parti n'affirme pas assez nettement ses positions. Si j'ai voté le rapport moral c'est parce que le texte n'était pas rédigé… Je pense que le débat devra s'engager à l'occasion du rapport moral… Je laisse le soin aux membres du CD de juger mon attitude. »

alors un débat tendu. Paul Rivet se déclara d'accord avec Tanguy, mais il précisait que par « solidarité » il n'avait pas voulu signer la motion. En outre, comme Daniel Mayer, il estimait que la signature de Tanguy avait influencé la décision d'une grande partie des parlementaires qui avaient signé la motion de l'opposition. En conséquence il insistait très vivement auprès de Tanguy pour que ce dernier acceptât de retirer sa signature. Salomon Grumbach, Jean Biondi et Robert Verdier intervenaient alors au nom de la nécessaire solidarité au sein du Comité directeur, le secrétaire général adjoint tenant toutefois à souligner que « l'attitude de Tanguy n'a pas été guidé par des motifs personnels ». François Tanguy-Prigent proposa alors de retirer sa signature puisqu'il était trop tard pour retirer de la motion le paragraphe sur le rapport moral. C'est alors qu'Augustin Laurent intervint, en archétype du militant du Nord, ce au nom de la discipline sacrée du parti pour observer : « Le parti est très malade puisque l'on est obligé de constater qu'un homme qui a des responsabilités ministérielles signe un texte qui contient des passages attaquant publiquement la politique suivie par le parti. » François Tanguy-Prigent rédigea alors la déclaration suivante : « Je déclare qu'étant membre du Comité directeur, je ne peux m'associer au passage de la résolution qui recommande de se prononcer contre le rapport moral que j'ai voté au sein du CD et dont je préconise l'adoption en dehors du débat de politique générale. » Daniel Mayer clôtura alors le débat en se contentant de suggérer l'organisation d'une rencontre entre membres du Comité directeur et représentants qualifiés de la motion Mollet réunion de conciliation fixée dans les locaux du *Populaire* le vendredi 2 août, sans résultat concret. Soulignons que le texte de la résolution « Mollet » tel qu'il se présenta à cette occasion – Albert Gazier nous l'ayant procuré – s'avérait sur des passages clefs beaucoup plus « dur » et jusqu'au-boutiste que le texte sur lequel devaient finalement se prononcer les militants, un peu comme si certains des opposants – non pas Guy Mollet plutôt enclin à la synthèse mais Yves Dechezelles et Jean Rous – avaient en la circonstance souhaité rendre tout compromis impossible. Ce fut très probablement à l'occasion de cette réunion que l'opposition au secrétaire général fit des offres de service à Robert Verdier.

Indubitablement, lors de cette séance du Comité directeur, Daniel Mayer a commis une lourde erreur tactique en refusant de rédiger et de signer un texte qui aurait été soumis au vote des militants. Il se contenta d'« un mot personnel » publié dans le *Bulletin Intérieur* qui illustra sa position bien défensive : « Si l'on me permet un mot personnel, ce sera uniquement pour regretter que des camarades veuillent donner au vote sur le rapport moral un sens qu'il ne doit pas avoir. Il est inutile et dangereux qu'une épreuve de force ait lieu entre nous au Congrès, devant la presse, *à quelques semaines de l'ouverture de la période électorale*. Je pense que les militants du Parti auront la sagesse et l'amitié de voter pour un texte qui signifie simplement que le Comité Directeur *unanime* a scrupuleusement rempli le mandat que lui ont confié les congrès d'août 1945 et de mars 1946. » Ces mots ne devaient pas peser bien lourd face au déferlement de mécontentements soigneusement flattés par les opposants.

Durant les trois premières semaines d'août se tinrent les congrès fédéraux. En dépit du soutien du Nord, de l'Aude, de la Haute-Garonne, des Ardennes, de l'Oise, du Vaucluse et de la Corrèze, le phénomène de rejet devint vite irrésistible. Dès lors les opposants imposèrent à la direction sortante une discussion séparée sur le rapport moral et sur la politique générale, ce qui fut consigné sur le programme officiel de déroulement du congrès tel que le publia le *Bulletin Intérieur*. C'est là le point capital pour la suite des événements. 380 délégués, représentants 4485 mandats, venus de 97 fédérations – métropolitaines ou de la France d'Outre Mer – vont trancher le conflit. La fédération du Nord dépassait celle du Pas de Calais (327 mandats contre 309), puis venait la fédération de la Seine (216 mandats), des Bouches du Rhône – témoin de la reconstitution menée de main de maître par Gaston Defferre après l'exclusion de Ferry-Pisani – (177 mandats), et la Seine-et-Oise (166 mandats). A elles seules, les cinq fédérations les plus importantes de la SFIO contrôlaient le quart des mandats. Comparé au congrès de 1945, quelques fédérations avaient substantiellement progressé – Bouches-du-Rhône, Creuse, Eure-et-Loir, Haut-Rhin –, mais dans au moins un tiers des départements la chute des effectifs étaient

notables, et plus particulièrement sensible dans le Sud-Ouest, la vallée de la Loire, le Centre et le Midi languedocien, la palme en cette région revenant sans conteste à la fédération du Gard qui ne comptait plus que 4 900 membres contre plus de 8 000 l'année précédente.

Le congrès de la Mutualité

Dès la première journée du Congrès, le 29 août, par 2 975 mandats contre 1 365 et 145 abstentions, le rapport moral fut donc repoussé. Si la fédération du Nord par 297 mandats pour, 30 contre avait suivi le secrétaire général sortant, le Pas-de-Calais (291 mandats contre, 18 pour), la Seine (160 mandats contre, 43 pour), la Seine-et-Oise (141 contre, 25 pour), la Gironde (130 contre), les Bouches-du-Rhône (128 contre, 43 pour), les Landes (86 contre), la Somme (80 contre), la Haute-Vienne (76 contre), le Puy-de-Dôme (70 contre, 11 pour) alimentèrent le phénomène de rejet massif. Est-ce à dire que tout était joué ?

Non, car les tenants de la motion Mollet, après avoir bénéficié d'un effet de surprise, étaient probablement minoritaires sur les questions d'orientation politique et par conséquent sur le vote pour la liste du comité directeur, d'autant que pour de nombreux militants le fait de voter contre le rapport moral n'avait pas eu d'autre signification que d'exprimer un mécontentement diffus : il ne s'était donc agi dans l'esprit de beaucoup que d'un avertissement sans frais.

Ainsi, le Nord et le Pas-de-Calais étaient unis dans la même opposition à la réintégration de celui que Daniel Mayer tenait à qualifier de « résistant de Mexico » alors qu'à l'inverse Gironde et Haute-Vienne, Haute-Garonne et Seine, Loire-Inférieure et Aude (pour ne prendre que les couples opposés sur la décisive question du rapport moral) se prononçaient à l'unanimité pour la réintégration de l'ancien leader de la Gauche Révolutionnaire.

Dès l'ouverture des débats un premier accrochage significatif des ambiguïtés du Congrès s'était produit, qui concernait l'ordre du jour. Le secrétariat du parti invitait les délégués à « la discussion du rapport moral en même temps que celle

de politique générale ». Guy Mollet demanda alors que les discussions ne fussent pas confondues, et que fut respecté l'ordre du jour tel qu'il avait été publié, ce que Daniel Mayer accepta non sans observer que « c'est à la demande de Guy Mollet que le programme a confondu les deux discussions ». Et le secrétaire général de préciser : « Je n'ai pas compris parce qu'on nous a dit : nous votons contre le rapport moral parce que c'est le seul moyen que nous ayons d'accrocher le débat de politique générale. Nous avons alors inscrit à l'ordre du jour à la demande de ces camarades : *Débat de politique générale*. Malgré cela, les considérants de la Résolution qu'on a appelé du nom du principal de ses signataires, Guy Mollet, continuaient à dire que c'était pour des raisons de politique générale qu'il votait contre le rapport moral. Alors nous avons fait cette concession à nos camarades signataires de la résolution Mollet et joint les deux questions. »

Les intervenants se succédèrent donc à la tribune pour expliquer le vote de leur fédération sur le rapport moral. Nulle surprise quant au résultat final, du fait du mandat impératif!

Mais les orateurs parlèrent à peu près de tout, sauf du rapport moral, ce qui permet de mesurer le caractère essentiellement instrumentaliste de l'attaque menée contre le rapport moral.

Jean Rous ouvrit le feu d'entrée de jeu : « Nous payons en définitive la faute qui a consisté pour les partis ouvriers à nous laisser enliser dans des alliances équivoques avec des partis bourgeois sous prétexte d'unanimité nationale ou de tripartisme. » Et s'il précisait qu'il se plaçait au dessus des querelles de personnes et que voter contre le rapport moral ne signifiait pas une volonté de faire du « secrétariat général une sorte de bouc émissaire pour une politique erronée », c'était pour souligner aussitôt que la volonté de « renouveau » incarnée par les tenants de la motion Guy Mollet supposait un « renforcement d'orientation dans les principes et dans la doctrine ». D'où selon lui le fait que « nous avons le choix, ou bien devenir à plus ou moins brève échéance l'otage du catholicisme social qui n'est qu'une couverture du capitalisme... ou bien au contraire, nous devons réaffirmer notre fidélité doctrinale. » Et il concluait que, la politique du Comité

directeur n'étant pas suffisamment imprégnée des conceptions fondamentales de la lutte de classe et certains ayant tendance à les atténuer, « notre parti a donné ce singulier spectacle, pour un parti révolutionnaire, de consacrer l'essentiel de son action au gouvernement et au parlement et de donner l'impression d'être un parti de marieurs et de conciliateurs dénué de toute épine dorsale ».

Cette intervention déchaîna l'ire des blumistes. Ainsi Armand Coquart lui répliqua au nom de la fédération du Nord, en stigmatisant la dénonciation par l'opposition du « prétendu révisionnisme… baptisé de cette manière parfaitement inexacte parce qu'on (Jean Rous et ses amis) adopte une épithète malveillante ». D'ailleurs, poursuivait-il, il n'y avait aucune espèce d'« innovation dans un bouleversement doctrinal qui tendrait à remettre en question les bases fondamentales du socialisme ». Il admonestait les tenants de « je ne sais quel redressement » : « Mais je vous le demande : quel a été le sens de l'effort magnifiquement fécond de Jaurès, si ce n'est de donner au socialisme une assise scientifiquement posée par Marx dans un but historique, de lui donner la volonté d'un humanisme moderne, complet qui poursuive dans la transformation économique de la société et grâce à cette transformation qui poursuive la libération de toute la servitude et l'affranchissement de l'individu. » Et Coquard de préciser que cette « haute et noble conception » donnait à la lutte de classe toute sa place en rappelant que « l'objectif véritable, c'est de dépasser ensuite la lutte de classe, c'est d'établir une société sans classes, qui donnera à l'individu, à chaque individu, les moyens de s'affirmer et de se réaliser librement. Est-ce que c'est cela qu'on qualifierait de socialisme utopique ? Est-ce qu'on prétendrait par hasard renier le socialisme généreux de Jaurès pour mettre en honneur le système autoritaire de Lénine et de ses disciples ? »

De même, Augustin Laurent balaya les arguments de Jean Rous : « Les coalitions électorales, le tripartisme ? Mais, camarades, nous disons aux travailleurs qu'elles sont commandées par les circonstances mêmes. On ne les pratique pas par goût. On les pratique contraints, après une simple analyse des rapports de force.

Et cela aussi, cher camarade Rous, c'est de la dialectique marxiste que de savoir observer et constater qu'un parti comme le nôtre, à certaines périodes de son histoire, est bien obligé de rechercher les moyens de travailler encore pour la classe ouvrière, même en travaillant avec d'autres partis. » Au nom de la très guesdiste discipline, il expliquait : « C'est cela que nous faisons à la Fédération du Nord. Et nous vous disons ceci : vous êtes injustes envers votre parti... Dans le Parti socialiste on pratique aujourd'hui je ne sais quel masochisme de la culpabilité. » Et de dénoncer la pureté doctrinale des opposants : « J'ai entendu Rous dire : le capitalisme se défend par de pseudo nationalisations. Décidément, on entend des choses curieuses depuis un certain temps dans les congrès du Parti socialiste. »

La puissante fédération des Bouches-du-Rhône, bien que rejetant en masse le rapport moral[21] – sous la conduite de Gaston Defferre[22] – tenait à expliquer, au delà de la condamnation de la politique suivie depuis 1945, qu'elle croyait nécessaire de parvenir à une synthèse. En ce sens, elle illustre bien le sentiment moyen des congressistes : « Quelle que soit notre divergence sur le jugement que nous avons à porter, pour l'avenir nous voulons que tout le parti uni, que tous les militants coude à coude partent ensemble demain pour la lutte électorale qui nous attend. »

Inutile de souligner que la première intervention de Guy Mollet et le discours de Léon Blum constituèrent les temps forts de cette journée du 29 août. *A contrario* le discours de Daniel Mayer, et notamment l'éloge de chacun des membres du Comité directeur, ne passa pas auprès des délégués. Mais si Guy Mollet et ses amis semblaient l'avoir nettement emporté, les réactions enthousiastes au discours de Léon Blum soulignaient s'il en était besoin le malentendu : voter contre le rapport moral ne signifiait nullement ni une volonté de changer la direction du Parti, ni même une adhésion doctrinale et idéologique aux

21. 128 mandats contre, 43 pour.

22. À noter comme illustration des ambiguïtés de ce débat, que Gaston Defferre qui s'opposait au rapport moral avait signé un texte commun avec Albert Gazier qui lui soutenait le rapport moral.

positions du maire d'Arras – et encore moins à celles prônées par ses amis de tendance. Dans un pays où existe le suffrage universel, déclarait sous les applaudissements le directeur du *Populaire*, par définition l'action politique suppose l'action parlementaire, si bien que lorsque l'essor d'un parti politique permet à son groupe parlementaire d'occuper une position dominante, alors se pose *ipso facto* la question du pouvoir. Bref, le parti socialiste, sans se renier, peut parfaitement être un parti de gouvernement. Dès lors le vote contre le rapport moral n'était à ses yeux qu'un « alibi moral » une sorte de « mauvaise conscience ». D'où le passage essentiel de l'intervention de Léon Blum, sans aucun doute le plus beau discours depuis le congrès de Tours : « ...Vous avez peur. Vous avez la nostalgie du Parti d'avant la guerre, y compris de ses institutions... Vous avez rétabli le Conseil National. Vous avez commencé à rétablir le jeu des tendances. On voit revenir le mandat impératif... Vous avez peur de la nouveauté jusque dans les alliances politiques... Vous êtres incapables d'imaginer une combinaison qui ne date pas d'avant-guerre et la nostalgie vous ramène à ce passé bien qu'il ne repose plus sur rien. »

Le directeur du *Populaire* pouvait bien se permettre d'ironiser sur ce « raidissement marxiste » qui ne pouvait aboutir qu'à « une coalition du type bloc des gauches ou bloc anticlérical ». Et d'aller jusqu'au bout de sa réflexion dans la péroraison : « Notre époque n'est pas encore celle de la réflexion individuelle, des sacrifices librement consentis. Il faut aujourd'hui des mots d'ordre plutôt que des convictions. Il semble que l'individu veuille se libérer de sa propre liberté comme d'un poids trop lourd. Ce sont des vestiges totalitaires ! Mais on verra bientôt revenir les temps qui sont les nôtres parce qu'ils sont ceux de la Démocratie et de la Justice. »

La volonté de synthèse était donc réelle et elle s'exprima en filigrane lors de la poursuite du débat sur le rapport moral le 30 août. Guy Mollet le sentit bien, d'où la tonalité de son deuxième discours, celui du 31 août, qui ouvrait la voie au compromis dès lors que le Congrès avait choisi la conception humaniste du socialisme, ce dont témoigna le « tabac » réalisé par André Philip défendant la

motion « blumiste ». Voilà pourquoi Guy Mollet, qui s'était fait rabrouer par Augustin Laurent le 29 août[23], dut redéfinir tactiquement le sens qu'il donnait à son orientation marxiste : pour le maire d'Arras il ne s'agissait désormais que de dissiper l'équivoque qui voudrait qu'en votant MRP on vote par là même socialiste humaniste.

Car, pour Guy Mollet la concrétisation de la victoire en termes tactiques passait par l'obtention d'une majorité au Bureau du Parti. D'où, à ses yeux, l'importance de la Commission des résolutions. Pléthorique – 31 membres dont 14 « mollétistes »[24] –, elle siégea sans discontinuer plus de treize heures. Mais, si l'on en croit notamment Yves Dechezelles et le témoignage de Jules Moch recueilli par Jérôme Jaffré, l'essentiel se joua après l'échec d'une sous-commission à quatre qui comprenait d'une part Guy Mollet et Yves Dechezelles, d'autre part André Philip et Jules Moch, directement entre Guy Mollet et Jules Moch.

De sa propre autorité, sans en référer à ses amis de tendance qui se refusaient à tout compromis[25], le député du Pas-de-Calais accepta dans la nuit du 31 août au 1er septembre, après l'échec de la Commission des résolutions, une motion de

23. Qui estimait, très classiquement, qu'il vaut mieux « toujours donner raison au parti » que de lui donner toujours tort, Guy Mollet précisa alors sa pensée : « Nous n'avons pas dit que le parti a toujours tort. Notre force c'est de dire à tout le monde les points sur lesquels nous ne sommes pas satisfaits... Nous prenons l'engagement, même si nous ne réussissons pas à faire prévaloir notre point de vue, à défendre notre parti et à suivre les décisions de ses congrès. » Une fois ce rappel à la très guesdiste notion de discipline réitéré, il concluait en ces termes : « ...Notre autocritique doit amener une victoire du parti sur lui même... L'attitude que nous avons prise va redonner à nos sections ce coup de fouet dont le parti a besoin pour retrouver son enthousiasme. Nous espérons demeurer fidèle à nos anciens, repartir ensemble et marcher à la fois vers la Révolution et vers l'Avenir. »

24. La composition de la Commission des résolutions illustre bien les difficultés. On y trouve 14 signataires de la motion Mollet, 4 du texte Defferre, Philip, Gazier, 5 partisans attitrés de la synthèse, et 8 représentants des autres listes.

25. Témoignage d'Yves Dechezelles, *op. cit.*

synthèse avec les « blumistes » que Jules Moch présenta devant le Congrès. Certes, ce texte prenait bien en considération le texte que Guy Mollet avait soumis au vote des militants. Mais l'ajout d'un bilan justificatif de la politique menée par la direction sortante – et notamment de la participation gouvernementale qualifiée de conforme « à la ligne de conduite que lui dicte ses principes » – et la suppression de toute allusion à la déviation « humaniste » indiquaient un changement d'orientation encore plus accru par ce qui concernait les relations avec les communistes. Si la recherche de l'unité organique était toujours mentionnée comme « objectif essentiel », la résolution mettait néanmoins fin au comité d'entente PC-SFIO dès lors qu'elle considérait désormais que « le Comité directeur du Parti sera seul habilité pour prendre contact avec d'autres organisations ». Il ne subsistait rien non plus de « la profonde réforme » de l'organisation que les opposants avaient appelé de leurs vœux. Mais dans l'esprit du député du Pas-de-Calais, le résultat lui permettait d'être élu au comité directeur en gardant toute ses chances pour le secrétariat général bien que les partisans de la direction sortante fussent majoritaires dans la nouvelle instance dirigeante. Tel était bien le sentiment de Guy Mollet, lui qui quelque vingt ans plus tard devait confier à Roger Quilliot : « J'avais gagné sur le rapport moral… Non, Daniel Mayer avait perdu. J'allais être battu sur le texte d'orientation rapporté par Jules Moch ; j'allais être battu également dans le vote du comité directeur. » Et de fait, assurément significatifs, lors du vote pour le Comité directeur, les mandataires de l'équipe sortante était en moyenne mieux élue que les amis de Guy Mollet. André Philip arrivait en tête, Daniel Mayer en troisième position, suivi de Salomon Grumbach. Guy Mollet, pour sa part, n'obtenait qu'un résultat modeste le plaçant au septième rang. Et de nombreux opposants dont Jacques Piette, Pierre Rimbert, Paul Rivet étaient largement battus. Plus grave, ses amis étaient minoritaires (15 membres sur 31). Il ne s'agissait là que d'un résultat moins paradoxal qu'il n'y semblait de prime abord, dans la mesure où il ne faisait que traduire les rapports de force réels d'un congrès où, sans conteste, Guy Mollet avait bel et bien été battu quant aux choix d'orientations générales.

Qui plus est pour conserver le poste de secrétaire général, les « blumistes » proposèrent la candidature d'Augustin Laurent, patron de la fédération du Nord, homme de synthèse présentant *a priori* toutes les garanties et toutes les qualités nécessaires à un bon secrétaire général. Dans ces conditions, l'élection du député du Pas de Calais comme secrétaire général à l'issue de la première réunion du nouveau Comité directeur était loin d'être acquise.

Pourtant, le 4 septembre 1946 Guy Mollet fut élu secrétaire général contre Augustin Laurent.

Ce jour-là, le comité directeur issu du Congrès de la Mutualité se réunissait pour la première fois. L'ordre du jour prévoyait notamment la désignation de la nouvelle direction de la SFIO. Le premier élément à prendre en compte réside dans l'absence de François Tanguy-Prigent. Faut-il y voir la poursuite de l'incident du 31 juillet? Le véritable débat commença dès lors que Daniel Mayer eut souligné l'urgence du fait de l'échéance liée à la tenue de la Conférence internationale de Bruxelles les 14 et 15 septembre et que Guy Mollet eut suggéré que fut repoussée à la séance suivante l'élection des commissions afin de mieux se concentrer sur l'élection du Bureau. S'engagea alors une discussion sur les structures du Parti, dont chacun s'accordait au reste pour observer qu'elles devaient être réorganisées. Si pour certains, tel Jean Courtois, cette réorganisation devait avoir lieu avant la désignation du Bureau – il faut, dit-il, « fixer les attributions avant de désigner les hommes », Daniel Mayer fit prévaloir une analyse quelque peu différente lorsqu'il déclara : « Le CD doit adopter le principe de cette réorganisation de la structure du parti et la renvoyer au Bureau qui fera à son tour des propositions au CD. » Guy Mollet exposa ce que devraient être selon lui ces nouvelles structures. Il proposa que le secrétaire général soit désormais assisté de deux secrétariats adjoints, lesquels regrouperaient chacun quatre secrétaires. Le premier de ces secrétariats généraux adjoints aurait pour vocation principale de veiller à la propagande du Parti et chapeauterait les secteurs de la documentation, l'éducation, le programme et la presse. Quant au second, dont la mission première toucherait à l'administration du parti, il aurait plus spécifi-

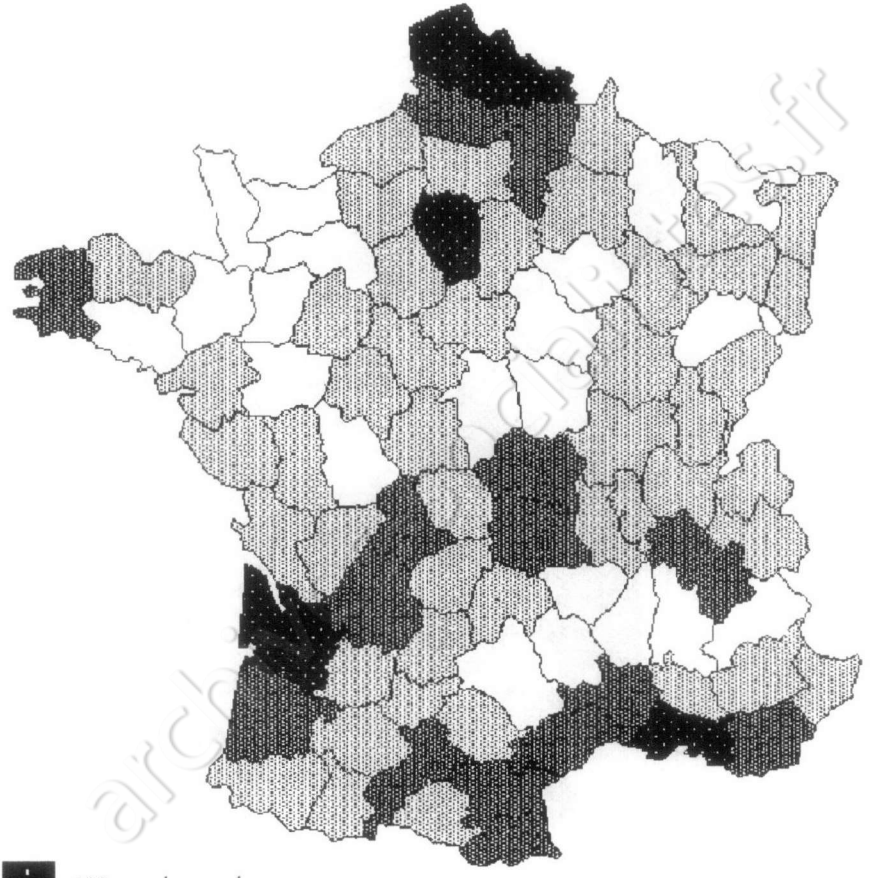
quement en charge les secteurs Jeunes, Femmes, organisation intérieure, associations para-socialistes et Groupes Socialistes d'Entreprise. En outre, ajoutait-il, il lui semblait indispensable qu'existât un secrétariat aux affaires internationales et un secrétariat aux affaires Outre-mer. André Philip fit alors appel aux candidatures pour le poste de secrétaire général. Jacques Priou-Valjean proposa alors la candidature d'Augustin Laurent en soulignant qu'il s'agissait d'un ancien ouvrier manuel qui redonnerait ainsi au Parti « la teinte d'ouvriérisme » qui lui faisait tant défaut. Guy Mollet demanda alors que tous les membres du Comité directeur fussent associés au travail à faire, ce qui lui attira la riposte immédiate de Daniel Mayer : « Tout le monde ne peut pas être au Bureau du Parti. Toutefois il est essentiel que le Secrétaire général et ses adjoints soient d'accord par la pensée. » Pour Jean Courtois la désignation d'Augustin Laurent n'était pas envisageable, ne serait-ce que parce qu'il n'était pas « en état physique d'assurer les obligations » d'une telle charge. Pis encore, ajoute-t-il, « cette désignation serait une erreur psychologique compte tenu de la position prise par la fédération du Nord lors du congrès ». Et il concluait en proposant la candidature de Guy Mollet. Jean Texcier, André Ferrat et Oreste Capocci soulignèrent alors que le Congrès ayant quand même émis un vote il serait bon que le Comité directeur en tint compte. Puis Salomon Grumbach prit la parole. Ce fut le grand tournant où se joua le Comité directeur. L'autorité morale de l'ancien membre du SPD en 1914 s'avérait indiscutable. Partisan de l'unité d'action avec les communistes, il avait soutenu Léon Blum et Daniel Mayer lors du congrès en sorte qu'après la cascade d'interventions « mollétistes », il était le premier « blumiste » à intervenir, ce qu'il fit en ces termes : « Il ne semble pas, dit-il, que l'on puisse tirer de conclusions logiques de l'ensemble du Congrès. Mais – et il s'agit là d'un ajout manuscrit au compte rendu du Comité directeur[26] – il ne serait pas sage de refuser aux camarades qui ont eu la majorité au congrès l'appui le plus entier. » Édouard Depreux monta alors en première ligne afin de tenter de

26. CR sténographique des débats du Comité directeur, archives de l'OURS.

renverser la majorité : « Certes le rapport moral a été repoussé, ce qui constitue un blâme collectif à l'ancien Comité directeur. Mais la motion du Congrès sur les relations avec le parti communiste est contraire aux thèses soutenues par Guy Mollet. » Jean Texcier se référa alors à l'article 10 du règlement et proposa le vote à bulletin secret. Par 16 voix contre 14 à Augustin Laurent, Guy Mollet fut alors élu secrétaire général de la SFIO. La bataille était gagnée, elle n'était pas pour autant terminée. Remerciant les membres du Comité directeur de ce geste de confiance il tint à souligner que « le secrétaire général sera celui de tout le parti et non pas d'une fraction ». Et il proposa tactiquement à Augustin Laurent un des postes de secrétaire adjoint. Devant le refus de l'intéressé, il renouvela cette proposition en direction de Robert Verdier. Il reçut l'appui de Salomon Grumbach, mais l'adjoint de Daniel Mayer, exprimant le point de vue de l'ancien bureau du Parti, refusa en rappelant que Daniel Mayer lors du Congrès avait déjà répondu. L'ancien secrétaire général prit alors la parole : « Pour marquer mon souci de traduire dans les faits l'unité du parti, je souhaite que les trois places de délégués permanents auprès du Bureau du Parti nous reviennent. » D'où la réplique cinglante d'André Ferrat : « Alors vous voulez nous imposer des contrôleurs ! » Par 16 voix contre 14, Yves Dechezelles et Jacques Arres-Lapoque furent élus secrétaires généraux adjoints, chargés respectivement de l'administration et de la propagande. Les incidents oratoires se multiplièrent, notamment entre Jean Courtois et Daniel Mayer qui ne put s'empêcher de souligner « la façon discourtoise de parler du camarade Courtois », et pour y mettre un terme Victor Provo accepta de demeurer Trésorier du Parti, poste qu'il avait préalablement refusé pour marquer sa solidarité entière à l'endroit de l'ancienne direction. Quant à la délégation du Comité directeur auprès du Bureau du Parti elle fut constituée de Daniel Mayer, Robert Verdier et Augustin Laurent, le nouveau Secrétaire général recevant pour sa part mission d'assurer la liaison avec le groupe parlementaire. Enfin, *minimum minimorum*, il fut décidé à l'unanimité que Léon Blum demeurerait Directeur politique du *Populaire*.

FRANÇOIS LAFON

Répartition des mandats par fédération



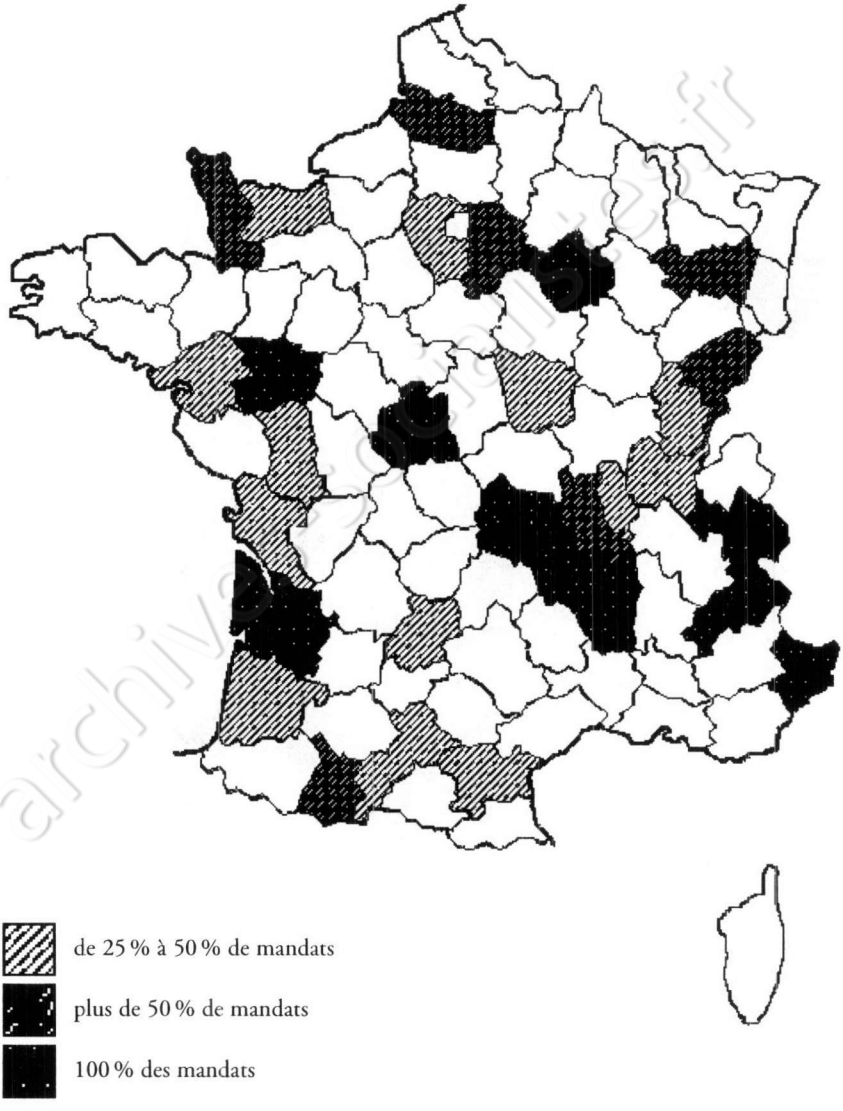
100 mandats et plus

50 à 99 mandats

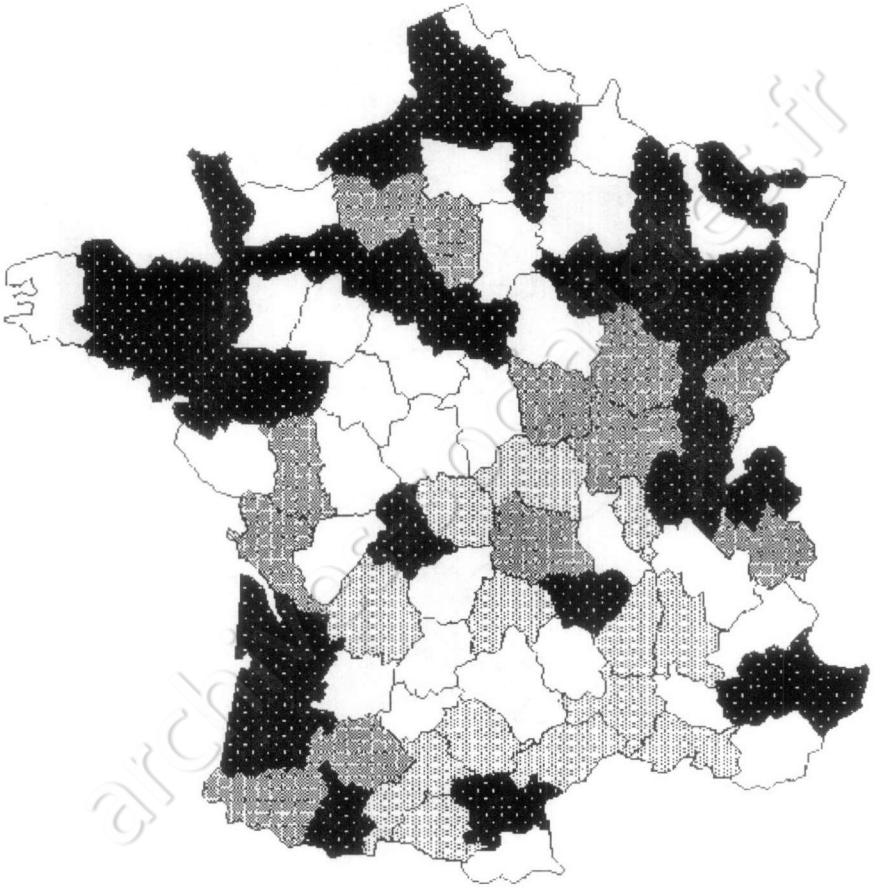
20 à 49 mandats

moins de 20 mandats

Motion contre la participation présentée par la Gironde et les Alpes-Maritimes
Conseil national du 9 juin 1946



Rejet du rapport moral

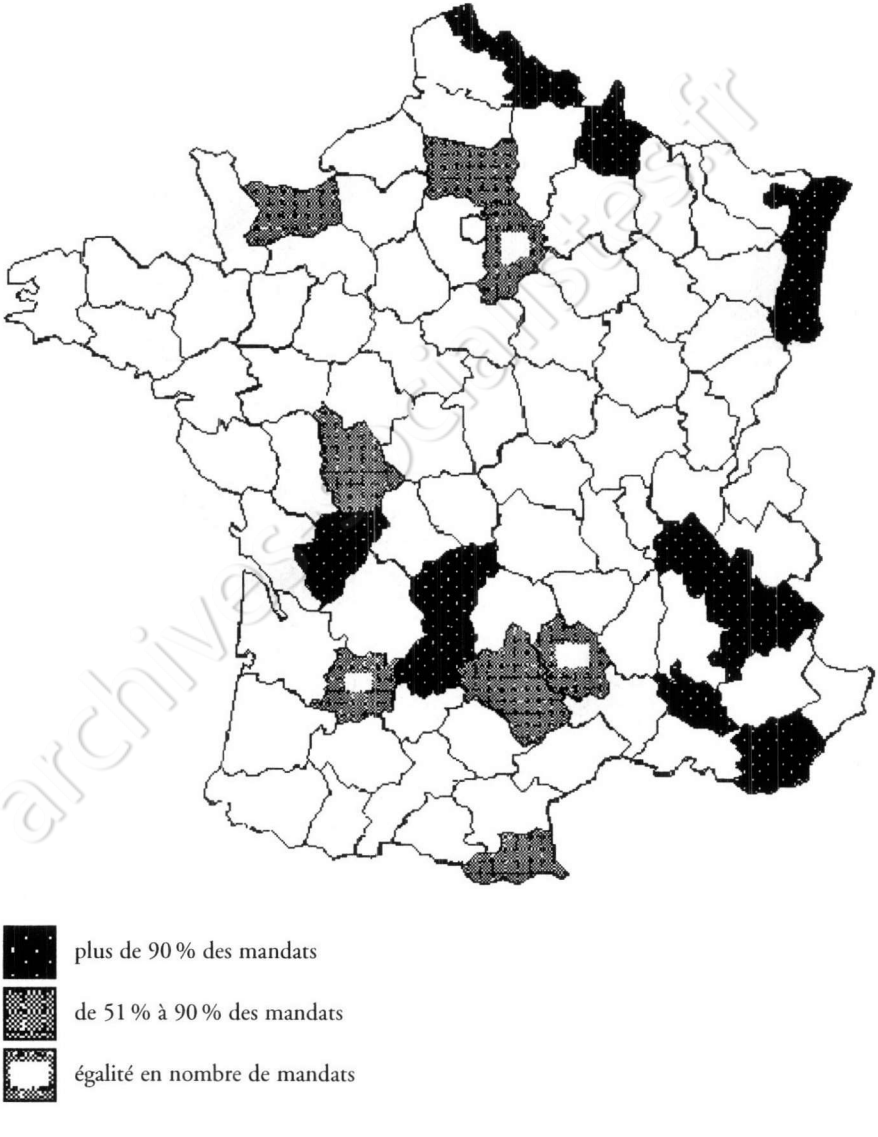


plus de 90 % des mandats

de 75 % à 90 % des mandats

de 60 % à 75 % des mandats

Vote en faveur du rapport moral
Pourcentage des mandats par fédération

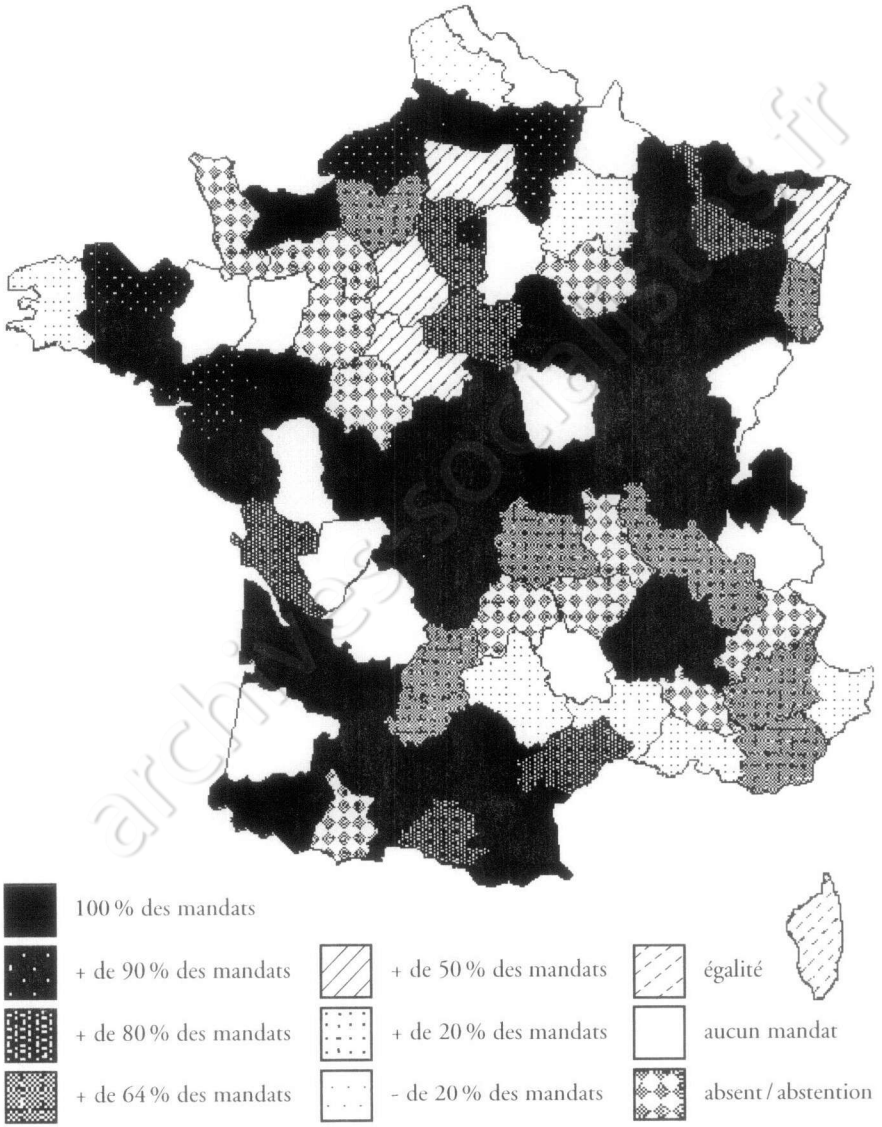


plus de 90 % des mandats

de 51 % à 90 % des mandats

égalité en nombre de mandats

Vote sur la demande de réintégration de Marceau Pivert



archives-socialistes.fr

DOCUMENTS

archives-socialistes.fr

Deux mises au point de Daniel Mayer

Nous reproduisons ci-dessous deux articles de Daniel Mayer, publiés l'un le 5 août 1965, dans Le Monde, *l'autre le 19 août 1965, dans* Témoignage chrétien. *Ils ont trait à la tentative de création à cette date d'un nouveau parti par Gaston Defferre. Mais Daniel Mayer est amené à évoquer, comme l'ont fait d'autres intervenants, la période 1944-1945 ; il rectifie un certain nombre d'erreurs. Pour nous, ces deux articles ont un intérêt majeur : ils mettent en évidence les confusions du débat de 1945 et les erreurs commises par ceux qui l'évoquent.*

R. V.

archives-socialistes.fr

UN POINT D'HISTOIRE

La S.F.I.O. et le « travaillisme » à la Libération

À l'appui de l'idée de « fédération », il a été fait souvent état de projets esquissés à la Libération et il a été dit notamment que la S.F.I.O. songeait alors à se grouper avec la M.R.P. sous le signe du « travaillisme ». M. Daniel Mayer, qui était alors secrétaire général du parti socialiste, rétablit ici la vérité des faits après avoir souligné que vingt ans après l'on a pu confondre le M.R.P. avec l'U.D.S.R.

La « règle d'or » du parti avait été arrêtée, en 1943, dans l'ordre successif, par les responsables des comités habitant Londres, la zone occupée, la zone dite libre. Ceux-ci avaient donné leur approbation unanime à un texte rédigé en avril 1943 à Londres et que j'avais ramené de Grande-Bretagne en mai, à l'issue d'une brève mission. Ce document, publié dans *Le Populaire* clandestin de juin, dessinait les traits essentiels du parti de demain : « L'ouvrier, le paysan, le commerçant, comme le fonctionnaire, déjà confondus dans la bataille commune, y ont leur place, tout comme y ont la leur le militant laïc ou le catholique : croyant épris l'un et l'autre d'un idéal large et humain. »

Voilà qui sonnait étrangement nouveau à l'époque.

Revenu au grand jour, le parti reconstitué reprenait à son compte cette double volonté de fidélité et de novation. La première assemblée de ses cadres, réunie du 9 au 12 novembre 1944, adoptait un texte, rapporté par André Philip, fixant la tactique à suivre en vue des prochaines élections municipales et cantonales. On y recommandait aux sections « de présenter des listes complètes de militants..., chaque fédération étant libre de constituer, dès le premier tour, des listes communes avec les organisations ou partis résistants qui, dans l'esprit d'une libre démocratie, acceptent les principes du socialisme ».

Le congrès devait également mandater le comité directeur « en vue de poursuivre les conversations et de rechercher les possibilités d'accords tant avec le

M.L.N. (Mouvement de libération nationale) qu'avec toute autre organisation animée d'un esprit démocratique et socialiste ».

Dès le 30 novembre, le comité directeur entendait un compte rendu de l'entrevue que sa délégation (Renée-Robert Blum, André Le Troquer, Pierre Lambert, Vincent Auriol, moi-même) avait eue avec les délégués du M.L.N. Il avait été décidé de constituer deux commissions, chargées d'étudier l'une les problèmes de l'unité d'action, l'autre ceux de l'unité organique. Le procès-verbal que j'ai sous les yeux souligne que j'avais affirmé l'intransigeance de la S.F.I.O. sur deux points : doctrine et discipline.

Le même jour, le comité directeur du M.L.N. affirmait « croire à la nécessité de maintenir, vis-à-vis de tous les anciens partis et tendance politiques, l'esprit même qui a fait naître le M.L.N. et qui rassemble tous les Français de la Résistance dans le même désir de révolution et de renouvellement profond dans les institutions et les mœurs politiques, désir qui doit s'exprimer au plus vite dans un programme autonome du M.L.N. ».

Pour ajouter à la confusion, disons que, outre ces pourparlers – qui devaient traîner interminablement –, le M.L.N. menait parallèlement des négociations avec l'O.C.M. et Libé-Nord et aussi avec le Front national tandis que les socialistes avaient constitué un « comité d'entente » avec le parti communiste. Les négociations P.S.-M.L.N. en vue d'une fusion devaient échouer : les représentants du Mouvement refusaient toute référence dans les textes à Karl Marx, Jean Jaurès ou Léon Blum. Il est vrai que l'un d'entre eux était tout bonnement… Jacques Baumel.

En revanche, les rencontres entre délégués des résistants aboutissent. J'y suis naturellement favorable. La seule opposition rencontrée à la S.F.I.O. vient de son aile gauche : Salomon Grumbach, Élie Bloncourt, Andrée Marty-Capgras craignent que l'entente entre la Résistance et le parti ne l'emporte sur l'unité socialo-communiste.

Les difficultés s'aggravent : de temps à autre, la notion de laïcité commence à apparaître dans les ordres du jour. Pour les uns, elle est un sincère problème de fond ; pour d'autres, un simple instrument tactique.

Le 13 juin, sur proposition d'André Philip, le C.D. « suit avec sympathie les efforts… en vue de la constitution d'une Union démocratique de la Résistance… et accepte, sitôt cette organisation définitivement constituée, d'engager avec elle des négociations en vue de l'établissement d'une action commune ».

Le 25 juillet, cette Union est enfin constituée. Elle a même gagné, grâce aux membres de Libération-Nord, un adjectif nouveau : elle est l'U.D.S.R. (Union démocratique et *socialiste* de la Résistance). Lorsque je donne connaissance de son manifeste inaugural, Gaston Defferre fait préciser que l'unité d'action ainsi conclue entre P.S. et U.D.S.R. « *n'est pas contradictoire avec l'unité d'action conclue avec le parti communiste* ».

L'U.D.S.R. s'avère rapidement hétérogène : quoi de commun entre ceux dont le socialisme n'est pas douteux et ceux qui viennent de rejoindre ses rangs, parmi lesquels MM. Colonna et… René Capitant ?

Au retour de Léon Blum

Déporté jusqu'en mai, Léon Blum est à son retour totalement d'accord avec l'action entreprise. Il le dit, le 13 août 1945, au 37e congrès de la S.F.I.O. : « Si, pour ma part, j'ai appuyé de tout mon crédit, de toute mon influence auprès de mes amis, les contacts, devenus des ententes, entre le parti socialiste et les mouvements de résistance, c'est pour un double objet. D'abord parce que je voyais dans ces négociations et dans ces ententes les moyens d'assurer ce qui me paraît la condition vitale d'une vie démocratique en France, ce sans quoi la démocratie nous paraîtrait gravement menacée et compromise, c'est-à-dire la loyauté des attitudes et, quand il le faut, des alliances. J'y voyais le moyen d'arriver à une reproduction plus exacte, plus claire, plus franche des différentes familles politiques et sociales… J'y voyais en même temps une des formes de renouvellement interne du parti dont j'ai toujours senti… la nécessité. »

On a remarqué que, à aucun moment, il ne s'est agi du M.R.P.

Certes, des militants venus du christianisme, d'autres venus du socialisme, s'étaient courageusement rencontrés, durant la guerre dans Libération-Nord, qu'ils avaient fondé ensemble : Gaston Tessier et Paul Verneyras, Henri Ribière et Jean Texcier, et, syndicaliste, Charles Laurent, avec beaucoup d'autres...

Dans leur cercle existait sans aucun doute le désir de poursuivre en commun une partie des tâches qui demeuraient à remplir. Il n'empêche que, la Libération venue, chacun avait rejoint son parti politique. (Quoique s'intitulant « Mouvement », il est bien évident que le M.R.P. avait déjà toutes les caractéristiques d'un parti.) Jamais, hors quelques conversations personnelles, quelques souhaits individuels, n'a été sérieusement envisagée la constitution de quelque organisation ou organisme commun aux deux partis.

Justifiant les listes communes entre P.S. et U.D.S.R., Léon Blum rappelait (*Populaire* du 31 août) que les mouvements d'inspiration socialiste, en se fédérant, « ont accepté les éléments essentiels » du programme du parti. Le lendemain, il expliquait : « Pourquoi l'U.D.S.R. ? Pourquoi elle seule ? »

Les raisons qu'il donnait étaient certes peu encourageantes : « On avait tendu à l'union de toutes les forces vives de démocratie et de résistance ; on avait obtenu une confusion équivoque où personne ne se reconnaissait plus. »

La coexistence des partis et des mouvements était une des causes de ce désordre, mais aussi le caractère hétérogène des mouvements. Et Léon Blum regrettait qu'un effort de même ordre que celui fait par les socialistes ne l'ait pas été par les autres familles politiques. Il énumérait celles-ci : *communiste, radicale, modérée, de type chrétien social.*

Résumons-nous : *la tentative de fusion entre résistants et socialistes n'a jamais visé que des hommes et des femmes se réclamant de la pensée du socialisme ; jamais rien n'a été esquissé pour nouer des liens identiques entre membres du M.R.P. et de la S.F.I.O. Sur ces deux points, il n'y a eu aucun désaccord entre Léon Blum et le secrétaire général du parti de l'époque.*

Daniel MAYER, *Le Monde*, 5 août 1965

C'ÉTAIT HIER

La mémoire leur a manqué

Les débats sur la tentative démocrate-socialiste de Gaston Defferre ont conduit à certaines erreurs qu'il convient de réparer.

Le récent débat concernant la création d'une « fédération » groupant, entre autres, le M.R.P. et la S.F.I.O. a suscité de nombreux discours et articles. Quelques-uns avaient pour seule référence des souvenirs. On connaît la fragilité de la mémoire. C'est dire que plusieurs erreurs sont à relever dans ce qui a été dit ou écrit.

Je me suis abstenu de le faire lorsqu'une mise au point aurait pu donner l'impression d'une participation à un débat auquel j'entends demeurer étranger.

Les confusions sont d'ailleurs d'inégale importance.

1. Selon *Candide* du 7 juin, Gaston Defferre raconterait son « premier accrochage » avec Guy Mollet de la façon suivante : aux élections de 1946, celui-ci, secrétaire général du Parti socialiste, se serait opposé à la candidature de Leenhardt (d'ailleurs prénommé Roger, alors qu'il s'agit de Francis) comme second de liste à Marseille. L'entêtement de Defferre réussit à imposer celui qui était alors représentant de l'U.D.S.R. Or, il s'agissait des élections du 21 octobre 1945. C'est moi qui étais alors secrétaire du Parti. Nous décidâmes à l'unanimité la dissolution de la fédération des Bouches-du-Rhône (dont certains éléments voulaient imposer la candidature de Ferri-Pisani). D'un commun accord, Félix Gouin fut désigné pour la reconstituer. Guy Mollet n'appartenait pas au comité directeur. Il ne devait accéder au secrétariat qu'en août 1946. Dans l'intervalle, Francis Leenhardt avait été réélu, cette fois comme S.F.I.O., aux élections du 2 juin.

2. Autre erreur de Gaston Defferre : selon *Le Monde* du 5 juin, il a déclaré devant le congrès de Clichy que le mouvement de résistance M.L.N. aurait, en

1943, proposé au comité directeur clandestin du Parti socialiste la formation à la Libération d'un grand parti travailliste : « J'ai soutenu cette proposition », dit-il, « j'ai été battu de justesse par Daniel Mayer, qui voulait à tout prix conserver la S.F.I.O. telle quelle. »

Deux brèves observations s'imposent : tout d'abord, le M.L.N. a été constitué en décembre 1943 par la fusion des M.U.R. (Mouvements unis de Résistance) avec « Lorraine », « Défense de la France » et d'autres. Pouvait-il être en état de faire, le mois même de sa naissance, des propositions de cette importance à un Parti politique ? Ensuite, Gaston Defferre présente l'éventuelle discussion comme s'étant déroulée au grand jour, alors qu'il la situe lui-même en pleine période clandestine. Il n'y a jamais eu de votes à cette époque au Comité directeur, mais effort de persuasion réciproque si, d'aventure, nous n'étions pas tous d'accord sur tel aspect de l'action à entreprendre. Outre l'erreur de fond, l'anachronisme est évident.

3. Dans *L'Express* daté de 31 mai-6 juin, Georges Izard rappelle ses propres initiatives en faveur d'un Parti travailliste. Mais, au fil de la plume, et, j'en suis convaincu, avec la plus entière bonne foi, il mêle U.D.S.R. et M.R.P. Il imagine ainsi une opposition entre Léon Blum et moi. En réalité, nous étions d'accord pour une union pouvant aller jusqu'à la fusion entre tous les éléments de la résistance se réclamant du socialisme. Nous étions également d'accord pour préserver l'entente imposée par l'arithmétique parlementaire, la nécessité de former un gouvernement, de poursuivre la guerre et de reconstruire le pays entre le M.R.P. et la S.F.I.O.

4. Chemin faisant, l'ancien député de Meurthe-et-Moselle présente Guy Mollet en 1945 comme « se préparant à enlever le secrétariat du Parti socialiste », alors que chacun sait la surprise que fut, un an après, pour Guy Mollet, sa victoire.

5. Georges Suffert, dans le numéro suivant du même hebdomadaire, commet la même double erreur : confusion entre M.R.P. et U.D.S.R., rôle et pensée de

Léon Blum. Il va jusqu'à opposer le leader du Parti à ce qu'il appelle « la règle d'or de la fidélité à la vieille maison », alors que cette dernière expression est justement celle utilisée par Léon Blum, en 1920, au Congrès de Tours.

Détail curieux : une partie de ceux qui affirment aujourd'hui que j'étais en 1945 hostile à un « Parti travailliste », dont ils définissent contradictoirement d'ailleurs les contours, se recrute parmi ceux qui, en 1958, lors de la tentative de créer l'U.F.D. (Union des forces démocratiques), m'accusaient de vouloir le ressusciter et de prendre ainsi une revanche politique sur ses opposants d'alors.

Il n'est décidément jamais bon de se fier à sa seule mémoire. Il est vrai que le temps explique certaines fausses interprétations… comme l'explique aussi l'ardeur à vouloir faire triompher une cause, elle, plus récente.

Daniel MAYER, *Témoignage chrétien*, 19 août 1965

archives-socialistes.fr

Le parti socialiste et l'Église catholique

Les trois textes que nous reproduisons ci-dessous se rapportent aux relations, traditionnellement conflictuelles, entre le parti socialiste et l'Église catholique. Ils sont de dates différentes. Le premier a été publié en 1929. Léon Blum y exprime son intérêt pour un parti italien, fondé par un prêtre, Don Sturzo, représentatif de milieux populaires catholiques attachés à la démocratie et aspirant à la réalisation de réformes sociales. Cet article n'a pas été reproduit dans L'Œuvre *de Léon Blum (neuf volumes, éditions Albin Michel). Les deux autres textes ont été publiés au lendemain de la Libération : un article de François Mauriac dans* Le Figaro *du 16 novembre 1944, la réponse faite dans* Le Populaire, *au nom du parti socialiste par Robert Verdier, alors secrétaire général adjoint.*

Léon Blum a-t-il espéré, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, que le MRP serait un parti à l'image de celui de Don Sturzo, dont il avait déploré la persécution par Mussolini ? C'est probable. Et sans doute certains des fondateurs du MRP avaient les mêmes espérances. La lutte contre le fascisme avait multiplié les contacts entre eux et les résistants de la gauche traditionnelle. Mais ces espoirs ont été assez vite déçus. Le MRP s'est trouvé « lesté » par une partie de son corps électoral qui le considérait comme un parti refuge : une droite qui n'osait pas s'affirmer en tant que telle, paralysée par le discrédit du pétainisme. De surcroît le MRP s'est fortement engagé dans le combat pour le maintien des subventions aux écoles catholiques que toute la gauche considérait comme un héritage du régime de Vichy. Il faudra donc encore du temps et d'autres épreuves pour surmonter ce clivage hérité des luttes politiques du dix-neuvième siècle et du début du vingtième.

Le règlement de la question romaine

Une puissance de contre-révolution

Comme suite à une réflexion d'hier, je voudrais attirer l'attention sur un autre aspect des événements de Rome.

Il existait en Italie, depuis la guerre, un grand parti catholique analogue, sous bien des rapports, au Centre allemand, qui compta même à certains moments le groupe le plus nombreux de la Chambre. Il s'appelait le Parti Populaire. Que devient-il ? Quel compte en a tenu le Saint-Siège en traitant avec Mussolini ?

Dirigé par un prêtre italien du nom de Don Sturzo, le parti populaire avait groupé et organisé presque tout le petit clergé d'Italie, une grande partie des masses paysannes de la vallée du Pô et de l'ancien royaume de Naples. Comme le centre catholique allemand, il recrutait une grande fraction de ses adeptes dans des milieux purement prolétariens. Il était d'essence démocratique ; sur bien des points son programme et sa propagande rencontraient le programme et la propagande socialistes. Mais au moment de la marche sur Rome, précisément parce qu'il était un parti démocratique et social, il avait pris délibérément position contre le fascisme. Mussolini l'avait, en retour, traité avec la même brutalité furibonde que le parti socialiste lui-même. Il avait brisé ses organisations, réduit ses militants par la violence ou la terreur, obligé ses chefs à l'exil. Don Sturzo est réfugié aujourd'hui encore à Londres. Miglioli, qui avait représenté dans le parti l'extrême démocratie paysanne, recevait encore tout récemment l'hospitalité de la France.

Le malheureux parti populaire était cependant un parti essentiellement confessionnel. Son unité tenait à l'unité même de la foi, à l'unité même du dogme. Ses cadres étaient presque entièrement ecclésiastiques. Comme il revendiquait sa liberté d'action vis à vis du fascisme, Mussolini l'a traqué et dispersé. Mais en traitant avec Mussolini, le Saint-Siège a-t-il du moins exigé les réparations dues ? A-t-il stipulé l'amnistie pour les militants persécutés, pour les

chefs bannis ? A-t-il fait reconnaître au parti populaire la liberté d'action qu'il revendiquait pour les congrégations régulières ? S'est-il seulement souvenu qu'il existait encore, il y a cinq ou six ans, un grand parti catholique, soumis à son autorité, travaillant pour la plus grande gloire de l'Église ? Pas le moins du monde. C'est la répression mussolinienne que le Saint-Siège a amnistiée. Il a passé l'éponge. Il n'a pas élevé la voix pour les serviteurs malheureux des jours difficiles. Les populaires restent soumis à la tyrannie fasciste ; Don Sturzo reste en exil.

Pourquoi ? Comment justifier cet abandon, ce reniement ? On en est réduit, hélas ! à chercher l'explication dans le caractère trop farouchement démocratique des populaires. Parti purement catholique, sans doute, mais fait de petits prêtres et de petites gens, orienté vers la justice et l'égalité, suspect par conséquent à toutes les hiérarchies, aux grands dignitaires de l'Église comme aux privilégiés du régime social. L'Église lui jette aujourd'hui la dernière pelletée de terre, de même qu'elle a successivement comprimé et éliminé toutes les autres formes de démocratie chrétienne et de socialisme chrétien. C'est ce qui fait son erreur et son malheur, depuis plus d'un siècle, à de bien rares exceptions près et sauf de bien rares intervalles. Elle condamne ou annule toutes les entreprises novatrices qui auraient fait entrer la foi chrétienne en contact avec les revendications prolétariennes, elle tend à perpétuer l'oppression de ces forces populaires qu'elle sait cependant appeler à elle aux heures de péril et de soi-disant persécution ; elle confond les intérêts de la Religion avec ceux de la Réaction politique et du conservatisme social. Son action se déploie ainsi à contre sens du mouvement nécessaire des choses ; elle apparaît comme une puissance de contre-révolution… Rien de tout cela n'est nécessaire ; rien de tout cela n'est imposé par le dogme, et bien au contraire ; rien de tout cela n'est nécessaire aux intérêts de la propagande et de la hiérarchie. Ce n'est rien de plus qu'une tradition politique perpétuée par une oligarchie dirigeante, mais qui se traduit par des actes, et qui appelle par conséquent des actes de défense et de rétorsion.

Léon BLUM, *Le Populaire*, 15 février 1929

Socialistes et Chrétiens

L'offre d'alliance des socialistes aux démocrates-chrétiens a suscité de vives réactions : le vieux prurit anticlérical travaille encore certains épidermes. C'est toujours à propos de l'école et de tout ce que recouvre le mot de laïcité que risque de se rallumer la bataille. Certains semblent même, et c'est le plus grave, remettre en question la liberté d'enseignement.

Le jour où ces problèmes se poseront, tout dépendra de l'esprit dans lequel ils seront abordés. On les résoudra aisément si, de part et d'autre, existe un sincère désir d'entente. Mais la haine partisane refoulée risque d'y trouver aussi une occasion de s'épanouir : alors tout recommencera comme aux plus beaux jours. Il faudrait que chacun des deux partis acceptât de repenser les problèmes. C'est ce qu'il est le plus difficile d'obtenir des hommes, une fois la jeunesse passée. Les idées sont alors en nous une lave refroidie et qui ne changera plus.

Mais la tragique et magnifique histoire que nous vivons nous oblige à cet effort, et nous y aide. Les socialistes qu'inquiète ce projet d'alliance avec les chrétiens croient peut-être ne haïr que le cléricalisme. Au vrai, leur passion a de plus profondes racines. Sans être liés à l'orthodoxie marxiste comme le sont leurs frères communistes, il est vraisemblable que pour beaucoup de militants socialistes, la critique de la religion a dû précéder toute critique. Ils ne doutent pas que l'homme religieux n'appartienne à une espèce inférieure et mal évoluée. Ils estiment que le croyant ne s'est pas encore trouvé, ou qu'il s'est déjà reperdu. Sa prière est le signe de son impuissance : c'est un faible, un infirme qui a besoin d'opium, et il lui en reste toujours assez pour en abrutir le peuple. Le matérialisme absolu développe chez beaucoup de marxistes, à l'égard de tous les « spirituels », une méfiance qui va jusqu'au mépris, un mépris qui va parfois jusqu'au dégoût. S'ils confondent religion et cléricalisme, c'est qu'à leurs yeux les idées et les dogmes ne sont que les reflets des intérêts et des besoins de l'Église.

C'est sur ce point que nous demandons aux socialistes, comme d'ailleurs aux communistes, de tenter un effort, de remonter le courant de leurs préjugés, de considérer avec des yeux nouveaux ce que la foi dans le Christ, ce que l'Espérance chrétienne a apporté au monde – ce que le monde serait si le Christ n'était pas venu. Nous le leur demandons avec instance, avec un désir passionné d'entente : qu'ils considèrent qu'un saint Augustin, un Pascal, un Newman, un Claudel appartiennent à une famille d'esprits avec lesquels ils devraient être fiers d'avoir partie liée pour cette grande tâche qu'est la transformation d'un monde où l'homme a toujours été dégradé et asservi. Pour eux, l'homme n'a d'autre dieu que l'homme. Aux yeux des chrétiens, sa destinée est quasi divine. Mais ces deux croyances peuvent se conjoindre dans un effort commun pour que le règne de la justice arrive sur la terre. Que leur importe que nous ajoutions, nous, chrétiens, « comme au ciel » ? Que leur importe que cette justice dont ils veulent établir le règne ait pour nous un autre nom, qu'elle ait un visage adoré, qu'elle soit Quelqu'un que nous aimons plus que nous-mêmes ?

Quant aux catholiques, si souvent injustes eux aussi (à l'égard des instituteurs surtout), c'est leurs méthodes qu'ils devront peut-être renouveler. Cette exigence qu'ils eurent toujours de détenir une jeunesse, élevée à part, et qui soit leur bien propre, il ne nous appartient pas ici de la discuter, et il se peut qu'elle ne soit pas discutable. Mais c'est un fait que dans certains collèges religieux, le Christ n'était pas cet ami que nous avions choisi contre vents et marées, mais une relation qu'on nous imposait, j'oserai presque dire : une habitude à laquelle nous nous soumettions. Nous étions élevés en vase clos. Le souci dominait nos éducateurs de nous épargner tous les contacts : les mauvais maîtres, les mauvais livres, les mauvaises compagnies nous menaçaient de toutes parts. Cette terreur de la contagion ne témoignait-elle pas d'un certain manque de foi dans la force de nos principes, dans l'efficacité de la Grâce ? Nous étions protégés, suivis le plus loin possible, et bien au-delà du collège. Il ne s'agit pas de critiquer ici ce scrupule de maintenir un jeune être dans le climat spirituel favorable à l'état de Grâce. Mais, de gré ou de force, les militants de l'Action catholique, en 1944, sont

appelés à vivre plus dangereusement : plus que jamais le royaume du ciel appartiendra aux violents.

Nous sommes persuadés que l'apostolat catholique se développera de plus en plus en pleine pâte humaine, dans les grandes Écoles, dans les Écoles normales, dans les Lycées comme au sein des ateliers et des syndicats. Les chrétiens d'élite se forgent au feu de la contradiction et de la persécution même, parmi des camarades indifférents ou hostiles. Seules, les minorités sont ferventes. Un aumônier de Lycée, à la hauteur de sa sublime tâche, et qui donnerait à des milliers de jeunes Français l'exemple de cette merveille : la sainteté unie à l'intelligence, pourrait faire pour la cause du Christ plus que tout le personnel réuni, s'il est médiocre, d'une école libre.

C'est ici une opinion personnelle et il n'appartient qu'à nos chefs spirituels de fixer les positions que nous devons défendre et maintenir coûte que coûte; mais nous souhaitons passionnément, comme catholique et comme Français, que la laïcité ne demeure pas l'éternelle pierre d'achoppement contre laquelle se brisera l'effort des meilleurs, parmi les socialistes et parmi les chrétiens. Seul un grand parti socialiste, un grand parti « travailliste », ouvert aux catholiques de bonne volonté consacrerait aujourd'hui l'unité française. Les communistes, les premiers, devraient en souhaiter la formation. Car l'inquiétude qu'ils inspirent, les méfiances qu'ils suscitent parfois viennent de ce qu'ils ont jusqu'à ce jour le seul grand parti organisé.

Notre réconciliation, les fils de France la scellent de leur sang. Qu'elle devrait nous paraître facile, cette victoire sur nous-mêmes, sur nos passions partisanes, au prix de ce sacrifice – hélas ! irréparable – de l'élite française, dans les forêts glacées, au seuil du pays maudit !

François MAURIAC, *Le Figaro*, 16 novembre 1944

Nous remercions la famille de François Mauriac qui nous a autorisés à republier cet article.

La confrontation entre chrétiens et socialistes

Monsieur François Mauriac pense que, dans la querelle qui a toujours divisé chrétiens et socialistes, il y a eu, comme on dit familièrement, des torts des deux côtés et que les excès de fanatisme et de sectarisme ont été partagés. Il dit leur fait aux uns et aux autres.

D'abord aux socialistes qui auraient commis l'erreur de croire que « l'homme religieux appartient à une espèce inférieure et mal évoluée et de le considérer avec une méfiance qui va jusqu'au mépris, un mépris qui va parfois jusqu'au dégoût ». Peut-être en effet y a-t-il eu quelques maladresses et quelques excès dans la propagande anticléricale des socialistes.

Encore faut-il rappeler qu'on peut trouver leur explication dans l'attitude politique que l'Église avait adoptée dans le passé : trop souvent elle était apparue comme une alliée des puissances de conservation sociale. Qu'on se rappelle cette bourgeoisie orléaniste passant du voltairianisme à la dévotion et, à la fin du XIXe siècle, le catholicisme si mesquin d'un Ferdinand Brunetière. Les socialistes tentent aujourd'hui d'établir de nouveaux rapports parce qu'ils croient apercevoir une évolution chez beaucoup de chrétiens. Car enfin le socialisme a toujours proclamé son respect absolu de toutes les croyances et s'est efforcé, comme le rappelle la résolution de notre dernier congrès, de ne pas confondre la foi et le cléricalisme. Pour connaître la pensée socialiste, ce n'est pas à M. Homais qu'il faut se référer, mais aux *Essais socialistes* de Vandervelde, ou à Jaurès, si large, si généreux, si humain.

Pourquoi n'y a-t-il jamais eu de conflit aigu entre les protestants et nous ? C'est que l'Église réformée, loin d'apparaître comme une force de conservation, a toujours accepté les lois républicaines, en particulier les lois laïques.

Et cela nous amène tout naturellement au problème si délicat de l'école. On ne saurait le traiter en quelques phrases. Et cependant comme il paraît déjà plus

simple grâce à l'article de M. François Mauriac ! Oui, ce qui a toujours heurté les socialistes et tous les républicains, c'est bien « cette exigence de détenir une jeunesse élevée à part », cette sorte de sécession permanente au sein de la nation. Oui, cette crainte ombrageuse de contact avec les incroyants est bien un manque de foi. Du moment où les catholiques reconnaîtraient qu'en effet « les chrétiens d'élite se forgent au feu de la contradiction », alors il deviendrait aisé de rassembler la jeunesse française dans les mêmes écoles où les croyants sauraient que leur foi sera respectée, où les incroyants ne craindraient pas que l'enseignement fût mis au service d'un dogme, où enfin la diversité des tempéraments et des doctrines serait la meilleure garantie de l'indépendance de l'université à l'égard des confessions ou de la politique des gouvernements qui passent.

Monsieur François Mauriac nous montre ainsi la voie de cette « réconciliation des fils de France » que souhaite l'immense majorité de nos concitoyens.

Une seule chose diminue un peu notre satisfaction et suscite en nous quelque appréhension : certaines réserves, l'insistance à dire qu'il ne s'agit que d'une opinion personnelle, semblent indiquer que Monsieur Mauriac craint de ne pas être suivi. Il serait bien regrettable qu'une pensée si loyale et si hardie dût finalement s'aligner au niveau de ceux qui ne savent pas se libérer des préjugés tenaces, du conformisme et de la peur.

Robert VERDIER, *Le Populaire*, 25 novembre 1944

archives.socialisme-fr

archives-socialistes.fr

Actualité de Léon Blum

Le Dernier mois, Arléa, 2001, 94 p., 75 F

Sous ce titre avait été publié en juillet 1946 par les éditions Diderot le bref récit fait par Léon Blum des déplacements difficiles qui l'ont conduit, toujours aux mains de la soldatesque nazie, de Buchenwald aux Alpes italiennes, où des partisans italiens et des éléments de l'armée américaine l'ont rendu à la liberté. Ce texte a été reproduit dans le volume 1940-1945 de *L'Œuvre de Léon Blum* (Albin Michel). Mais le petit livre de quatre-vingt-dix pages était devenu introuvable. C'était fort regrettable, car ce récit n'est pas seulement un document historique : c'est aussi une belle réussite littéraire. Une maison d'édition, Arléa (16 rue de l'Odéon, 75006 Paris), a eu l'heureuse idée de le rendre à nouveau facilement accessible.

R. V.

Thérèse et Léon

En décembre dernier, FR 3 a diffusé un beau film de Claude Goretta intitulé *Thérèse et Léon*. Il s'inspirait de la vie de Thérèse et de Léon Blum au moment du Front populaire. Thérèse Pereyra, « grand amour et seconde épouse de Léon Blum » (Jean Lacouture), liée à un milieu d'artistes et d'intellectuels (son beau-frère Paul Dukas, Cécile et Paul Grunebaum-Ballin, etc.), fut une militante passionnée, avec « beaucoup d'esprit, de l'entrain, de la gaieté ». Elle joua un rôle important aux côtés de son mari. Atteinte d'un cancer et déjà bien malade au printemps 1936, elle mourut le 22 janvier 1938. Son rôle est interprété avec beaucoup de sensibilité par Dominique Labourier tandis que Claude Rich campe un Blum saisissant de vérité. Produit par Jacques Kirsner et accompagné par une musique de Marc Marder, le film est réalisé à partir d'un scénario et de dialogues écrits par l'historien Jean-Michel Gaillard, ancien collaborateur du président Mitterrand et biographe de Jules Ferry.

R. V.

Marie-Louis Roth-Zimmermann, *Je me souviens de Schelklincen*, Éditions La Nuée bleue, DNA, 2000, Strasbourg.

Marie-Louise Zimmermann, devenue universitaire, spécialiste de l'écrivain autrichien Robert Musil, avait seize en 1942, lorsqu'elle fut arrachée avec ses parents par la police nazie à sa ville de Bischwiller et transférée dans un camp du Wurtemberg où se trouvaient rassemblés des ressortissants de divers pays européens que les nazis considéraient comment décidément inassimilables. Le régime de ces camps était moins cruel que celui du camp où étaient rassemblés les résistants et les juifs des territoires occupés. Mais ces réfractaires étaient soumis à des brimades destinées à briser leur « mauvais esprit ». Marie-Louise Zimmerman a fait, en termes simples, le récit très évocateurs de ces épreuves.

R. V.

Le Parti socialiste entre Résistance et République, sous la direction de Serge Berstein, Frédéric Cépède, Gilles Morin, Antoine Prost, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, 360 p., 230 F.

Sur un sujet voisin de ce *Cahier Léon Blum*, « le parti socialiste dans la société française de la Libération à la Guerre froide (1944-1948) », s'est tenu en octobre 1998 un colloque dont les actes viennent d'être édités sous la direction de Serge Berstein, Frédéric Cépède, Gilles Morin et Antoine Prost. Ce colloque était conjointement organisé par les équipes universitaires de Paris I, de Sciences Po et de l'OURS. Les communications de la trentaine de participants, les meilleurs spécialistes des questions étudiées, permettent de réunir une impressionnante masse documentaire et d'analyses sur ce tournant du socialisme contemporain. Ce livre est désormais incontournable sur la période, mais il n'offre évidemment pas une homogénéité de perspectives. Plusieurs intervenants se situent dans l'horizon d'une occasion manquée pour le socialisme français, d'un échec de ce parti qui se croyait « le maître de l'heure » pour reprendre une formule célèbre de Léon Blum. Il n'est pas contestable que la situation de la SFIO, et, plus généralement, des aspirations dont elle était porteuse, évolue considérablement entre 1944 et 1948, et que les promesses de la Libération

débouchent vite sur une réalité tragique. Mais il est justement alors un peu dommage que l'horizon international ne soit pas mieux pris en compte par le colloque et qu'aussi ne soit pas traitée de manière plus explicite la question du découpage et du regroupement de ces quatre années. On peut aussi adhérer à la vision optimiste de cette période que propose Daniel Lindenberg : « L'idée socialiste démocratique a donc connu une période faste à la Libération. La guerre froide, en la soumettant au pilonnage du Parti communiste, la mettra à rude épreuve. Mais elle sortira victorieuse de cette confrontation, et résistera également à la tentative gaulliste de la marginaliser. Cela doit être dit pour considérer d'un œil neuf une époque qui n'était ni le triomphe annoncé, ni un chant du cygne. » À condition d'ajouter que dans les années de la Libération et les deux décennies qui ont suivi, la réponse du socialisme français à la demande de décolonisation, un des phénomènes majeurs de la période, demeure un point de débat difficile, qu'il convient, en pensant aussi aux enjeux du XXIe siècle, de ne pas passer sous silence. En tout cas, sur le parti socialiste, son insertion dans le jeu politique et la société française, ce livre collectif fait le point de manière magistrale et éclairante.

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr

In memoriam

Roger PRIOU-VALJEAN (1912-1999)

Roger Priou, « Valjean » dans la Résistance, était entré dans les années 1930 comme rédacteur au service du contentieux des assurances sociales après avoir suivi des études de droit. Il militait à la SFIO et à la CGT, mais ce fut pendant la guerre qu'il se révéla et qu'il eut l'occasion de jouer un rôle essentiel dans l'organisation de la Résistance. Un des fondateurs du Comité d'action socialiste et de Libération-Nord, il travailla au « noyautage des administrations publiques », s'appuyant sur des réseaux syndicaux et franc-maçons. Il dirigea *Police et Patrie* ainsi que le service de renseignements *Brutus*. À ce titre, il fut un des responsables de l'insurrection des policiers qui prit en août 1944 le contrôle de la préfecture de police, quai des orfèvres.

Après la Libération, il poursuivit une brillante carrière professionnelle au sein de la Sécurité sociale sans abandonner ses activités militantes. Il appartint à la direction nationale de la SFIO, qu'il quitta en 1947, peu après la mise en minorité de Daniel Mayer et de son équipe, mais resta pendant toute la IVe République conseiller de Paris et conseiller général de la Seine. Critique à l'égard de l'orientation suivie par la SFIO, il participa au lancement du Parti socialiste autonome (1958), puis du Parti socialiste unifié (1960), mettant notamment à profit ses qualités d'orateur et son sens de l'organisation. En 1972, la même année que Daniel Mayer, il rejoignit le parti socialiste. Membre des « amis de Léon Blum », il était aussi vice-président de l'association des anciens de Libération-Nord.

G. C.

Pierre GUIDONI (1941-2000)

La mort prématurée de Pierre Guidoni a stupéfié et peiné ses nombreux amis et tous ceux qui appréciaient le rôle qu'il jouait dans la gauche française depuis plusieurs décennies. Il est inutile de redonner ici une biographie de cette personnalité, leader

« historique » du CERES et dirigeant du parti socialiste, ambassadeur en Espagne et en Argentine, président de l'Institut du Monde Arabe et de l'Office universitaire de recherche socialiste... Comme Léon Blum, il fut d'abord élu de Paris avant de l'être de Narbonne. Mais pour lui, c'était un retour au pays d'origine. Il avait d'ailleurs un goût prononcé pour l'historiographie du mouvement socialiste, lui-même auteur de plusieurs ouvrages, de *La Cité rouge, le socialisme à Narbonne de 1871 à 1921* (Privat, 1979) jusqu'aux *Socialistes en résistance* (livre collectif, co-dirigé avec Robert Verdier, Seli Arslan, 1999). Sa curiosité d'esprit, sa gourmandise de la vie l'empêchèrent peut-être de suivre la carrière de tout premier plan qu'il aurait pu mener. Peu importe, puisqu'il fut pleinement un homme, un militant et un intellectuel socialiste. Il était convaincu que le socialisme signifiait quelque chose de fort, un pari sur la civilisation et l'avenir qui méritait qu'on lui consacre une bonne part de ses forces et de sa vie. À ce titre, il fut certainement un des responsables politiques les plus proches de l'idéal socialiste tel que le concevait Léon Blum.

G. C.

Georges BRUTELLE (1922-2001)

Georges Brutelle fut pendant un quart de siècle un acteur important de la politique socialiste. Résistant, responsable de Libération-Nord et du parti socialiste clandestin en Seine-Inférieure (il créa un journal clandestin intitulé *Jaurès*), il fut arrêté, torturé et déporté à Buchenwald. À son retour en France, il participa à la fondation de la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance. Instituteur, puis journaliste, il travailla dans la presse normande (*Cité nouvelle*, *La République de Normandie*, *Paris-Normandie*...) pendant plusieurs décennies. Il fut à la fin des années 1970 directeur général de *L'Auto-Journal*. Mais il fut surtout connu pour son action au sein de la SFIO : il siégea au comité directeur sans discontinuer de 1946 à 1969. D'abord élu comme « blumiste », il vota selon toute vraisemblance pour Guy Mollet au secrétariat général afin de respecter le choix majoritaire du congrès. À 24 ans, le 12 juin 1947, il devint secrétaire général adjoint en remplacement d'Yves Dechezelles. Il conserva cette fonction jusqu'en 1966 et exerça après la mort de Pierre

Commin l'intérim du secrétariat général pendant les quelques mois où Guy Mollet fut ministre d'État du général de Gaulle en 1958. Longtemps chargé des questions d'administration, il venait de prendre ses premières distances avec les choix du secrétaire général en votant, comme la majorité du groupe parlementaire et du comité directeur, contre le soutien à l'investiture de De Gaulle. Conscient de l'usure et des difficultés de la SFIO, il souhaitait un renouvellement et une modernisation du discours socialiste et, tout en conservant des liens personnels forts avec Guy Mollet, il soutint l'entreprise menée par Gaston Defferre au début des années 1960. Il fut notamment secrétaire du club « Horizon 80 » et organisa les grands « colloques socialistes » de 1964-1966. Organisateur et militant « de parti », il ne fut jamais parlementaire et sa candidature en 1967 à Amiens, face au communiste René Lamps, échoua complètement. Remplacé comme secrétaire général adjoint par Pierre Mauroy, il ne retrouva pas de fonctions dirigeantes dans le parti socialiste qui succéda à la SFIO, mais continua à suivre son activité et appartint au Centre Guy Mollet. Les *Cahiers Léon Blum* saluent la mémoire de ce résistant courageux et de ce militant déterminé.

G. C.

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr

L'œuvre de Léon Blum

Nous rappelons que, sous ce titre, les éditions Albin Michel (22, rue Huyguens, 75680, Paris cedex 14) ont publié en neuf volumes l'essentiel des écrits de Léon Blum : essais, articles, discours.

Tome I 1891-1905

Critique littéraire. Nouvelles Conservations de Goethe avec Eckermann.
Premiers essais politiques et écrits de jeunesse

Tome II 1905-1914

Du mariage. Critique dramatique. Stendhal et beylisme. Conclusions au Conseil d'État

Tome III 1914-1928

L'entrée dans la politique active. Le Congrès de Tours. De Poincaré au Cartel des Gauches.
La Réforme gouvernementale

Tome IV 1928-1934

Réparations et désarmement. Les problèmes de la paix. La montée des fascismes

Tome V 1934-1937 *(épuisé)*

Du 6 février 1934 au Front Populaire. Les lois sociales de 1936. La Guerre d'Espagne

Tome VI 1937-1940

La fin du Rassemblement populaire. De Munich à la guerre. Souvenirs sur « l'Affaire »

Tome VII 1940-1945

Mémoires. La Prison. Le Procès. La Déportation. À l'échelle humaine

archives-socialistes.fr

Tome VIII 1945-1947 *(épuisé)*

Naissance de la IVe République. La Troisième Force. La Vie du Parti et la doctrine socialiste

Tome IX 1947-1950

La Fin des alliances. La Troisième Force. Politique européenne. Pour la justice

Outre les volumes de L'Œuvre de Léon Blum, sont actuellement disponibles en librairie :

– *Discours politiques*, présentés par Alain Bergounioux, Imprimerie nationale, 1997, 292 p.

– *Souvenirs sur l'Affaire*, préface de Pascal Ory, Gallimard, collection « Folio », 1993, 152 p.

– *Du mariage*, Albin Michel / Poche, 1990, 181 p.

– *Stendhal et le beylisme*, Albin Michel, 1983, 272 p.

– *Les Accords Matignon. Juin 1936*, Éditions de Matignon, 1997, 48 p.

Par ailleurs, les actes du colloque « Léon Blum, socialiste européen » sont disponibles aux Éditions Complexe (1995, 240 p.).

archives-socialistes.fr

Les Cahiers Léon Blum

Les anciens numéros sont à commander auprès de Robert Verdier (15, rue Gazan, 75014 Paris) au prix de 50 F chacun (frais de port en sus). L'ensemble des numéros disponibles (sauf n° 1 et 23-25) : 500 F.

Numéro 1 — Mai 1977 *(épuisé)*

Présentation, par Robert Verdier. Morale et politique, par Daniel Mayer. Les relations internationales et l'exercice du pouvoir pendant le Front Populaire, juin 1936-juin 1937, par René Girault.

Numéro 2-3 — Décembre 1977-mars 1978

Contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention

Sur les jugements de l'histoire, par Ernest Labrousse. À propos de la genèse de la non-intervention, par Daniel Blumé. Documents : La non-intervention relâchée, par Daniel Blumé. Témoignages recueillis (M. Alvarez del Vayo, G. Cusin). Considérations rétrospectives, par Gaston Cusin.

Numéro 4-5 — Décembre 1978-mars 1979

Léon Blum et le journalisme

Léon Blum : un témoignage, par Pierre Mendès France. Léon Blum éditorialiste, par Robert Verdier. Il faisait confiance à l'homme, par Daniel Mayer. Léon Blum, directeur du *Populaire*, par Heni Noguères. Dire ce qu'on pense et faire ce qu'on dit, par Jean Ferniot. L'information et son commentaire, par Georges Altmann. Léon Blum à la radiodiffusion, par Henri Noguères.

Numéro 6-8 — Décembre 1979-juillet 1980

La SFIO face aux défis de l'après-guerre (1944-1947)

Réunions du comité directeur de la SFIO, de novembre 1944 à août 1946, présentées par Jean-Pierre Rioux. Une expérience ministérielle : Daniel Mayer. Avant-propos par René Girault. Entretien avec Daniel Mayer.

archives.socialistes.fr

Numéro 9 — Mai 1981

Léon Blum, les socialistes et la politique pétrolière française

Présentation, par Robert Verdier. Textes de discours prononcés par Léon Blum à la Chambre des Députés, présentés et annotés par André Nouschi.

Numéro 10 — Décembre 1981

Le Populaire et le premier plan quinquennal soviétique

Oreste Rosenfeld, le premier plan quiquennal et la démocratie socialiste. Textes d'O. Rosenfeld présentés par René Girault. Oreste Rosenfeld, par Robert Verdier. Un inédit : un jugement d'un socialiste russe sur l'évolution de l'URSS : le plan quiquennal et la social-démocratie, par Théodore Dan.

Numéro 11-12 — 1982

Jean Jaurès et Léon Blum

Jaurès et Blum, par Madeleine Rebérioux. Socialisme « normalien » ou socialisme normalisé, par Daniel Lindenberg. Léon Blum, analyse et prescience, par Daniel Mayer. État, socialisme et pouvoir dans l'œuvre de Léon Blum, par Léo Hamon. Jean Jaurès, conférence donnée le 16 février 1933 au théâtre des Ambassadeurs, par Léon Blum. Léon Blum, conférencier, parle de Jaurès, par André Gybal. Jeanne Blum. Cécile Grunebaum-Ballin.

Numéro 13-14 — 1983

Une fédération pas tout à fait comme les autres : la Tunisie

Une fédération pas tout à fait comme les autres, par Robert Verdier. Une fédération à l'épreuve de la doctrine socialiste, par Élie Cohen-Hadria. La pensée socialiste à l'épreuve de la réalité tunisienne, par Liliane Perrein. Chronologie. Histoire de la Fédération de Tunisie, entretien avec Élie Cohn-Hadria, propos recueillis par Liliane Perrein. Portraits, par Élie et Lucienne Cohn-Hadria. Le procès de Tunis Socialiste : souvenirs et commentaires, par Élie Cohn-Hadria. Annexes : les textes fondamentaux.

archivessocialistes.fr

Numéro 15-16 — 1984

L'identité du socialisme français : Léon Blum et les Néo-socialistes

Léon Blum et le néo-socialisme : les enjeux d'un conflit, par Alain Bergounioux. La naissance et les premiers développements de la crise néo-socialiste, par Alain Bergounioux. Le débat sur le régime parlementaire et le plan (juillet 1933-juillet 1934), par Jean-François Biard. Le parti et le pouvoir, par Marc Sadoun. Documents : Discours de Léon Blum au XXe Congrès national de la SFIO. « Au-delà du réformisme ».

Numéro 17-18 — 1985

L'identité du socialisme français : Léon Blum et les « révolutionnaires » du parti socialiste

Révolutionnaires français à l'épreuve de l'exercice du pouvoir, par Robert Verdier. De « l'unité d'action » aux tentatives de « rassemblement national » autour du Front Populaire (1934-1938), par Jean-Paul Joubert. Discours de Léon Blum au congrès de la SFIO à Mulhouse, juin 1935. Lucien Hérard, syndicaliste et « révoluttionnaire ». « Les trois flèches », extrait des mémoires de Fred Zeller.

Numéro 19-20 — 1986

L'identité du socialisme français : Léon Blum et la République

Léon Blum, le socialisme et l'idée de République, par Alain Bergounioux. La pensée constitutionnelle de Léon Blum, par Olivier Duhamel. Léon Blum et l'identité nationale dans la République, par Léo Hamon. Léon Blum et la laïcité, par Louis Faucon. Annexe. Congrès de Nancy (1929). Résolution rapportée par Léon Blum. Les temps forts de la défense républicaine. Léon Blum et l'Affaire, par Jean-Denis Bredin. 1934, les ligues, le fascisme, par Jean-François Biard. Mystique et politique : les ressources de la République, par Marc Sadoun. 1947 : la grande peur de la République, par Liliane Perrein.

Numéro 21-22 — 1987

La SFIO et la politique extérieure de la France entre 1945 et 1954

Table ronde organisée par l'Institut Pierre Renouvin le 26 octobre 1985 à Paris I-Sorbonne. Présentation, par René Girault. La SFIO face aux problèmes d'Outre-Mer. La SFIO devant la

archives-socialistes.fr

guerre froide. La SFIO et la construction européenne. Annexes : Articles de Léon Blum de 1946, 1947 et 1950. Vie de la Société.

Numéro 23-25 — 1988 *(épuisé)*

Léon Blum avant Léon Blum : les années littéraires 1892-1914

Présentation, par Roger Pagosse. Léon Blum et le champ littéraire, par Christophe Charle. Un jeune dilettante à la Revue Blanche, par Venita Datta. Maurice Barrès et Léon Blum, par Émilien Carassus. Vingt textes de Léon Blum, du récit à la critique, par Roger Pagosse. Le critique jugé par ses contemporains, par Roger Pagosse.

Numéro 26-27 — 1989-1990

Léon Blum, la SFIO et l'internationalisme, par Robert Vedier. De l'idéal en politique : les ressources du socialisme contemporain, par Guillaume Devin. Difficile reconstruction de l'Internationale socialiste. Conférence internationale de Londres, 3-5 mars 1945. Note, par G. Devin. Mémorandum du PS français aux PS étrangers. La conférence internationale de Londres, par Vincent Auriol. L'internationale de la SFIO, interview de Daniel Mayer par René Girault. La Révolution française au cœur de Léon Blum, par Liliane Perrein. Jean Rabaut.

Numéro 28-29 — 1990-1991

Léon Blum et les problèmes européens

Présentation, par Robert Verdier. Pour une relecture de À l'échelle humaine, par René Girault. Léon Blum, la SFIO et la montée du péril hitlérien, par Robert Verdier. La mission diplomatique de Robert Blum en Europe centrale (décembre 1936), par Nicole Jordan. Rapport sur un voyage à l'étranger. Léon Blum et la Grande-Bretagne (du mythe à la réalité), par Liliane Perrein. Léon Blum et l'unité européenne, 1945-1950, ou l'internationalisme du possible, par Gérard Bossuat. À propos d'un étrange dictionnaire, par Robert Verdier. Rencontre-débat sur « Léon Blum, face aux totalitarismes ». Un colloque sur le Congrès de Tours. Augustin Laurent, une vie lisse, par Daniel Mayer. Henri Noguères, par Robert Verdier.

Numéro 30 — Décembre 1991

Nouvelle étape, par Robert Verdier. Léon Blum dans la caricature, par Christian Delporte. Léon Blum, le droit et la légalité, par Catherine Fillon.

Numéro 31 — Mai 1998

Léon Blum militant des droits de l'homme

Préface, par Maurice Agulhon. L'Affaire Dreyfus, présenté par Emmanuel Naquet. Démocraties et libertés, présenté par Gérard Bossuat. Contre le racisme, présenté par Gilles Manceron. Colonialisme et anticolonialisme, présenté par Gilles Morin. Le sens d'un engagement, présenté par Gilles Candar. In memoriam : Daniel Mayer, Albert Gazier, par Robert Verdier.

Numéro 32 — Octobre 1999

Réédition : *Léon Blum avant Léon Blum : les années littéraires 1892-1914*

archives-socialistes.fr

Parce que Jaurès est « un continent »
Parce que Jaurès est dans la République
Parce que la République est une histoire
Parce que l'histoire est un acte politique

lisez les

Cahiers Jean Jaurès

Dossiers parus : L'affaire Dreyfus, Histoire - Jaurès, les socialistes et l'affaire Dreyfus - Jaurès, l'Amérique latine et la latinité - Les années de jeunesse, une enfance politique - Questions de justice, de l'affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie - Historiographie de l'État républicain - L'amitié dans la république - Henri Guillemin, historien de Jaurès - Les formes de la controverse - Histoire de revues au tournant du siècle - Les petites patries - Les engrenages de la violence politique - « Les Preuves » et « J'accuse » - Jaurès et l'État - Jaurès socialiste - Socialisme des juristes

Renseignement, abonnement et achat de numéros :
Société d'études jaurésiennes, 21, boulevard Lefebvre, 75015 Paris

Rédaction et direction :
Gilles Heuré, 33, rue de Cronstadt, 75015 Paris

Le socialisme démocratique se construit chaque jour
dans la lutte et dans l'action
mais aussi par la réflexion, la connaissance et l'étude

- pour être sûr de ses principes
- pour être à l'aise avec son histoire
- pour savoir et comprendre, tout simplement

adhérez à l'OURS

Office Universitaire de Recherche Socialiste

Pour 550 F par an, nous vous proposons :

❶ L'OURS, *journal mensuel de critique littéraire, culturelle et artistique (10 n° par an)*
❷ recherche socialiste, *revue trimestrielle de l'OURS (revue d'actualité, de doctrine, d'histoire et de documents d'archives)*
❸ *La lettre aux adhérents de l'OURS (bimestrielle) et nos brochures (les 71 congrès du socialisme...)*
❹ *Vous serez invité aux réunions, colloques et séminaires organisés par l'OURS*
❺ *La bibliothèque (16 000 volumes, 700 collections de périodiques) et le centre d'archives vous seront ouverts en permanence*
❻ *Vous participerez avec nous à la sauvegarde, la conservation et l'enrichissement de la mémoire et des archives du mouvement socialiste*

N'hésitez plus, rejoignez nous !

Pour toute adhésion et/ou renseignement, envoyer vos nom, prénom, adresse et réglement (à l'ordre de l'OURS) à : **L'Office Universitaire de Recherche Socialiste**
86, rue de Lille, 75007 Paris — tél. : 01 45 55 08 60 — fax : 01 45 55 66 33
(L'abonnement groupé à **L'OURS** mensuel + **recherche socialiste** : 300 F/an)
Facture sur demande.

archivessociales.fr

archives-socialistes.fr

Directrice de la publication : Liliane Perrein

Achevé d'imprimer par Corlet Numérique - 14110 Condé-sur-Noireau
N° d'Imprimeur : 5569 - Dépôt légal : juin 2001 - Imprimé sur DemandStream
Imprimé en UE

SOMMAIRE

Présentation
par Robert Verdier

Socialismes de crise. La SFIO à la Libération
par Marc Sadoun

Léon Blum et la rénovation du socialisme
par Alain Bergounioux

Le parti socialiste et la laïcité
de la Libération au début de la IVe République
par Jean-Marie Mayeur

Pour un Congrès de 1946 revisité
par François Lafon

DOCUMENTS

Daniel Mayer : « La SFIO et le "travaillisme" à la Libération »
Le Monde, 5 août 1965

Daniel Mayer : « La mémoire leur a manqué »
Témoignage chrétien, 19 août 1965

Léon Blum : « Le règlement de la question romaine »
Le Populaire, 15 février 1929

François Mauriac : « Socialistes et Chrétiens »
Le Figaro, 16 novembre 1944

Robert Verdier : « La confrontation entre chrétiens et socialistes »
Le Populaire, 25 novembre 1944

ISSN : 0152-6251

archives-socialistes.fr

archives-socialistes.fr